

ANALYSE DE LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE PRATIQUES COLLECTIVES D'ÉCOLOGIE URBAINE DANS LA RÉGION PARISIENNE

R-Urban : une stratégie participative pour des villes résilientes initiée par l'atelier d'architecture autogérée

**Première réalisation à Colombes (92) / Premières évaluations
Convention n° 2200326778**

1. **Introduction** (p.2)
2. Doina Petrescu et Constantin Petcou - **R-Urban – Agencements résilients, circuits courts et réseaux de pratiques citoyennes** (p.12)
3. Katerine Gibson - **Evaluation économique** (p.29)
4. Fionn Stevenson - **Questions sur le modèle bioregional** (p.47)
5. Rotor - **Questions au Recyclab** (p.57)
6. Mathias Heyden – **Questions à Ecohab** (p.60)
7. Bohn-Viljoen – **Questions à l'Agrocité** (p.76)
8. Kathrin Bohm - **Questions sur le commerce, l'échange et la dissémination dans R-Urban** (engl) (p.83)
9. Camille Atlani – **Evaluation anthropologique** (engl) (p.98)
10. **Evaluation collaborative à mi-parcours sur la mise en place de R-Urban – Seminaire recherche - Juin 2013** (engl) (p.123)
11. **Conclusions** (p.144)
12. **Bibliographie**

Annexes

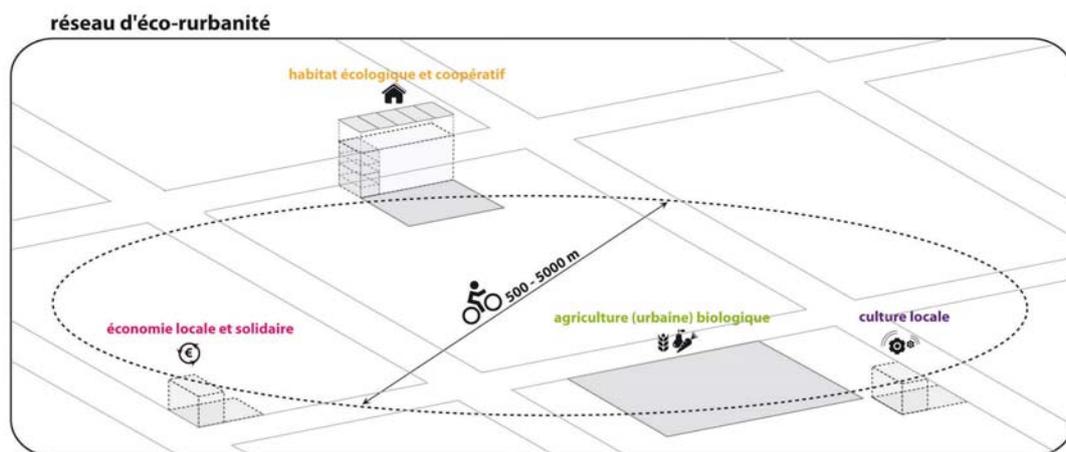
a. PRÉSENTATION SYNTHÈSE R-URBAN

b. STRATEGIE

- Processus Recyclage
- Processus Agricole
- Aperçu des Lettres d'informations (Newsletters) et Mini-Journaux (Eco-communs)

1. Introduction

Avec le projet R-Urban, développée par Atelier d'Architecture Autogérée (AAA)¹ il s'agit de développer un nouveau modèle de développement urbain en périphérie de grande agglomération qui tisse les liens entre rural et urbain de manière très différente de la cité-jardin de Howard, communauté fermée et limitée, ou de la cité-région de Patrick Geddes, limitée par la recherche de réciprocity fonctionnelles. Il s'agit de construire un lieu d'intensité écologique qui irradie sur l'environnement, et ait la force de mettre toute une communauté en mouvement au delà des participants directs à l'opération, sur le modèle de ce qu'a été l'affirmation du « droit à la ville » par Henri Lefebvre. Il s'agit aussi de proposer un modèle de régénération écologique et sociale de la banlieue (et de la ville), basée sur un rééquilibrage local entre production et consommation par la régulation des flux à travers des circuits courts et sur une dynamisation collective à travers un réseau d'équipements citoyens.



Pour asseoir cette forte ambition sur une démonstration concrète, R-Urban s'installe sur des terrains prêtés au moins pour trois ans par la municipalité de Colombes où vont être installés des équipements écologiques gérés par l'équipe de R-Urban avec des habitants des quartiers existants alentour, quartiers de logement social et quartiers de

¹ L'Atelier d'Architecture Autogérée (AAA) est une plateforme transdisciplinaire d'exploration, d'action et de recherche autour de l'écologie urbaine et des pratiques urbaines citoyennes (www.urbantactics.org).

Le travail de AAA est orienté vers 4 axes principaux:

- participativité - accompagner les pratiques quotidiennes des habitants, dans une perspective de développement durable social, d'usages, de pratiques interculturelles et de démocratie partagée
- gouvernance environnementale - initier des processus bottom-up en matière d'aménagement urbain, par un dialogue permanent entre des spécialistes (architectes, sociologues, etc.) et acteurs locaux (habitants, associations, etc.)
- autogestion - rendre accessible aux habitants des espaces de co-gestion et co-responsabilité, qui par une appropriation collective, produisent une territorialité commune et partagée
- écologie urbaine solidaire - réaliser des dispositifs urbains qui favorisent les pratiques quotidiennes écologiques et collectives

pavillons individuels. R-Urban n'est pas un éco-quartier, mais une tentative de dynamisation urbaine à partir de terrains définis.



fig1. Colombes, vue aérienne depuis une des tours de Fosse Jean, 2011

La commune de Colombes où se déroule cette première tentative se situe dans la petite couronne parisienne. C'est est une commune de plus de 85000 habitants (dont 14,6% étrangers), urbanisé sur 86% de sa surface totale (781ha). Malgré le fait qu'elle dispose de "la plus grande cité pavillonnaire de la petite couronne", elle se caractérise aussi par un taux de chômage (ie. 12,9% en 2013) nettement plus élevé que la moyenne nationale (ie. 9,8%) en même temps qu'une forte vie associative (ie. 450 associations loi 1901 enregistrées en 2012), mais qui paradoxalement touche plutôt les actifs et les personnes âgées. Selon les statistiques de 2009 (fig 1.) quant aux catégories socioprofessionnelles présentes a Colombes, c'est les employés et les retraites qui sont les plus nombreux (19.8% respectivement 18,3%) La catégorie des cadres et des professions intellectuelles est aussi en hausse, par rapport au 1999 (16,4%).

POP T5 - Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle

	2009	%	1999	%
Ensemble	65 901	100,0	60 760	100,0
Agriculteurs exploitants	20	0,0	8	0,0
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	1 891	2,9	1 840	3,0
Cadres et professions intellectuelles supérieures	10 058	15,3	6 200	10,2
Professions intermédiaires	10 798	16,4	9 340	15,4
Employés	13 057	19,8	12 706	20,9
Ouvriers	6 630	10,1	7 244	11,9
Retraités	12 089	18,3	11 496	18,9
Autres personnes sans activité professionnelle	11 358	17,2	11 926	19,6

Sources : Insee, RP1999 et RP2009 exploitations complémentaires.

fig.1 Population de Colombes selon la catégorie socioprofessionnelle (Insee 2009)

Aussi, comme d'autres données importantes, 14,6% de la population de la ville est d'origine étrangère et une dominance des femmes dans les catégories "employés" "professions intermédiaires", "retraités" et "sans activité". Si de manière générale l'activité industrielle est en déclin en faveur des services, on peut aussi constater une augmentation de l'activité agricole: si en 1999, il y avait seulement 8 agriculteurs exploitants à Colombes aujourd'hui il y en a plus de 20. On peut faire l'hypothèse qu'il y aurait une disponibilité pour des innovations sociales que ne peuvent pas mettre en œuvre les institutions liées à la reproduction de l'économie industrielle.²

En 2001, AAA a établi un partenariat avec la Ville de Colombes pour l'implémentation

² Quelques données statistiques pour Colombes :

(conformément <http://www.conseil-general.com/mairie/mairie-colombes-92700.htm>; et Insee, 2012. Colombes, Basé sur statistiques de 2009) :

- Superficie: 781 hectares (7.81 km²) urbanisés sur 86% de la surface.
- Plus grande cité pavillonnaire de la petite couronne parisienne.
- Population: 85 398 habitants (recensement de 2010) avec une densité de 10 913, 32 personnes/ km².
- Tranche d'âge la plus importante: 30-44 ans, suivi de très près par la tranche 0-14 ans
- Catégorie socio-professionnelle la plus importante: Employés. Aussi une des deux seules catégories où les femmes sont en plus grand nombre (les autres catégories où les femmes sont majoritaires étant "professions intermédiaires", "retraités" et "sans activité").
 - Pourcentage de personnes sans activités: 17,2%. Dans la population âgée de 15 à 24 ans, 60,5% est sans activité.
 - Taux de chômage: 12,9%. Part des femmes parmi les chômeurs: 48,8%.
- Salaires net horaire moyen en 2010: vont de 9,2€/h pour les ouvriers non qualifiés à 25,7€/h pour les cadres.
 - Ouvriers non qualifiés femmes: 8,8€/h
 - Ouvriers non qualifiés hommes: 9,8€/h
 - Cadres femmes: 23€/h
 - Cadres hommes: 27,8€/h
- Etat matrimonial:
 - Mariés: 44,3%
 - Célibataires: 42,4%
 - Divorcés: 7,7%
 - Veuf: 5,5%

de la stratégie R-Urban dans le cadre du programme Life+ de l'Union européenne (catégorie gouvernance environnementale) avec la participation de diverses associations locales et habitants. Le projet prévoit d'organiser un réseau de trois unités pilotes, avec des fonctions complémentaires (agriculture urbaine, recyclage, habitat, qui agrégeront les projets des habitants) Ces trois pôles sont :

- Agrocité : ferme urbaine marché et café : vingt parcelles sont déjà cultivées par trente jardiniers avec des principes de partage et d'échange, une sélection des graines, des conférences sur l'agriculture urbaine, une recherche collective des plantes cultivées dans la région maintenant et autrefois. Un espace couvert permet de mener les activités culturelles et sociales par tous les temps. Une résidence pour des étudiants, ou des correspondants étrangers, construite dans la partie couverte, soutient la volonté d'échange international. La partie couverte est en cours de construction, les parcelles sont déjà cultivées.
- Recyclab : une galerie d'ateliers de recyclage de matériaux de construction et de matériaux divers, pour une production locale des matériaux nécessaires au fonctionnement du projet, mais aussi aux désirs que les habitants pourront investir dans l'opération.
- Ecohab : un habitat coopératif, mixant de l'habitat social, des résidences étudiantes et de chercheurs et le logement de certains porteurs du projet. La recherche porte ici à la fois sur le modèle économique et social de l'habitat coopératif, et sur les techniques de construction, qui grâce au recyclage permettront d'arriver à des prix intéressants.

Les trois Pôles-Prototypes seront conçus pour fonctionner par des circuits-courts internes et, progressivement, ils seront reliés entre eux et avec d'autres équipements urbains par des circuits-courts transversaux permettant d'augmenter la capacité de résilience urbaine (autosuffisance, production et de recyclage local, etc.).

Avant le commencement du projet, présentations du projet ont eu lieu dans différentes associations (ie Jardins d'Audra, Centre Social, Conseil de Quartier Fossé Jean). Une consultation sur les possibles emplacements des unités R-Urban a été organisée et une cartographies participative a été lancée. (fig 2)

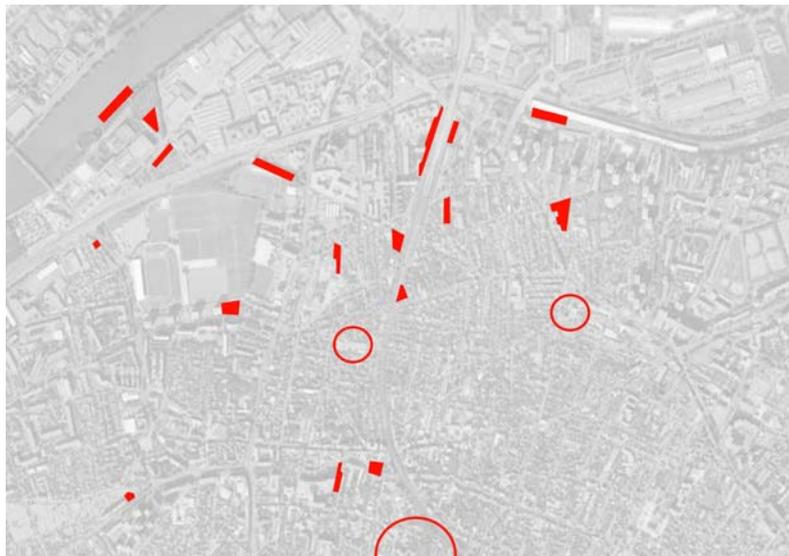


fig 2. Cartographie des possibles sites R-Urban a Colombes,

Les 3 pôles ont été localisés à cheval entre un quartier de logements sociaux et un quartier pavillonnaire, en plein cœur de la ZUS de *Fossé Jean - Gare du Stade* (dont 17,8% de la population est d'origine étrangère, par rapport au 14,6% sur la Commune et 5,8 % en France).³ Cette population constitue une ressource de richesse humaine et culturelle pour le projet, contribuant à augmenter le capital social du réseau.

Un réseaux de possibles associations existantes, susceptibles de participer a R-Urban a

été également cartographié. (fig 3.)

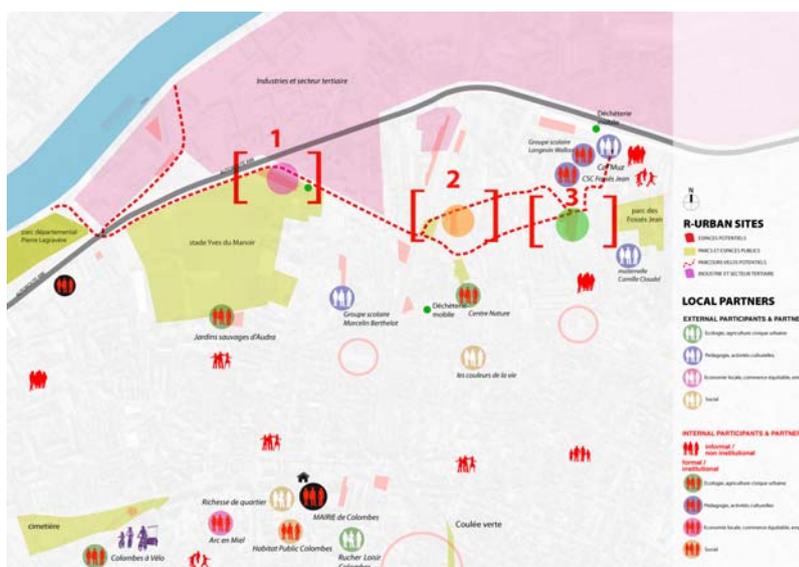


Fig.3 – cartographie des acteurs et des sites potentiels pour R-Urban, 2011

³ Insee, 2006. Démographie ZUS Fossé Jean - Gare du Stade.

Avec R-Urban, il ne s'agit donc pas seulement de réduire l'empreinte écologique quitte à augmenter les coûts comme dans les écoquartiers. Le R de R-Urban se charge de multiples significations : réutiliser, recycler, réparer, redessiner, repenser, organiser une résilience par rapport au changement climatique, à l'augmentation du prix de matières premières, et le faire dans une prise en considération des apports à la civilisation urbaine de la civilisation rurale.

R-Urban ne veut pas construire de modèle mais installer des processus, rendre visible des cycles, qui vont permettre de négocier l'adaptation et le changement dans le tissu existant, sans expulsions, avec l'ensemble des habitants qui vont se sentir concernés. Il s'agit de rendre visibles les réseaux de solidarité latents et de les mettre en relation avec les cycles écologiques à préserver et sur lesquels s'appuyer. Il s'agit aussi de développer des pratiques collectives notamment pour la prise de décision, le partage de l'espace, de mettre en valeur des principes de cohabitation. Dans la coopérative d'habitat notamment la gestion de la nourriture, de l'énergie et des déchets sera collective, et des services seront mis en place pour le voisinage, pour les deux autres pôles et au delà.

R-Urban affirme un droit à la résilience, à la production de durabilité, qui doit devenir aussi fort que le droit à la ville des années 1970. Le développement de la culture de résilience passe par une requalification des apprentissages, par l'utilisation des réseaux sociaux. R-Urban se propose de cartographier la capacité locale d'inventer et de transformer, et de répertorier les contraintes administratives qui la bride, pour s'appuyer sur l'expérience dans la proposition d'un changement politique. Municipalités et administrations sont partenaires d'un tel projet dans leurs compétences propres, et sont appelées à changer leurs modes d'intervention autant que les habitants.

Le projet entend démanteler nos attaches avec le marché et assembler les pratiques hors marché, qui sont déjà nombreuses : interstices fonciers, associations, pratiques émergentes. Il ne s'agit pas de dessiner, de modeler ce qu'il y a à faire mais de créer un terrain pour de multiples initiatives, apte à accueillir des faits nouveaux. Progressivement le projet passera du temps du loisir, de la marginalité institutionnelle, à l'économie, à l'activité. Cette transformation sera conduite grâce à des espaces collectifs de renégociation permanente, d'apprentissage et de reconstruction des valeurs. Deux valeurs sont déjà affirmées : tendre à l'égalisation des conditions sociales,

produire un habitat plus démocratique.

Cette démarche s'inscrit dans une recherche mondiale sur la production de nouveaux communs.⁴ Pour R-Urban ce sont les solidarités sociales qui font les communs, les formes de gouvernance, les règles d'usage des infrastructures matérielles et virtuelles. Les mots clés de la ville résiliente : empathie, partage, coopération. Il s'agit de les mettre en oeuvre à différentes échelles territoriales, en partant des interstices que peuvent investir les gens ordinaires.

Selon les engagements pris dans le programme Life+, les résultats du projet à Colombes devraient aussi être quantifiables sur différents plans améliorant la qualité écologique du milieu urbain d'intervention :

- recycler et réutiliser plus de 75% des déchets des trois Pôles par des circuits courts locaux (2015) et intégrer à moyen terme des nouveaux équipements, dont certains réalisés sur d'autres terrains d'expérimentation environnementale repérés à Colombes ou dans sa région
- démontrer l'opérabilité des dispositifs d'écologie urbaine insérés à partir des opportunités ponctuelles dans des contextes urbains spécifiques aux villes européennes et réduire ainsi de 40% l'empreinte écologique des aménagements urbains réalisés ou réaménagés (construction et usage à long terme), en engageant des usages qui réduisent la consommation d'énergie fossile tout en préservant l'essentiel des modes de vie spécifiques pour les une ville européenne.
- initier et intégrer dans le maillage R-URBAN de nouveaux Pôles Écologiques émergents à travers une démarche administrative accélérée, l'usage de contextes urbains disponibles temporairement (3-9ans) et la reconversion de sites existants (20% des équipements municipaux à l'horizon 2020), tout en préservant une durabilité du projet dans son développement à long terme
- durabiliser des pratiques collectives écologiques au sein des populations les plus diverses, créer des liens durables avec le monde rural francilien (signature de premiers partenariats en 2015) et initiation d'un charte R-URBAN avec l'adhésion d'autres collectivités locales à travers un réseau à l'échelle régionale et européenne.
- constituer un noyau démonstratif d'écologie urbaine et, à moyen terme, un centre de

⁴ Les *communs* sont traditionnellement définis comme les espaces et les ressources dont la gestion et l'usage sont partagés par les membres de la communauté. Actuellement les communs réunissent non plus seulement des espaces et des ressources matérielles mais aussi immatériaux et cognitifs. eg. 'creative commons'.

dissémination des pratiques résilientes territoriale à échelle locale, régionale et européenne par la constitution d'un réseau européen de dissémination de pratiques écologiques collectives par processus bottom-up.

La recherche avait comme objet de suivre et d'indiquer comment construire les moyens qui conduiraient a ces résultats.

Methodologie

Cette recherche sur R-Urban a accompagné la mise en place du projet, depuis septembre 2011. C'est une recherche action, qui a engagé une équipe interdisciplinaire de chercheurs internationaux qui ont évalué l'avancée du projet à différentes étapes du projet. Nous avons désirée aussi que la recherche influence et informe de façon active la réalisation du projet et avons proposé des formes de recherche participative, impliquant les acteurs du projet comme co-chercheurs. Une série de séminaires et de workshops participatifs ont été organisés par l'équipe de recherche et les chercheurs associés, pendant lesquelles les questions de la recherche ont été posés de façon ouverte, des donnes on été recueillis de manière collective, des exemples d'ailleurs ont été débattus, des prototypes ont été conçus ensemble. Ces moment de recherche participative, appelés Eco-communs faisaient partie intégrante du programme R-Urban soutenu par le programme Life+, étant disséminés largement auprès des porteurs du projet et des usagers (voir annexes).



Fig.4 – workshop avec Fionn Stevensons sur les circuits courts a Fossés-Jean, Colombes

Ainsi six chercheurs ont visité le site de Colombes à plusieurs reprises, ont rencontré les acteurs, ont organisé parfois des workshops participatifs et ont présenté leurs évaluations. Le choix s'est porté sur des personnes ayant déjà mis en œuvre des projets d'écologie urbaine dans leurs pays, qui ont donc jugé la faisabilité du projet de Colombes et les précautions à prendre par rapport à leur propre expérience, et par rapport aux références qu'ils utilisent quotidiennement. Nous avons essayé de couvrir aussi les différentes expertises demandées par la nature du projet: économie, agriculture urbaine, sociologie-anthropologie, logement coopératif, écologie, culture, développement durable. Les apports de ces spécialistes chercheurs, dont on trouvera les résumés ci-dessous, sont plus techniques que l'énoncé du projet par aaa. Chacun sur la ligne qu'il s'est choisi juge le projet tout à fait faisable, moyennant des précautions, une analyse plus approfondie, des choix dans les options possibles.

Ils ne sont pas penchés sur les dimensions sociales et politiques du projet, mais ont plutôt cherché à donner des informations et des conseils sur l'une ou l'autre des dimensions du projet. La dimension culturelle fortement soulignée dans le projet d'aaa est quasiment absente de quatre des évaluations, pour lesquelles elle semble un acquis, qu'il ne resterait qu'à mettre en œuvre dans des réalisations concrètes, et qui relèverait donc davantage du modèle à appliquer que d'une construction fragile à élaborer au jour le jour dans une situation encore marquée par la civilisation industrielle.

Les auteurs des six évaluations sont :

- Fionn Stevenson, professeur de développement durable à l'Université de Sheffield, qui s'appuie sur les travaux de la Fondation Bioregional, qui a pour démonstrateur l'écoquartier de Bedzed à Londres. L'évaluation porte principalement sur les dimensions écologiques courantes : eau, énergie.
- Kathrin Gibson, professeur de géographie économique à l'Université de Sydney, qui s'appuie sur son expertise dans le développement économique local en Asie.
- Rotor, groupe d'architectes belge spécialisé dans la collecte et la réutilisation des matériaux recyclés, et qui donc s'interroge sur le fonctionnement du Recyclab.
- Mathias Heyden, architecte militant berlinois, qui essaie de situer le projet d'Ecohab dans la longue série des habitats collectifs créés à Berlin depuis près de 50 ans.
- Kathrin Böhm, artiste-chercheur travaillant à Londres qui promeut des

espaces collectifs de rencontres autour de la vente, de l'échange, du don de produits locaux.

- Kathrin Bohn, professeur à TU Berlin et associée de l'agence Bohn et Viljoen, qui a développé le concept CPULS (Continuous Productive Urban Landscapes), travaille à développer un paysage urbain, ouvert à l'agriculture et en facilitant la pénétration dans le tissu urbain.

A ces évaluations se rajoute Camille Atlani, étudiante en Master d'Agro-écologie et stagiaire AAA en a aussi fait une étude anthropologique sur le projet R-Urban.

Ces évaluations sont précédées par une présentation théorique du projet de recherche-action R-Urban par ses initiateurs Doina Petrescu et Constantin Petcou, fondateurs de l'atelier d'architecture autogérée.

Un texte conclusif met ensemble de façon transversale les résultats, les questions et les recommandations issues de cette recherche.

En *Annexes*, nous avons aussi mis ensemble des pièces écrites ou graphiques liées directement à la mise en place du projet et pouvant être considérés comme le volet 'appliqué' de la recherche. Il s'agit parfois de la recherche empirique relative à la mise en place des processus du projet (recyclage, construction, gestion agricole, etc) ou de la dissémination de la recherche auprès des acteurs ou des partenaires du projet (présentations synthétiques, eco-communs, etc).

2. R-Urban : Agencements résilients, Circuits courts et réseaux de pratiques citoyennes

Constantin Petcou, Doina Petrescu

Alors que la transition énergétique et la transition écologique sont à l'ordre du jour depuis les années 1970, la mise en œuvre de politiques publiques à l'échelle des transformations à opérer se fait attendre. Les mesures ont été prises en général à la marge, dans le souci de ne pas bousculer les équilibres sociaux existants. Mais le caractère incrémental de la transformation opérée a pour résultat d'alourdir la charge financière de la transition pour tout un chacun, et donc de creuser fortement les inégalités. L'habitat écologique devient un habitat de qualité supérieure donc plus cher, et plus facilement intégrable à la spéculation immobilière car doté d'une notation des performances. Pendant ce temps les habitants que les financiers appellent « modestes » voient leurs charges augmenter ou les portes de l'accession à un nouveau logement se refermer devant eux, ou, au mieux, les charges d'emprunt s'étaler de plus en plus longtemps. La croyance dans la capacité de la croissance à absorber le choc climatique et le nécessaire renouvellement des ressources énergétiques se confronte à la crise économique voire à la récession. L'hypothèse d'une croissance verte dans les nouveaux domaines professionnels créés par la protection de l'environnement, se heurte aux difficultés financières des agents économiques susceptibles pour financer ces travaux. La redistribution des fruits de la croissance à l'ensemble des partenaires sociaux, et leur mobilisation au service de celle-ci par la gratification qu'ils en tiraient - la jouissance d'un habitat moderne et d'une automobile notamment - continuent de hanter les consciences nostalgiques des trente glorieuses, mais ne peuvent plus être promises aujourd'hui .

C'est pourtant à ce paradigme que se réfèrent les gouvernements et pourquoi ils tardent à prendre les mesures nécessaires pour relever ces défis. Mais contrairement à la croyance gouvernementale dans l'incapacité des citoyens à prendre conscience des changements à opérer, de nombreuses initiatives émergent pour tenter des expériences à l'échelle locale, et démontrer qu'un changement est possible.⁵ Ces initiatives émergent

⁵ Transition Towns, Incredible Edible, Continuous Productive Urban Landscapes (CPULs), Ecovillage networks, sont quelques unes des initiatives démarrées à une échelle locale et ensuite étendues en réseaux

principalement dans l'habitat et dans sa proximité, là où la responsabilité des citoyens peut tenter de s'exercer. Elles paraissent en première analyse celles d'originaux, essayant de suivre les dernières tendances à la mode, tant le paradigme de la croissance et de ses bienfaits pour la consommation semble indéracinable. Lorsqu'elles développent de nouvelles formes de sobriété et de respect des possibilités de consommation locales elles sont souvent jugées avec mépris comme un retour à l'époque d'avant la voiture et la « libération » par le pétrole. Il est vrai qu'il est difficile de concevoir des actions tout à la fois opposées au modèle de la consommation expansionniste et soutenues par des créations artisanales et industrielles contemporaines. Savoir articuler production et consommation de manière nouvelle demande un investissement professionnel et ne relève pas de l'animation spontanée.

Résilience plutôt que transition

Ce sont quelques uns des problèmes que nous travaillons avec R-Urban, un projet produit à partir de notre recherche pratique, atelier d'architecture autogérée (aaa), et qui met en place à partir de terrains locaux, avec les habitants, un cadre pour une régénération urbaine résiliente. Nous préférons parler de régénération urbaine résiliente que transition énergétique dans l'habitat pour garder ouvertes et interconnectées avec l'énergie l'ensemble des dimensions de l'écologie, et pour ne pas soumettre l'écologie, et la pratique habitante, à la seule question de l'énergie.

R-Urban est une stratégie participative, fondée sur la connaissance (à la fois habitante, scientifique, architecturale) des cycles écologiques locaux, qui active des flux matériels (eau, énergie, déchets, nourriture) et des flux immatériels (connaissances, économie sociale, culture locale, autoconstruction, etc) entre les domaines clefs de l'activité habitante (économie de recyclage et de partage, habitat, agriculture urbaine. R-Urban s'appuie sur ce qui existe dans le contexte urbain désireux de participer à la recherche action. Actuellement R-Urban se réalise depuis 2011 à Colombes, une ville de la banlieue de Paris de 85 000 habitants, en partenariat avec la municipalité et le programme Life+ de l'Union européenne ainsi qu'avec diverses associations et la participation des habitants. Le projet prévoit d'organiser un réseau de trois unités pilotes, avec des fonctions complémentaires (agriculture urbaine, recyclage, habitat, qui agrègeront les projets des habitants. La stratégie R-Urban explore les possibilités d'augmenter la capacité de résilience urbaine par cette introduction dans le milieu local d'un réseau de services gérés par les habitants. Le projet R-Urban fait suite à deux réalisations de même type, mais plus petites : Ecobox dans le XVIII arrondissement et

Passage 56 dans le XX.⁶

Le projet R-Urban est actuellement mis en œuvre dans un quartier de banlieue typique par son mélange de pavillons et de logements sociaux. Bien que produite à partir d'une vision moderne de la ville, la banlieue est aujourd'hui en déshérence faute d'activités communes aux différents fragments urbains qui se côtoient, et entre lesquels il n'est plus guère possible de se promouvoir, voire de bouger ensemble. Chaque morceau de ville tend à devenir autonome avec ses surfaces commerciales, son école propre, et la mixité sociale est reportée vers une société mieux dotée, représentée par la municipalité. C'est au sein de l'intercommunalité que celle-ci gère de plus en plus les équipements, qui apparaissent lointains à beaucoup d'habitants qui n'y ont pas accès. Il reste aux habitants et à leur quartier la voirie en partage, un espace budgétivore dominé par le souci de sécurité. Les quartiers qu'ils soient de pavillons ou de logement social souffrent d'une absence d'aménités suffisantes sur place, et d'une déception par rapport à l'avenir envisagé, qu'ils compensent par les sorties en automobile, et pour les jeunes par la délinquance. Cependant malgré un taux de chômage élevé Colombes semble riche de nombreuses associations, et d'une vie civique développée.

R-Urban s'appuie sur cette activité sociale pour lancer avec des habitants des services collectifs incluant le recyclage de matériaux et l'écoconstruction de mobilier urbain ou individuel, la production d'un habitat groupé coopératif et la pratique de l'agriculture urbaine. Cette dernière activité est celle qui entraîne l'assentiment général et qui démarre le plus vite. Elle ne résout pas le problème de la résilience urbaine mais elle crée un lieu de paroles et de pratiques partagées qui agrège déjà un certain nombre d'habitants jardiniers, mais aussi un entrepreneur de compost, et un chantier expérimental sur le choix des plantes à recommander. Les trois Unités R-Urban initiales (Agrocité, Recyclab, Ecohab), constituées autour d'une architecture de bois bien visible, et propice au démontage puisque certains terrains sont disponibles provisoirement, permet d'installer au cœur de la banlieue, entre pavillons et logement social, un espace de démonstration et de discussion des pratiques écologiques possibles, des pratiques existantes et à développer. Il s'agit de catalyser les activités déjà existantes, et porteuses du souci écologique, de diffuser les pratiques que les résidents peuvent adopter eux-mêmes. C'est dans ce cadre un peu festif, marqué par les fêtes et les repas pris en commun, que peuvent se transmettre concrètement des conseils pour améliorer l'habitat et le transformer pour le rendre capable de produire de la nourriture, et d'utiliser de nouvelles sources d'énergie, ou d'adopter de nouvelles pratiques moins

⁶ cf. <http://R-Urban.net>

consommatrices d'énergie.

L'Agrocité est un site agricole et culturel, comprenant une micro-ferme expérimentale, des jardins communautaires, des espaces pédagogiques et culturels et une série de dispositifs expérimentaux pour le chauffage à partir du compost, la collecte de l'eau de pluie, la production d'énergie solaire, l'horticulture hydroponique, la phytoremédiation. L'agrocité est une structure hybride dont certains éléments sont gérés par une entreprise d'insertion (la micro-ferme, le café, le marché) et les autres par des associations d'usagers ou des associations locales. Pour choisir les dispositifs expérimentaux à mettre en place et à analyser avec les habitants aaa s'appuie sur son réseau international ; certains de ces dispositifs sont également en cours d'expérimentation à Londres par exemple.

Recyclab est une unité de recyclage et d'écoconstruction qui dispose de surfaces de rangement de matériaux récupérés et d'ateliers pour le recyclage, la réutilisation et la fabrication d'éléments de mobilier dont la commande sera faite par les habitants ou les partenaires locaux. Recyclage sera une entreprise d'insertion. Recyclab pourra également accueillir des échanges de savoirs sur les moyens de réduire la consommation énergétique ou d'installer moyens de production électriques solaires ou éoliens. Les échanges de savoir sur la réparation de vélos ou la mécanique auto seront aussi le support du développement de pratiques de partage pour les déplacements plus lointains.

Ecohab sera un habitat écologique et coopératif partiellement autoconstruit et géré collectivement, qui inclura certains éléments communs (production de nourriture, production en général), collecte de l'eau de pluie, production d'énergie solaire, partage des voitures. Il y aura sept appartements dont deux en location sociale et une résidence temporaire d'étudiants et de chercheurs. Ecohab sera gérée comme une coopérative.

Les différents éléments du programme R-Urban accueilleront des débats sur les différentes dimensions de la transition énergétique et écologique, avec des partenaires européens ou étrangers de aaa, qui pourront s'appuyer sur les débuts de réalisations matérielles offertes à Colombes pour faire part de leurs propres recherches vers un nouveau mode de vie, moins dépendant des énergies fossiles et reposant davantage sur la capacité créative des habitants et des professionnels. Cette ouverture internationale

nous semble indispensable pour rendre sensible le caractère de recherche, d'ouverture au monde, de plaisir de la démarche. La réduction des consommations ne peut être qu'un bénéfice secondaire d'une démarche de découverte et de production. Cette démarche pourrait faire tâche d'huile et les sites R-Urban croître en nombre au sein d'une société foncière coopérative, qui assoirait ces expériences sur des terrains moins provisoires que ceux de l'Agrocité et du Recyclab, mais toujours par des contrats d'usage et non par l'acquisition foncière complète.⁷

Diagramme des circuits courts à l'intérieur et entre les Unités R-Urban

Flux, réseaux et cycles de production-consommation seront formés entre les sites et le voisinage, avec le projet de développer des cycles aussi locaux que possible, Il ne s'agit pas d'interpréter la notion de circuits exclusivement courts, et de manière purement matérielle. Cette relation production-consommation doit inclure des aspects culturels, cognitifs et affectifs. Le projet s'inscrit dans la réhabilitation actuelle de la sensibilité rurale, d'enfance pour beaucoup de périurbains, dans l'approche de la métropole, notamment en Allemagne. Ne plus voir le rural comme une étendue sur laquelle étendre l'habitat et les emplois depuis la ville, mais comme un co-acteur de la protection des paysages, et d'une agriculture de proximité. Et en même temps le réaliser à portée de promenades, dans les interstices de la ville.

⁷ cf. <http://r-urban.net/fonciere/>

‘R’

R-Urban est un mot en ‘R’. Il se réfère directement aux trois ‘R’ présentés comme des impératifs dans toute approche écologique : réduire, réutiliser, recycler. Mais il suggère d’autres items : réparer, redessiner, repenser. Il indique aussi la volonté de reconnecter le rural et l’urbain à travers de nouvelles relations plus complémentaires et moins hiérarchiques. Le R de R-Urban rappelle aussi que le principal objectif de cette stratégie est la résilience.

La résilience est un terme clé dans le contexte de la crise économique actuelle et de la pénurie énergétique. A la différence de « soutenabilité », ou « durabilité » qui souligne le projet de maintenir le *statu quo* du système en contrôlant l’équilibre entre les entrées et les sorties, sans s’occuper des facteurs de changement, la résilience parle de la manière dont les systèmes peuvent changer, s’adapter suivant les circonstances, et induire un changement qui offre de forts potentiels pour remettre en cause le système et construire de nouveaux systèmes.⁸ Certes il ne s’agit pas de faire nôtre tout le discours actuel sur la résilience qui assimile les systèmes sociaux aux systèmes biologiques et donne une vision fonctionnaliste de la résilience comme adaptation à l’ordre ou recherche du bien être. Mais le terme résilience, qui articule des dimensions techniques et psychologiques des comportements collectifs, permet de travailler les questions et contradictions formulées en termes d’écologie politique⁹.

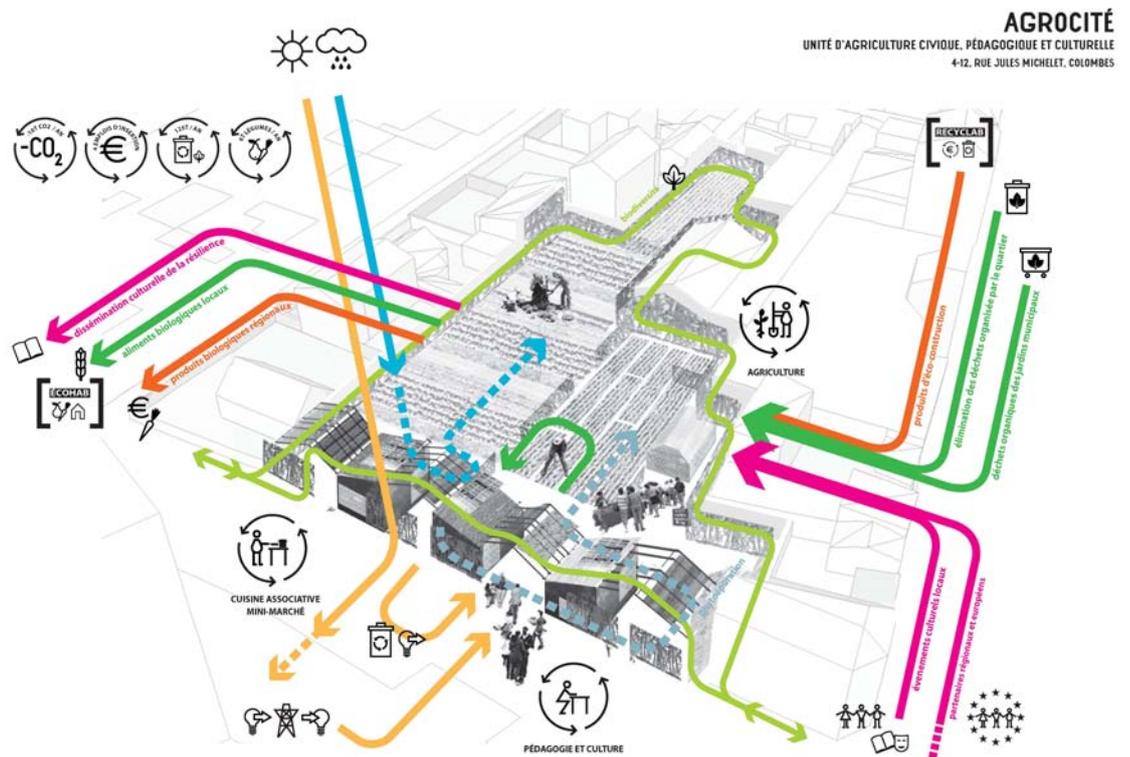
R-Urban ne s’occupe pas de développement durable des quartiers de banlieue, mais s’insère comme un espace de pratique et de discussion du changement social et de la réinvention culturelle, dans des lieux désertés par le débat politique. La capacité de résilience implique la préservation des principes démocratiques et des valeurs culturelles, de l’histoire et des traditions locales, pendant que la population s’adapte à des modes de vie plus économiques et écologiques.

Une ville ne peut devenir résiliente qu’avec la participation active des habitants. Une participation qui ne peut être limitée à l’approbation de plans ou de projets déjà ficelés car un changement de mode de vie n’est réalisable que par une subjectivité active. Pour stimuler l’engagement démocratique du plus grand nombre des habitants nous avons besoin d’outils, de connaissance, et de lieux pour tester les nouvelles pratiques et les

⁸ Maguire B., Cartwright S.(2010), Assessing a community’s capacity to manage change: A resilience approach to social assessment, <http://learningforsustainability.net/susdev/resilience.php>.

⁹ cf. Hornborg A. (2009) Zero-Sum World: Challenges in Conceptualizing Environmental Load Displacement and Ecologically Unequal Exchange in the World-System. *International Journal of Comparative Sociology*, 5/3-4, Los Angeles, London, New Delhi, Singapore and Washington DC: Sage publication, pp. 237-265

initiatives collectives, et pour faire la démonstration à petite échelle des résultats et des bénéfices de la transformation résiliente de la ville. Ici les architectes ont un rôle à jouer. Un rôle de documentation, de réflexion, d'évaluation des innovations portées ailleurs dans le monde, et d'articulation des innovations avec la culture locale. Les architectes sont en fait plus que des dessinateurs de nouveaux bâtiments : ils peuvent être des initiateurs, des négociateurs, des co-managers, et des facilitateurs de processus et d'agencements.



En se concentrant sur la production de lieux pilotes, R-Urban s'efforce d'offrir les outils et les espaces qui peuvent rendre visible les initiatives et les pratiques citoyennes de résilience. Les processus de dessin architectural contribuent à exprimer les cycles écologiques de manière physique et sensible et invitent les habitants à s'engager dans l'expérience de fabrication. Les processus de gouvernance démocratique sont ainsi associés à des actions de participation concrètes dont les conséquences sont visibles et mesurables : les habitants peuvent développer des activités productives, culturelles et écologiques et bénéficier directement des effets positifs de ces activités. La résilience dans ces conditions est plus qu'une adaptation, c'est une catalyse de l'activité urbaine, de l'innovation et de la créativité.

R-Urban/ Transition Towns et cités-jardins

Le livre de Rob Hopkins *Transition Handbook* (2008) est devenu rapidement la référence de tout le mouvement pour la Transition.¹⁰ La Transition Town ne produit pas de modèle utopique à construire mais propose un guide à suivre par les organisations de base qui veulent initier une transition dans une ville existante. Ce n'est pas un projet de ville nouvelle mais un ensemble de règles et de principes pour une adaptation des villes existantes par la base. Le modèle vient moins de la planification urbaine que de la permaculture. La dynamique principale est celle d'une transition par rapport au changement climatique et à l'épuisement des ressources en pétrole. L'idée de résilience est locale et solidaire, mais plutôt pensée comme une adaptation à un futur aux ressources restreintes.

R-Urban essaie de développer en parallèle une pratique exploratoire et une analyse théorique qui s'informent réciproquement. R-Urban partage avec la cité-jardin le souci de combiner les qualités de la vie urbaine et de la vie rurale dans le contexte des villes existantes et pour créer une meilleure connexion en termes de cycles de production et de consommation. La nécessité d'économiser l'énergie et de réduire les coûts de transport se combine avec l'aspiration à un temps libre plus important. R-Urban partage aussi avec la cité-jardin l'intérêt pour l'organisation coopérative et les mécanismes par lesquels les habitants peuvent s'approprier l'espace et le gérer et aussi par la manière dont ces mécanismes se traduisent en solutions architecturales. R-Urban s'intéresse plus au processus de conception et aux cycles économiques et écologiques qu'aux formes, aux programmes et à la construction des bâtiments, car R-Urban doit pouvoir se mettre en œuvre dans des conditions matérielles très différentes comme nous en avons déjà fait l'expérience avec les petites réalisations Ecobox et Passage 56. R-Urban ne propose pas un nouveau modèle de forme urbaine, mais se confronte plutôt avec l'habitat existant et propose des processus sociaux et politiques pour négocier des adaptations en même temps que des constructions nouvelles. Les transformations résulteront des interactions produites par les éléments urbains inclus dans les cycles écologiques clos localement.

Les agencements spatiaux mis en place par R-Urban rendront cependant l'organisation visible dans la ville. Ils combinent des initiatives existantes dans une organisation cohérente, ajoutant des éléments manquants. A la différence de la cité-jardin, R-Urban ne propose pas un modèle idéal de transformation, mais se confronte à l'échec des idéaux d'aménagement urbains modernes, et à leur impuissance à penser le futur, puisqu'ils véhiculent la monotonie, l'obsolescence des tours, la faillite financière, la

¹⁰ Hopkins R. (2008), *The Transition Handbook: From Oil Dependency to Local Resilience*, Green Books

ségrégation, l'exclusion économique et sociale, la pollution de la terre comme condition de leur érection aujourd'hui non reproductible.

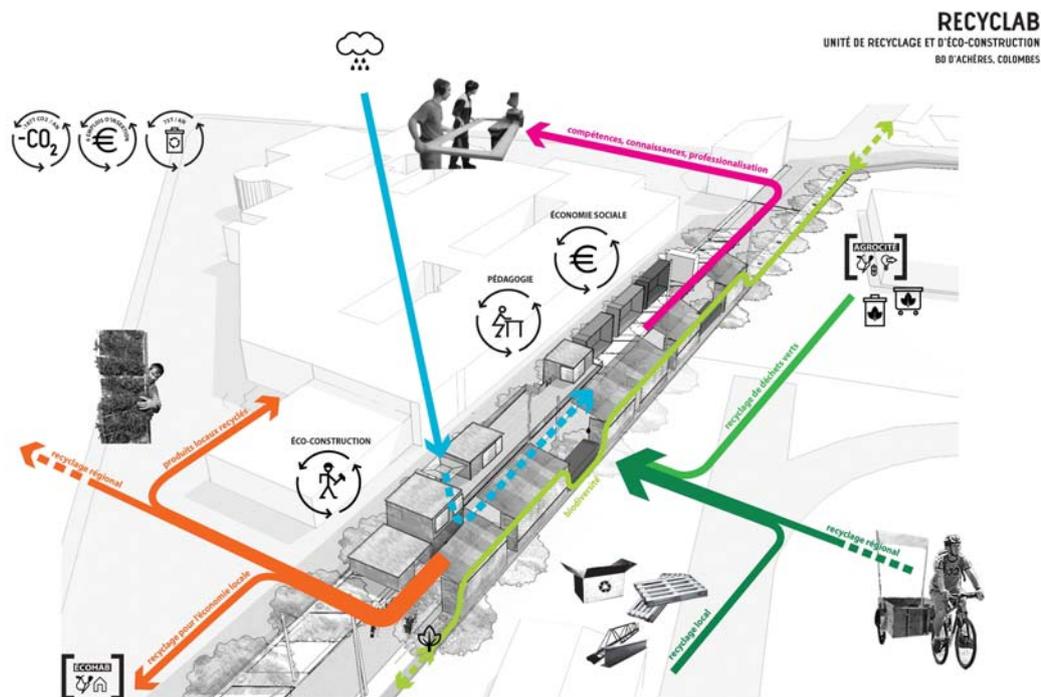
R-Urban reprend de la Regional City de Patrick Geddes l'idée de dynamique régionale, et territoriale, mais basée ici sur les initiatives des habitants à la base. Les problèmes globaux sont traités localement, dans les conditions existantes. Leur transformation est réalisée à travers une série de phases successives, en investissant de manière temporaire et en créant des usages de court-terme, qui peuvent préfigurer des développement urbain futur, faire la preuve que de nouveaux comportements habitants sont possibles, et que la transition n'a qu'à gagner à les associer à la découverte de solutions pertinentes, au lieu de chercher à conditionner leurs pratiques de l'extérieur.

R-Urban incorpore beaucoup des principes de la Transition Town. Cependant la résilience dans R-Urban n'est pas comprise comme un impératif pour conserver l'existant mais comme une nécessité de transformer et d'inventer de nouvelles possibilités, comme un moteur de créativité collective. A travers ses projets pilotes R-Urban essaie de rendre visibles les réseaux de solidarités et les cycles écologique créés. Il n'a pas une taille ou une échelle spécifique, et n'opère pas nécessairement dans une ville, mais négocie son échelle (un îlot, un quartier, un district, etc.) en fonction de la participation des acteurs. Il n'y a pas de communauté préexistante à viser, mais de nouvelles communautés à former par le projet, qui doivent se mettre d'accord sur leurs propres jeux de règles de principes à suivre dans la conduite du projet.

Résilience micro-sociale and micro-culturelle

A la différence d'autres initiatives qui ne s'occupent que de durabilité sous l'angle technologique et environnemental, R-Urban affirme l'importance d'un changement général de culture, entendu comme un changement dans la manière dont nous faisons des choses pour changer notre futur. Le futur est défini culturellement autant que le passé, et cela parce que la culture nous donne la capacité d'aspirer, comme le dit Arjun Appadurai.¹¹

¹¹ Appadurai A. (2004). *The Capacity to Aspire*. V. Rao, M. Walton (Eds.), *Cultural and Public Action*, Stanford: Stanford University Press



R-Urban propose de nouvelles pratiques collectives qui s'ajoutent à la réduction de l'empreinte écologique, pour contribuer à réinventer des relations de proximité basées sur les solidarités (c'est à dire des manières d'être impliqués et de décider collectivement, de partager les espaces et de regrouper les services, des règles et principes de cohabitation, etc...) Les modes de vie urbains dans les sociétés néolibérales ont abonné progressivement les différentes formes de solidarité qui étaient perçues comme obsolètes ou inadéquates. Pourtant les relations de réciprocité sont au fondement du progrès social. Dans son analyse des connexions entre économie et politique (inspirée par la sociologie de Tarde) le philosophe Maurizio Lazzarato décrit de façon critique la civilisation du progrès comme un effort continu pour remplacer la possession partagée par la possession unilatérale.¹² Or ce sont les relations de réciprocité et de solidarité qui manquent dans l'environnement urbain aujourd'hui. Les modèles d'habitat proposés par R-Urban cherchent à restaurer ces relations de solidarité à travers des processus qui produisent implicitement de la sociabilité, des espaces partagés, des valeurs communes et des relations affectives.

¹² Lazzarato M. (2002). *Puissance de l'invention, La psychologie économique de Gabriel Tarde contre l'économie politique*, Paris: Les Empêcheurs de penser en rond, p.354

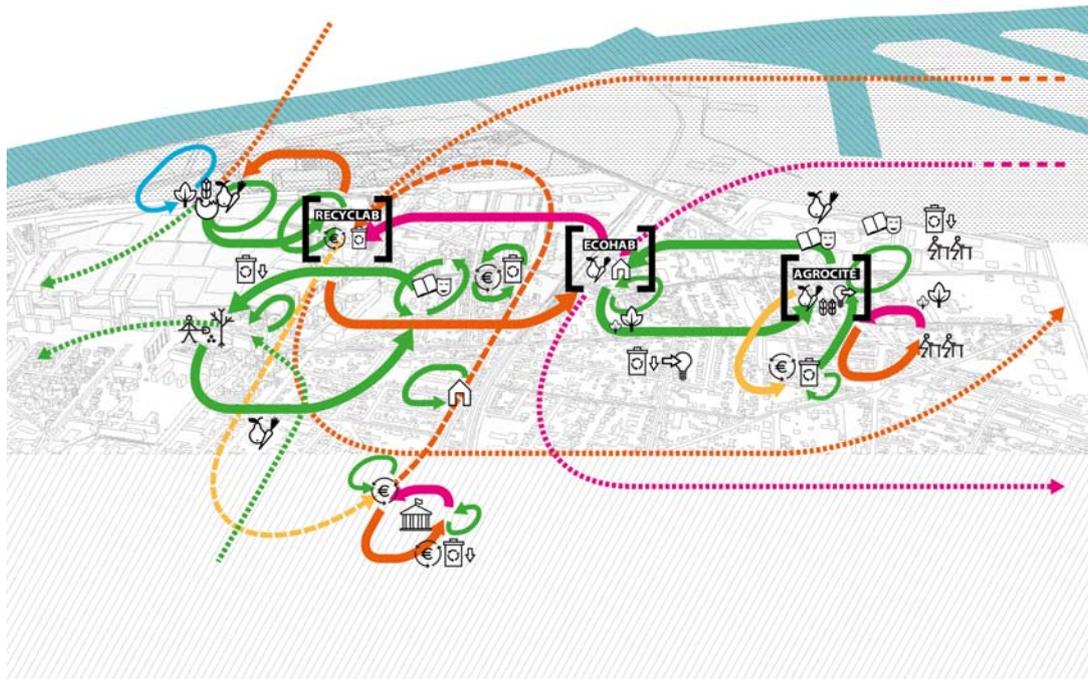


Diagramme des circuits courts à échelle de la ville de Colombes

Un immeuble collectif comme Ecohab, qui est une coopérative d'habitat incluant des appartements en location sociale et des résidences étudiantes, crée les conditions pour que des voisins venant de différents contextes sociaux gère collectivement la production d'énergie, le recyclage des déchets, et la production de nourriture dans l'immeuble et sa parcelle. Ils géreront aussi l'espace commun de la parcelle en ayant le choix de promouvoir des activités productives ou de services avec les autres personnes du quartier : fourniture de compost et d'autres produits à l'Agrocité, achat et vente de produits au Recyclab. Ceci est évidemment un scénario idéal, qui suppose que les unités pilotes travaillent bien ensemble et que assez de gens achètent à l'intérieur du circuit pour le rendre viable à long terme.

Nous avons conscience qu'en réalité certains usagers et autres participants hésiteront à abandonner leur style de vie actuel et à s'impliquer dans une aventure telle que R-Urban, notamment parce que dans le contexte de crise économique, il est difficile de pratiquer des bifurcations radicales dans sa carrière professionnelle, toute erreur pouvant être pénalisante, parfois de manière irréversible. Des travailleurs précaires ou des autoentrepreneurs sans emploi garanti peuvent paradoxalement moins s'investir dans une telle expérience, car ils n'ont pas de temps libre. Nous estimons donc que les

chômeurs, notamment ceux qui ressentent le besoin d'une nouvelle formation deviendront les participants clés du projet. Nous avons par ailleurs déjà constaté que les personnes proches de la retraite, avant ou après, trouvent dans ces expériences l'occasion d'une nouvelle responsabilité sociale.

Les transformations de mode de vie, d'habitudes et de raisonnements, qu'appellent les transitions écologique et énergétique doivent se produire à l'échelle micro où chaque individu, chaque subjectivité peut construire sa culture de la résilience. La culture résiliente inclut un processus de requalification, de partage de savoir, de construction de réseaux sociaux, d'apprentissage mutuel, d'apprentissage à partir des expériences des autres. Ces pratiques micro-sociales et micro-culturelles sont le plus souvent liées aux modes de vie et à des postures individuelles (par exemple cultiver de quoi se nourrir, collecter les déchets, partager une voiture, échanger des outils et des savoirs avec les voisins, etc.) qui orientent l'attention vers les détails, vers les singularités, vers la capacité de créativité et d'innovation dans la vie quotidienne. R-Urban cartographie en détail cette capacité locale d'invention et de transformation, ainsi qu'en parallèle les contraintes administratives qui la bloquent, et proposent des moyens de surmonter ces blocages, et de renouveler les politiques et les structures.

Le droit à la résilience

R-Urban affirme que la durabilité urbaine est un droit du citoyen. En ce sens R-Urban crée les conditions pour que ce droit à la durabilité soit exercé, non seulement comme droit d'accès et de consommation durable produit par l'Etat-providence mais comme droit de produire de la durabilité, en autorisant l'implication des citoyens dans la décision et dans l'action. La durabilité est sur l'agenda de nombreux projets urbains aujourd'hui mais cela ne signifie pas que tous ces projets sont politiques dans leur approche du problème.

Une approche politique de l'écologie ne consiste pas à constater seulement de manière positiviste les dynamiques de développement mais questionne également les processus qui conduisent à des environnements urbains de qualités inégales et à des conséquences sociales négatives. Des philosophes comme David Harvey estiment que la transformation de l'espace urbain est un droit commun plutôt qu'individuel parce qu'un pouvoir collectif est nécessaire pour reconfigurer les processus urbains.¹³ Harvey parle du droit à la ville comme de la liberté du citoyen d'accéder aux ressources

¹³ Harvey D.(2008), *The right to the City*, New Left Review 53/9-10. p.23

urbaines.¹⁴ R-Urban propose de concrétiser ce droit dans des contextes urbains périphériques et de rendre possible l'exercice de ce droit par des processus d'appropriation, de transformation, de mise en réseau, d'usage de l'infrastructure de la ville. Pour R-Urban le droit à la ville est moins un slogan initiant un mouvement de lutte contre le capital financier qui contrôle l'urbanisation, qu'un moyen de donner du pouvoir aux habitants pour proposer des projets alternatifs là où ils vivent et profiler une transition énergétique et écologique à leur mesure en constituant des réseaux locaux et trans-locaux, en testant des méthodes d'autogestion et de production locale. R-Urban est plus proche de l'acception du droit à la ville par Henri Lefebvre qui propose une nouvelle méthodologie qu'il appelle 'transduction' pour encourager la création d'utopies expérimentales. Cadrées par la réalité existante, ces utopies seraient forcées à la rigueur dans l'invention et la connaissance, et éviteraient l'idéalisme irresponsable.¹⁵ Lefebvre souligne le rôle clé des imaginaires urbains dans la compréhension, la discussion et la transformation de l'urbain . Il en appelle à une approche partant de la base et agréant les interventions individuelles et collectives qui décident de fonctionner ensemble ou de manière complémentaire, formant des réseaux métaboliques qui stimulent les changements par ricochets et en même temps se déterminent les uns les autres.

La stratégie R-Urban ne relègue pas la responsabilité économique de la transition aux seuls citoyens sous le prétexte que l'Etat n'a plus les moyens de faire fonctionner l'Etat-providence, mais affirme le droit social et politique de questionner le pouvoir sur son rôle et sur sa responsabilité. R-Urban conteste sur le terrain l'hypothèse que les citoyens ne sont pas capables de prendre en charge ces questions et ne méritent que des solutions techniques contraignantes et toutes faites. Les municipalités et les institutions publiques sont impliquées comme partenaires dans la stratégie, et invitées à assumer leurs rôles de financeurs, facilitateurs et administrateurs Le changement ne peut venir des seuls habitants, car il n'atteindrait pas la taille critique des réseaux qui structurent la vie quotidienne. Les principes de résilience mis en œuvre par R-Urban doivent trouver écho dans les conseils municipaux, les agences de réhabilitation, les agences foncières, les écoles, les organisations culturelles. C'est tout un territoire avec l'ensemble de ses institutions qui doit modifier progressivement ses pratiques de chauffage, de transport, d'alimentation, de loisir, de production de services en renforçant les liens qui constituent le vivre ensemble.

¹⁴ *ibid.*

¹⁵ Lefebvre H.(1996), *Writings on Cities*, New York: Blackwell, p. 129-30

Modes démocratiques de travailler et d'habiter

R-Urban ne vise pas seulement l'innovation avec les habitants dans le but de mieux servir les besoins sociaux, économiques et environnementaux, c'est aussi une critique politique et un jugement idéologique sur la nécessité de mettre en place de nouveaux agencements sociaux, économiques et techniques qui constituent de réelles alternatives au régime socio-technique actuel. Par sa constitution autonome, et autogérée, R-Urban donnent à tous ceux qui sont impliqués les moyens d'agir localement, depuis l'échelle du logement, mais ouvrent aussi des possibilités pour des actions et des activités avec toutes les institutions qui pourraient leur permettre de changer leur futur.

Les modes de production introduits par le fordisme ont provoqué une désubjectivation des relations de travail, à travers l'accumulation progressive de tâches répétitives, qui par leur fragmentation et leur répétition ont détruit la vision à long terme des objectifs du travail et de ses résultats.¹⁶ L'économie ultralibérale a vidé les relations sociales de leur charge symboliques et subjectives. Dans le contexte post-fordiste la construction d'univers micro-sociaux est réalisée seulement en connexion avec les loisirs (cinéma, vacances, sport, fêtes et plus récemment toutes sortes d'évènements organisés via les réseaux sociaux). Cette socialité de temps libre est aliénante ; elle est conçue pour remplir un vide existentiel, tout en étant mise en oeuvre insidieusement et en modifiant radicalement les valeurs collectives et les comportements. Le désir de fuite qu'elle provoque explique la consommation croissante de transports individuels ou collectifs.

La diversité des activités développées par R-Urban devrait autoriser non seulement un nouvel assemblage et l'émergence de micro-entreprises, mais aussi une reconfiguration des éléments du système en crise. Pour sortir lentement de l'empreinte généralisée de l'économie néolibérale, qui exclut d'autres formes d'échange matériel et symbolique, nous devons défaire un par un nos liens avec le système du marché, et en sortir pour rendre possible le changement. Il est notamment très important que les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, ou pour recourir à de nouvelles sources d'énergie, ne donnent pas lieu à un encastrement dans la gradation des valeurs économiques, qui exclurait de leurs usages les populations à faibles revenus. Nous devons défaire—*des-agencer*, diraient Deleuze and Guattari— et bifurquer hors de la logique néolibérale pour ré-assembler de nouvelles entreprises éthiques,

¹⁶ Ces idées ont été développées notamment par Ivan Illich et André Gorz .

environnementales et écologiques sur le long terme.¹⁷ Ce ré-assemblage est un acte collectif fondé sur la conviction de chaque participant. La stratégie R-Urban repose sur des éléments hors marché délaissés par le système (espaces interstitiels, associations locales, pratiques marginales ou émergentes, etc.) qui peuvent être intégrés dans de nouvelles entreprises sociales et processus collectifs de ré-assemblages.

La résilience R-Urban avec des moyens minimaux autorise paradoxalement une grande diversité sociale, culturelle et subjective. L'économie minimale de moyens demande aussi un espace non surdéterminé par l'architecture et l'aménagement, et en relation avec une diversité d'agencements et de reconfigurations; elle garantit une capacité d'accueillir des nouveaux arrivants dans le projet. De plus, cette simplicité peut supporter facilement de nouveaux assemblages, ainsi que la nécessaire déterritorialisation du processus.

L'accumulation de nombreux petits changements qui formera une stratégie de grande ampleur dépend de l'implication à long terme des participants individuels et de la dynamique collective autour de leurs initiatives. R-Urban cherche à créer un environnement qui pourra s'adapter aux aspirations de n'importe quel habitant. Ceci se réalisera progressivement, par l'accueil d'une grande variété d'activités, y compris d'activités de temps libre. Dans un second temps ces activités de temps libres évolueront vers des activités économiques, culturelles, écologiques qui remplaceront petit à petit les relations productives et reproductives actuelles, et définiront fondamentalement des manières de vivre et de travailler plus démocratiques et plus durables.

Pour R-Urban la condition d'habitant est fondamentalement politique car elle implique l'organisation de la coexistence avec les autres, le choix de les accueillir différents ou le renfermement dans la similitude. Le problème des habitants c'est de prendre la mesure de leur liberté dans des conditions qui leur sont présentées comme essentiellement contraignants et qu'ils ont pris l'habitude de voir telles. Voir dans l'habitat une matière à option, un champ de décisions quant à toutes les dimensions de la vie quotidienne, c'est ce que propose la stratégie R-Urban. Les espaces collectifs initiés par R-Urban constitueront, comme dans les autres projets d'aaa, des lieux de négociation permanente, des lieux d'apprentissage par l'action et de reconstruction par le bas des fondamentaux de la démocratie: égalité de représentation, intérêt général et bien

¹⁷ Cf ; Deleuze G. et Guattari F.,(1980), *Capitalisme et schizophrénie 2, Mille Plateaux*, 1980, Les Éditions de Minuit, p 17 e.s.

commun, liberté et responsabilité, gouvernance collective, etc... A long terme, R-Urban contribuera à la reconnexion du politique et du social à travers une manière d'habiter plus démocratique dans laquelle la solidarité entre habitants permettrait de faire face aux exigences de la transition sans recourir à des agences lointaines et souvent impuissantes à résoudre les cas particulier.

L'économie écologique des communs

Dans *Le triomphe de la cupidité*, Joseph Stiglitz examine les racines de la crise économique actuelle et note que même à l'intérieur d'une économie de marché, la confiance est l'huile qui permet aux rouages d'une société de fonctionner.¹⁸ La confiance sociale déstabilisée par les conduites égocentriques a besoin d'être reconstruite sur une base quotidienne. Nous devons remplacer l'obsession du pouvoir d'achat, le moteur de la vente et de la consommation par le désir de produire localement, de réutiliser et de recycler, de préserver et de transmettre, de partager des services et de mutualiser l'espace grâce sa gestion collective.



Activités de micro-économie au Recyclab

Comme le démontre Stiglitz nous devons nous orienter vers une économie politique nouvelle qui reconstruira l'équilibre entre le Marché et l'Etat, entre l'individuel et le collectif, entre l'homme et la nature, entre les moyens et les fins.¹⁹ L'économie de marché actuelle devrait rapidement évoluer vers une économie écologique, que nous appelons *écolomie*. C'est la direction à prendre si nous voulons que l'économie soit adaptée aux différentes échelles territoriales et développée sur une base de long terme selon les principes de solidarité et de partage.

¹⁸ Stiglitz J (2010), *Le triomphe de la cupidité* (Les liens qui libèrent, Montpellier), traduction de Freefall, *Free Markets and the Sinking of the Global Economy*, New York: Norton & Company Inc, 2010

¹⁹ Ibid. p. 516

En introduisant de nouvelles formes de vie quotidienne (espaces verts productifs, habitat actif, circuits d'économie locale), R-Urban rend possible de nouvelles formes d'économie dans la production des communs.²⁰ La question des communs est au cœur des discussions sur la démocratie aujourd'hui. Dans quelques textes récents Michael Hardt et Antonio Negri définissent les communs comme quelque chose qui n'a pas été redécouvert, mais produit.²¹ Une démocratie durable devrait être fondée sur une politique de long terme des communs et aussi des solidarités sociales comprises comme communs.

R-Urban essaie de créer cette nouvelle infrastructure de communs, à la fois par la réappropriation et l'invention : des équipements et des services autogérés facilitent la production de connaissances et de compétences collectives, et la formation de groupes et de réseaux. Les services et les usages proposés par R-Urban seront partagés et disséminés à différentes échelles, constituant progressivement un réseau ouvert à divers usagers, incluant des éléments adaptables et des processus basés sur la connaissance informatique libre. La ville résiliente sera une ville du partage, de l'empathie et de la coopération, une ville des communs.

²⁰ Les communs sont traditionnellement définis comme les espaces et les ressources dont la gestion et l'usage sont partagés par les membres de la communauté.

²¹ Hardt M., Negri A, *Multitude, Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*. Paris: La Découverte, 2004, p.9-10

3. R-Urban - Evaluation économique

Katherine Gibson (University of Western Sydney)

R-URBAN est un projet de développement innovant qui propose la création d'environnements urbains résilients selon une démarche originale. R-URBAN adopte une méthode particulière qui associe les principes de participation, de démocratisation des savoirs et de la gouvernance, et de responsabilité environnementale. Il inscrit l'architecture, le design, la connaissance de terrain, les espaces abandonnés, les acteurs locaux, les données écologiques et les autorités institutionnelles, dans une série continue d'interventions et d'activités qui refaçonnent l'environnement urbain. Puisant son inspiration dans les théories de la croissance rhizomique, en particulier des notions de réplique et d'extension, R-URBAN met en place une politique de constitution de communs.

En dépit de points de départ différents, de nombreux échos existent entre R-URBAN et la recherche action menée par le CEC (Community Economies Collective), que j'anime à travers un réseau international. Le travail du CEC s'est concentré sur la recherche d'alternatives pour le développement *régional* en menant des projets dans des environnements principalement non métropolitains. Notre **point de départ** est une remise en cause des principes qui sous-tendent « l'économie » puis la réoccupation de l'économie en faveur des gens et de la planète. Pour nous, cela passe d'abord par le terrain et implique une négociation autour d'interdépendances éthiques au sein de ce que nous appelons *des économies communautaires ou locales (community economies)*.

De mon point de vue, le point de départ de R-URBAN est la présence d'espaces urbains délaissés ou vacants puis leur réoccupation en faveur des habitants et de la planète. Le processus d'occupation et de partage de l'espace entraîne une négociation entre les habitants et ces espaces pour coexister. Des règles d'usage sont mises en place, continuellement renégociées, et un système autogéré de sociabilités, de production, de consommation et de gouvernance émerge peu à peu.

Malgré des différences d'échelles géographiques (régionale/urbaine) et d'entrée (économie/espace), faire dialoguer les projets du CEC avec R-URBAN et ses antécédents est une expérience riche d'enseignements. Dans ce document, j'explore différents thèmes qui ressortent de cette « conversation ».

1. LES INNOVATIONS INTRODUITES PAR AAA

Une manière innovante d'intervenir dans l'espace urbain

R-URBAN part du constat que l'évolution de la ville est inévitable et que les changements induits par la gentrification sont « négatifs » seulement s'ils réduisent la participation des habitants historiques, en particulier ceux aux revenus modestes ou marginalisés. Réinvestir dans le tissu urbain, améliorer l'habitat et les équipements publics, accorder de l'espace aux activités culturelles et artistiques est une action louable pour rendre une ville dynamique. Mais lorsque les processus à l'oeuvre excluent activement (ou implicitement) certaines populations, cela conduit à rendre la ville encore plus divisée et hostile. R-URBAN lutte contre ce phénomène en initiant des processus autour d'espaces délaissés qui donnent l'opportunité à différents groupes sociaux d'interagir et de trouver une voix dans la gouvernance urbaine.

Il s'agit d'une démarche innovante qui adopte une approche *pragmatique* de l'organisation urbaine. Potentiellement d'accord avec de nombreux commentateurs urbains qui soulignent la néo libéralisation de la ville, sa transformation en un espace de plus en plus surveillé et contrôlé, les effets destructeurs de la privatisation et de la financiarisation de la ville etc, R-URBAN adopte une approche toute différence, trouvant les fissures ou les espaces oubliés par où commencer. Bien que cette approche puisse être désavouée comme une micro-politique incapable de contrer la macro-politique de « l'urbanisation capitaliste », R-URBAN opère selon une ontologie du pouvoir différente, moins binaire. Ses interventions ont la capacité de générer des réseaux de croissance rhizomiques qui s'étendent et pénètrent le tissu urbain, offrant à la fois des d'autres manières de vivre dans la ville et des foyers de résistance aux forces homogénéisantes.

La stratégie R-URBAN place la durabilité écologique au cœur de toutes ses interventions. Tous les aménagements de l'espace sont conçus de manière à tirer profit des cycles écologiques et contribuer à leur résilience. En recevant des financements pour utiliser l'énergie solaire, récupérer l'eau et installer des toilettes sèches, le projet apprend aux participants l'importance de travailler avec l'environnement pour satisfaire nos besoins de manière durable et pour réduire nos dépenses. En disposant de l'espace négocié gratuitement, et de l'eau à moindre coût, le projet est bien conçu pour offrir un espace qui ne doit pas « être rentable ». Moins soumis à l'impératif de générer des revenus pour couvrir ses coûts, l'espace peut être un lieu de créativité,

notamment en termes d'économies alternatives.

1.2 Une intervention nomade

Partant d'un espace vacant et sous-utilisé, R-URBAN initie un processus de ré-occupation en initiant des activités visibles par différents groupes – professionnels, architectes, artistes ; habitants, passants, et différents groupes d'intérêt tels que les jardiniers, penseurs, innovateurs. R-URBAN intègre le caractère temporaire de l'occupation des espaces comme un fait, et élabore des interventions nomades à partir de zéro. Cette **stratégie nomade** s'appuie sur une vision dynamique du paysage urbain. Elle accepte le processus de gentrification et la transformation des villes sous l'effet des investissements. Elle accepte le fait que la croissance et le changement peuvent être positifs pour les espaces urbains. Mais elle n'est pas indifférente au sort des habitants pendant le processus de changement – elle s'assure que les personnes souvent marginalisées aient un rôle dans ce processus et profitent aussi des retombées pour le quartier. Les différents projets sont un moyen d'intégrer les habitants - souvent exclus des processus de changements urbains - de reconnaître leurs contributions et (de faire entendre) leur voix.

1.1 L'occupation temporaire comme force et stratégie de résilience

R-URBAN accepte que l'occupation des espaces ne puisse être possible que temporairement. Il refuse de s'investir pour obtenir un titre de propriété permanent. Souvent cette préoccupation demande tant de temps et de discussions juridiques que rien de concret ne se produit. R-URBAN contourne ce problème en négociant l'accès et les droits d'usage des lieux auprès des autorités municipales sans rechercher la propriété légale. Ils s'engagent au « partage » de l'espace pour une durée limitée. La temporalité est aussi intégrée à la conception des infrastructures, au moins au début, et il est bien probable que cela ait pour effet de rendre les réseaux immatériels plus résilients – hypothèse à explorer. Les déménagements forcés d'ECO-BOX ont certainement rendu plus robuste l'organisation sociale du projet qui a du s'autogérer.

1.2 Les activités manuelles

Il y a un processus de nivellement social promu par les activités manuelles qui produisent quelque chose de tangible – telles que la construction, le jardinage ou la cuisine. Différents groupes sociaux, genres et âges peuvent s'impliquer. De nombreuses per-

sonnes ont des compétences à partager – en se produisant ou en enseignant. En donnant l'opportunité de s'impliquer presque immédiatement dans une activité, les projets sont capables d'interagir rapidement avec les gens. Cela suppose d'avoir l'espace disponible pour accueillir ou animer des activités. Quand les collectifs doivent dépenser beaucoup d'énergie pour trouver des espaces, l'intérêt qui a rassemblé le collectif au départ se dissipe.

1.3 Un processus de développement itératif

Le projet R-URBAN à Colombes s'appuie sur les savoir-faire développés à l'issue des précédents projets menés par AAA tels que ECO-BOX, 56 et d'autres encore que je connais moins bien. La nouveauté avec l'itération la plus récente est la coexistence et la mise en réseau de trois sites différents – agriculture urbaine, habitat et entrepreneuriat.

2. L'articulation d'une vision écologique et économique au sein de R-URBAN

En plus de l'influence fondamentale des travaux de Deleuze et Guattari en matière de développement rhizomique, R-URBAN s'inspire aussi des modèles de développement régional, écologique et utopique. La dynamique des cycles, notamment des cycles fermés, est importante.

Les différents sites fonctionneront avec des cycles écologiques :

Hydrologique : collecte de l'eau, recyclage, irrigation

Exploitation de l'énergie solaire : panneaux et alimentation

Photosynthèse : culture de plantes, récoltes, alimentation, compostage

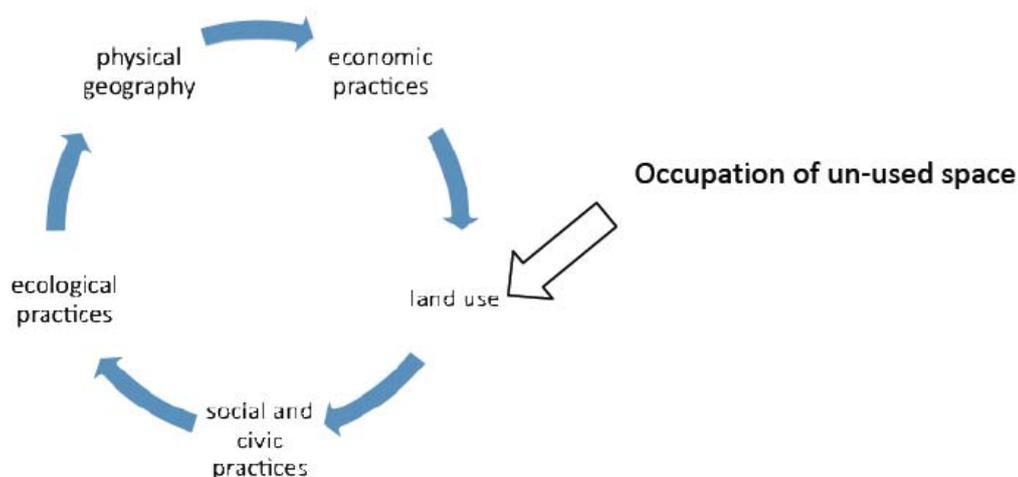
Compostage : déchets organiques pour enrichir le sol

Combustion spontanée : le compost organique comme source de chaleur

Il y a un désir fort de travailler d'autres circuits fermés urbains. Tous les sites n'ont pas encore déterminé quelles formes cela prendra. Que signifie « circuits urbains » ? Ils sont issus de nombreux modèles de villes résilientes.

2.1. Fermer le cycle des investissements financiers dans le tissu urbain

Le modèle de cité-jardin développé par Howard propose de transférer la propriété de l'environnement bâti détenue par les capitalistes financiers aux coopératives/habitants. Bien que jamais réalisé, ce modèle proposait que les logements appartiennent à des coopératives, et qu'il y ait un système de protection sociale financée localement. Il introduisait aussi des activités rurales dans la ville, avec un rôle de premier plan accordé aux jardins communautaires.

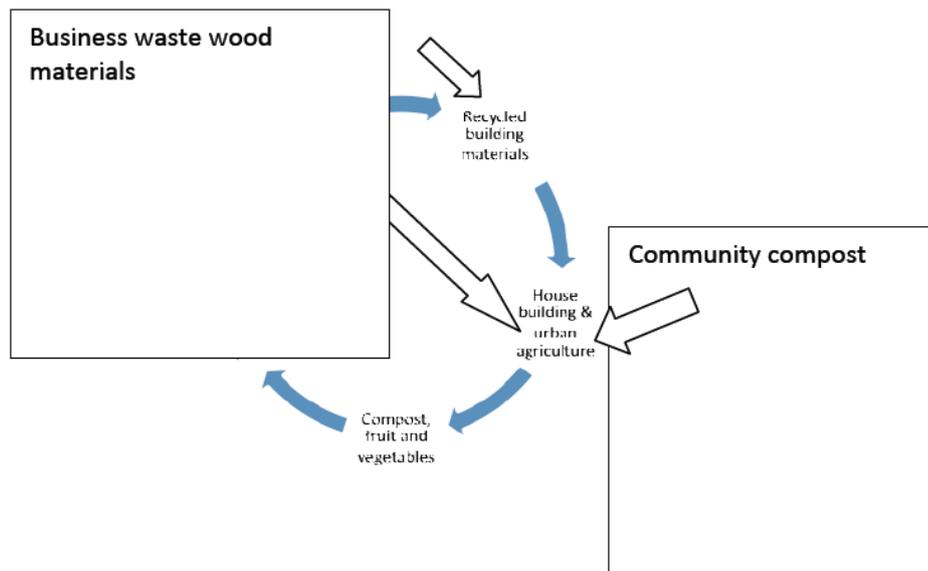


Opportunités pour R-URBAN :

Des terrains vacants sont actuellement détenus par la municipalité de Colombes. Sur le site d'habitat coopératif, la création d'une foncière de type communautaire et de différents types de propriété pour les six logements est envisagée. Ce projet pourrait favoriser la création de nouvelles foncières communautaires via un mécanisme d'investissement collectif continu, ou via réplication au fur et à mesure que ce modèle de propriété devient plus largement compris.

2.2. Des liens organiques entre les gens, le travail et l'espace

Les théories de l'aménagement régional développées par Geddes soulignent les liens organiques qui existent entre la géographie, l'écologie, l'économie, les institutions, la citoyenneté et l'espace public. Ces liens forment des **cycles qui s'entretiennent mutuellement**, de manière que l'environnement naturel et bâti crée des opportunités pour le tissu économique et social, et vice versa. Une attention particulière est donnée aux relations entre les sexes et à l'autogestion à l'échelle locale.



Opportunités pour R-URBAN :

L'occupation sociale d'espaces inutilisés permet de générer de nouvelles pratiques citoyennes initiées par de nouvelles sociabilités liées au jardinage. En parallèle, de nouveaux cycles écologiques sont introduits - récupération de l'eau et de l'énergie solaire, compostage et production de chaleur. En lien, de nouvelles activités économiques viennent s'ajouter telles que l'agriculture urbaine, la vente de compost, et le recyclage. A son tour, cela recrée l'environnement physique. La fertilité du sol est améliorée et le paysage urbain devient plus vert. Le paysage social est modifié par une plus grande participation citoyenne.

2.3. Le bouclage fermeture des cycles de production et de consommation

Dans son modèle de ville en transition, Hopkins lie résilience écologique et résilience économique. Il insiste sur la nécessité d'adopter un système de production qui utilise l'énergie et les ressources localement disponibles, et des pratiques de consommation activement déconnectées des cycles globaux de production qui sont destructeurs pour l'environnement. Jardins communautaires, production alimentaire locale, énergies renouvelables, recyclage de l'eau et des matériaux, monnaies locales font tous partie de cycles interconnectés qui contribuent à renforcer la résilience.

Opportunités pour R-URBAN :

Sur chacun des sites du projet, il est possible de boucler les cycles de production et de consommation. Une fois construit, il y aura un cycle énergétique totalement autosuffisant. L'énergie solaire et le chauffage compost permettront de satisfaire les

besoins en électricité et en chauffage. Le projet visera également la fermeture du cycle hydrologique. La récupération de l'eau, les réservoirs d'eau, et des systèmes de réticulation permettront de satisfaire les besoins pour le jardin, le nettoyage, la vaisselle, et la cuisine. Le recyclage des déchets sera en partie assuré sur les sites – toilettes sèches, matériaux solides recyclés sur le site.

AAA réfléchit aussi à des cycles d'interaction entre les différents sites et la population locale via un système de monnaie locale ou de banque du temps.

La vision écologique qui semble la plus concrétisée dans R-URBAN est une dynamique écologique de reproduction et de durabilité à travers des cycles fermés d'interdépendance.

La vision économique qui semble la plus manifeste dans R-URBAN implique une dynamique d'autogestion en dehors de relations de marché alors que la consommation locale devient plus directement liée à la production locale.

3. LE PROCESSUS R-URBAN

Le processus R-URBAN reproduit le modèle participatif mis en place avec ECOBOX et 56. Dans ces précédents projets, le processus semblent avoir suivi les étapes suivantes :

1. Espaces vacants ou sous-utilisés identifiés par AAA
2. Négociations avec les autorités pour l'accès au terrain
3. AAA organise des événements sur le site afin de susciter l'intérêt des habitants locaux
4. Consultations des habitants sur les usages de l'espace à favoriser
5. Premières hypothèses d'aménagement par AAA pour occuper l'espace à partir des idées collectées
6. Aménagement de l'espace avec l'aide bénévole d'habitants, de membres de AAA, et d'étudiants
7. Gestion et gouvernance de l'espace par AAA, les utilisateurs ont un droit d'accès (clefs)
8. Recherche continue de nouvelles manières d'occuper l'espace suivant les intérêts de la communauté et les inspirations des habitants
9. Transfert progressif de la gestion et de la gouvernance de l'espace à la communauté réunie sous la forme d'une association

10. Possible relocalisation et organisation pour chercher un espace alternatif.

R-URBAN diffère des autres projets par son échelle d'intervention : la municipalité et non un terrain central. Il développe plus ou moins simultanément trois sites distincts, chacun avec sa propre mixité résidentielle, industrielle, commerciale et communautaire. De plus, le processus décrit précédemment est complexifié par la présence d'entreprises et de résidents.

La philosophie de l'émergence et de la croissance rhizomique sous-tend l'expérience R-URBAN. C'est un prolongement logique à plus grande échelle des deux projets précédents/prototypes réussis.

4. Les points communs entre R-URBAN et les recherches du CEC

4.1. Une démarche *in situ* et sur le long terme.

Comme R-URBAN, la recherche action du CEC menée aux Etats-Unis, en Australie, aux Philippines et en Indonésie, est une recherche de terrain et implique une forme de partenariat entre les habitants, les autorités locales et les ONG intéressées, pendant une période de 3-4 ans. De même, nos projets ne proposent pas un nouveau modèle de développement à mettre en place, mais une manière de travailler avec les personnes présentes sur le terrain, là où elles se trouvent.

Notre objectif principal est d'aider les gens à satisfaire eux-mêmes leurs besoins essentiels. Cela nécessite une « réappropriation » de l'économie en faveur des habitants et de la planète. Cette « réappropriation » nécessite d'analyser les différentes formes que prend l'économie locale (une économie diversifiée), au delà des discours officiels.

La première étape de nos projets consiste à analyser l'économie locale et à voir comment ses ressources/forces existantes pourraient être rendues plus visibles et soutenues. Ensuite la seconde étape consiste à mobiliser des ressources locales pour développer de nouvelles pratiques économiques et entreprises capables de générer directement du bien-être (comme par exemple des emplois valorisants, des revenus en espèces, un système de propriété collective, une plus grande diversité de biens abordables, un filet de sécurité sociale plus performant). L'occupation de l'espace contribue à cette stratégie.

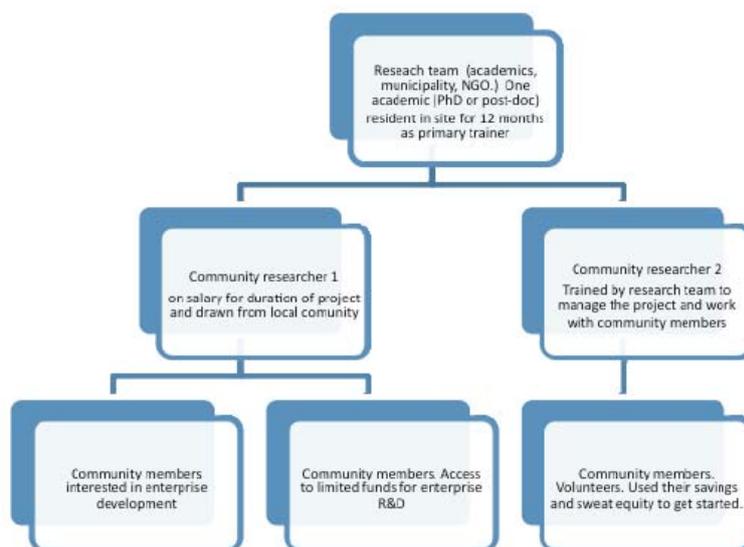
Les projets du CEC ont été menés sur une période de 3 à 4 ans avec une implication continue de l'équipe de recherche au-delà de la période de financements officielle. Ils se sont généralement déroulés dans des lieux où les chercheurs ont préalablement été en contact avec des ONG ou des communautés locales. La durée des projets est dès lors assez longue étant donnée la durée habituelle des projets de recherche sociale.

4.2. Une pédagogie populaire

Comme pour R-URBAN, le processus participatif comprend une dimension pédagogique – dans notre cas, il s'agit d'apprendre comment devenir un autre type de sujet économique ; dans le cas de R-URBAN, comment devenir un citoyen actif. Dans les cas, un apprentissage par la pratique est employé. Dans les projets du CE, nous utilisons des exercices clairement pédagogiques afin d' :

1. aider les participants à se concentrer sur leurs atouts et non plus sur leurs besoins
2. appréhender le caractère diversifié de l'économie ainsi que le rôle des gens en son sein
3. identifier l'implication bénévole que les gens sont prêts à offrir à la communauté
4. aider les groupes à étudier la faisabilité de projets de création d'entreprise

A la différence d'AAA, les chercheurs du CEC ont adopté une relation plus à distance, dans la mesure où l'équipe de recherche n'a pas toujours été capable de vivre à plein temps dans les communautés tout au long de la durée des projets, ou assister à l'ensemble des événements. Pour cette raison, nous avons dû former des chercheurs locaux (payés et bénévoles) pour suivre et gérer les projets menés, en lien avec la philosophie et les politiques brièvement décrites précédemment. La majorité de notre formation se concentre sur les Chercheurs Communautaires recrutés localement. En échange, ces derniers mènent des formations auprès d'un plus grand nombre de membres de la communauté intéressés, et travaillent étroitement avec des bénévoles qui étudient la faisabilité de projets de création d'entreprises sociales et ancrées localement dans la communauté.



4.3. La communauté comme quelque chose à négocier, expérimenter ; comme phénomène éphémère et pourtant résilient.

R-URBAN comme les projets du CEC abordent la notion de « communauté » de manière anti-essentialiste. Il n’y a aucune volonté de travailler avec un groupe qui s’auto-identifie comme une « communauté homogène », bien au contraire. Les projets et les espaces sont des lieux où la diversité est la bienvenue et où la communauté, plutôt que d’être prédéfinie, est recrée à chaque nouvel événement. Les projets cherchent à développer des pratiques de négociation entre différentes personnes ayant différentes compétences, parcours, éducations, statuts légaux, origines et appartenances ethniques. De ce mélange émergent différentes communautés opérationnelles. Il semble que cela fonctionnera tant qu’elles fonctionnent. Les tentatives pour formaliser les relations au sein des associations (ou des coopératives) avec des règles d’adhésion et des responsabilités viennent plus tard dans le processus.

5. Les dynamiques écologiques et économiques dans les projets du CEC

Pour R-URBAN et les projets du CEC, la pensée écologique et les approches alternatives du développement économique régional (par opposition au développement urbain) ont eu une influence croissante. Ce sont moins les cycles de reproduction et de durabilité en soi qui nous ont intéressés que les théories de résilience écologique et d’interdépendance au sein des communautés multiethniques, et leur extension dans le domaine économique. Je pense qu’il y a des points communs, des complémentarités et des diffé-

rences intéressantes quant à notre manière de penser les problèmes économiques et écologiques.

Nos projets du CEC ont d'abord cherché à initier une dynamique de développement économique radicalement différente – une motivée par des décisions éthiques plutôt qu'une dynamique liée aux logiques structurelles d'une économie capitaliste et mécanique. Jusqu'à présent, nous avons travaillé dans des régions « en retard » sur le modèle de développement dominant, ou bien, comme dans le cas de la Vallée du Connecticut aux Etats-Unis, des centres alternatifs d'expérimentation économique. Ces régions non-métropolitaines nous ont en quelque sorte choisis, étant donné nos différentes localisations institutionnelles et accès aux fonds. Rien n'aurait empêché de mener un de nos projets dans une zone urbanisée, c'est juste que nous ne l'avons pas fait. Maintenant que je suis de retour à Sydney cela serait envisageable.

5.1. Diversité.

Notre stratégie initiale de « réappropriation » de l'économie implique une nouvelle représentation du paysage économique comme un ensemble de pratiques économiques variées. Ce changement de pensée stratégique s'est opéré sous l'influence du poststructuralisme féministe et l'idée de sujet décentré (femme/économie). Le cadre de l'économie diversifiée a été peuplé d'exemples tirés d'une grande variété de disciplines et de mouvements activistes (par exemple, l'anthropologie économique, la sociologie, le mouvement coopératif, etc). Cette représentation de l'économie a une résonance écologique importante. La diversité est une condition préalable à la résilience dans un environnement « naturel » et par transposition elle l'est aussi à un environnement « économique ».

Pour nous, la diversité économique n'est pas seulement une diversité sectorielle (agricultures, industries, services etc) comme c'est le cas dans l'approche dominante de l'économie, mais c'est une diversité de transactions, de commensurabilités, de rémunérations du travail, d'organisations de la production et de la distribution, de systèmes de propriété et de manières de retenir et d'investir les richesses accumulées. L'axiome de base est que plus il y a de pratiques économiques variées, moins nous sommes vulnérables aux chocs et plus nous devenons résilients pour récupérer.

Liens avec R-URBAN :

Dans le cas de R-URBAN, le site d'agriculture urbaine reprend ce principe à travers les différentes pratiques organisées de jardinage : maraîchage indépendant, parcelles disponibles pour les habitants, jardinage pédagogique géré par l'école/les pouvoirs publics. Il serait possible d'inclure ce principe dans la sélection d'entreprises pour l'unité de recyclage et les aménagements productifs du site d'agriculture. Pour le moment, le point d'ancrage du site de recyclage est une entreprise sociale et solidaire, mais il pourrait y avoir de la place pour accueillir des travailleurs indépendants, des coopératives, des entreprises vertes, etc ?

5.2. La négociation éthique

En plus de soutenir et de générer de la diversité (notamment par le biais d'entreprises non capitalistes telles que des entreprises sociales et solidaires ou des coopératives de travailleurs capable de générer des excédents sociaux), nous travaillons également à la mise en place d'une économie communautaire centrée sur la négociation éthique. (Tout type de diversité n'est pas souhaitable – pensez à la prévalence du travail forcé qui fait partie de cette diversité économique mais qui n'est pas souhaitable.)

Dans « *A Postcapitalist Politics* », Julie et moi avons identifié des liens d'interdépendance entre quatre types de facteurs ou préoccupations clés au sein de toute économie communautaire :

Nécessité : ce dont nous avons besoin pour notre propre survie et celle des autres

Plus-value : comment les plus-values sociales sont appropriés et distribués

Consommation : comment les excédents de ressources terrestres et les plus-values sociales sont consommés

Commons: comment un commun (ce que nous faisons et partageons) est produit et dure.

Ces facteurs proviennent de l'héritage de notre économie politique marxiste. Nous n'avons jamais utilisé de manière explicite ce vocabulaire dans nos projets d'action re-

cherche jusqu'à présent. Notre nouveau livre « *Take Back the Economy, Any Time, Any Place* », qui n'est pas conçu comme un livre académique mais comme un outil pour une littérature économique populaire, est cependant organisé autour de ces préoccupations clefs, plus deux autres : Aller à la rencontre des autres, et Investir dans notre futur. Ce livre présente une nouvelle fois notre théorie sur les économies communautaires et influencera notre manière de poursuivre nos projets de recherche action dans le futur.

A noter que ces préoccupations éthiques pour l'interdépendance ne se limitent pas à l'échelle locale mais peuvent également inclure des relations à plus grande échelle :

... (denied or shadow places) les zones d'ombre (sont) tous ces lieux qui produisent ou sont affectés par les biens que nous consommons, des lieux que les consommateurs ne connaissent pas, ne souhaitent pas connaître, et dans un régime de biens, n'ont jamais à se soucier ni à être tenus responsables. (Plumwood, 2008 :6)

Plumwood résiste au localisme en voyant « ... « notre terre » (comme) les espaces qui nous « font grandir », et qui soutiennent notre vie » (2008 :6). Dans cette approche, toutes les personnes d'un même lieu sont intimement connectées avec les autres espaces qui les ont fait grandir. Même s'il y a une tentative pour générer de l'auto-suffisance sur un espace donné, les liens avec ces zones d'ombre sont maintenus.

Liens avec R-URBAN :

Certaines personnes ont tendance à interpréter R-URBAN comme un projet d'auto-suffisante localiste. Cela peut être dû au vocabulaire de circuits fermés qui a été utilisé pour exprimer certaines dynamiques clefs que le projet cherche à initier. Toute intervention de terrain est sujette à ce type d'interprétation. L'auto-suffisance à l'échelle locale est vue par certains comme criticable alors que pour d'autres, plus sensibles aux agendas écologiques tels que la permaculture et les villes en transition, elle constitue un fait encourageant. Il est peut-être nécessaire de représenter les connexions qui existent entre les circuits locaux et non-locaux d'interdépendance matérielle et immatérielle qui ont lieu à Colombes ?

5.3. Le non-humain.

Deux influences ont poussé le CEC à s'intéresser plus sérieusement à la pensée écologique comme manière d'envisager des alternatives pour le développement local. La première influence vient de notre intérêt pour le réseau de recherche en sciences écolo-

giques dirigé par Deborah Bird Rose, Freya Mathews et Val Plumwood (avant qu'elle ne décède). L'autre influence vient des recherches en sémiotique menées par Latour. Sous ces deux influences, nous avons cherché à développer la notion d'interdépendance pour inclure aussi ce qui n'est pas humain, c'est-à-dire non seulement les autres espèces mais aussi tout l'éventail de matières non-humaines telles que les bactéries, les minéraux, les technologies, les rivières, etc.

Faire sortir l'Homme du centre des processus économiques est un vrai défi. Une méthode utilisée par Ethan Miller et moi-même pour y arriver est de concevoir l'économie comme un sous-ensemble donné de comportements écologiques humains soucieux des sociabilités matérielles qui sont une condition nécessaire à la vie. Pour nous, le problème vient de ce que ce sous-ensemble de « pratiques économiques » a été théorisé de manière séparée, délimitée et dissociée des autres écologies humaines et non-humaines.

L'économie, alors, a été créée quand les frontières du discours, à la fois symboliques et matérielles, ont été placées autour d'une certaine configuration de relations écologiques – notamment celles entre certains humains et un monde plein de ressources instrumentalisées à leur profit. Différents processus de subsistance humaine ont été réduits à d'étroites logiques. La sociabilité était seulement réservée à ceux qui comptaient comme « humains ». Et toute la vie non-humaine a été reléguée au rang d'objets passifs... Notre défi est d'adopter des approches théoriques et pratiques qui interdisent de penser « l'économie » comme un domaine isolé de toutes interdépendances politiques, éthiques, sociales et économiques. (Gibson-Graham et Miller, 2011).

Selon nous, il n'est plus possible de parler de communauté uniquement en termes d'individus. La notion de communauté ne doit plus être pensée comme une communauté d'individus seuls, elle doit inclure toutes les espèces dont les moyens de subsistance sont interdépendants et liés. Nous avons transformé plusieurs de nos processus de subsistance en ennemies de la résilience écologique en nous percevant et en nous définissant de manière consciemment séparée.

Notre connaissance de l'histoire de cette séparation, et notre volonté de faire partie d'une communauté terrestre à travers nos concepts et nos actions est une étape cruciale vers une approche plus durable et éthique du monde.

Liens avec R-URBAN :

Exploiter et contribuer à la résilience des cycles écologiques est au cœur du projet R-URBAN, mais l'écologie y est exprimée en termes techniques et scientifiques. La question de la contribution et de la réciprocité est abordée en termes largement fonctionnels. Pourrait-il être bénéfique de créer un espace qui puisse accueillir permettre d'interagir avec des entités « non humaines » et d'autres espèces qui développement différents types de relations affectives entre humains et non-humains ?

5. Suggestions pour R-URBAN

6.1. Les relations avec les habitants locaux.

Plusieurs réunions ont été programmées en continu avec les associations locales pour faire connaître le projet R-URBAN et susciter la participation d'acteurs locaux. Comme dans n'importe quelle zone résidentielle, il y a de nombreuses divisions (socio-économiques, raciales, ethniques, politiques) à négocier au sein de la population locale. Il pourrait être utile de compléter la stratégie de « faire faire » avec d'autres activités qui mettent en valeur les connaissances et savoir-faire locaux et régionaux les moins visibles. Des chercheurs bénévoles locaux pourraient jouer un rôle en contribuant à l'inventaire des différentes pratiques économiques et atouts locaux (tout ce que la communauté est prête à offrir en dehors du financier). Cet exercice de recherche locale pourrait inclure un travail de cartographie. C'est une autre manière de procéder qui pourrait permettre d'avoir accès à un éventail de groupes sociaux présents au sein de la population qui n'auraient pas été amenés à occuper les trois sites autrement. Les informations collectées pourraient aider à imaginer de nouveaux usages et manières d'occuper l'espace au Recyclab et à l'Agrocité.

6.2. L'apprentissage d'une conscience écologique et sociale

Un des défis d'habiter en ville aujourd'hui est la reconnaissance de notre dette envers l'environnement **non-humain** dont nous tirons parti et dans lequel nous puisons avec tant d'excès. R-URBAN a la capacité de rendre visibles les problèmes environnementaux, et de modifier les pratiques urbaines. Les gens ont l'opportunité d'apprendre ce qu'est l'énergie solaire, la récupération de l'eau, le compostage, la régénération des sols, et l'agriculture. Mais ne pourraient-ils pas être aussi sensibilisés aux problématiques

plus larges de la biodiversité qui fait partie intégrante de la vie à Colombes ? Comment pourrait-on satisfaire les besoins des animaux, des insectes et des plantes ? Et comment faire connaître les liens d'interdépendance qui nous unissent aux autres espèces ?

Suggestion : Cartographier la biodiversité.

Cela a été fait à l'échelle régionale par d'autres spécialistes, et des discussions ont eu lieu pour permettre la mise en place de corridors verts pour les animaux et les plantes. Peut-être que ce savoir spécialisé pourrait être complété par une cartographie collective des espèces à différents moments de l'année, cela permettrait de mobiliser des citoyens scientifiques et de promouvoir l'importance de la diversité écologique. Le Centre Nature est un vrai atout à Colombes.

Suggestion :

La municipalité de Colombes accueillait autrefois des exploitations maraichères et des vergers aujourd'hui disparus. Toutefois, il est probable que le sol ait gardé la mémoire de ce qui fut produit. Puisqu'un des sites du projet vise à réintroduire l'agriculture dans la ville, même si c'est sous une forme très différente, il pourrait être intéressant de chercher à savoir sur ce qui était cultivé autrefois. Peut-être que certaines personnes âgées des zones pavillonnaires se souviennent encore de ce qui était cultivés dans les exploitations maraichères, quels oiseaux fréquentaient le quartier autrefois, et si des animaux vivaient dans les alentours.

6.3. La gouvernance des espaces

Dans les précédents projets menés par AAA, la gouvernance des espaces s'est progressivement mise en place avec les activités, les membres de AAA jouant le rôle de « managers » pendant les phases initiales de chaque projet. Au 56, une association s'est formée pour gérer le lieu de manière autonome. Est-ce que cette période de transition vers l'auto-gestion est un modèle viable pour la gouvernance des différentes unités de R-URBAN ? AAA est-il capable de transférer ses compétences managériales à chacun des trois sites ? Y aurait-il un moyen d'intégrer des partenaires associatifs/managers alors que se développe chaque projet ?

6.4. La résilience des équipes de recherche-action

Il devient indispensable que Doina Pétrescu et Constantin Petcou commencent à partager les connaissances nécessaires à la direction du projet. Peut-être est-il possible de recruter des étudiants doctorants ou des post-doctorants pour rejoindre l'équipe de recherche et prendre en charge une partie de la direction du projet ? Il pourrait être utile de communiquer auprès de doctorants intéressés dans les domaines de la géographie sociale et de la sociologie urbaine, ainsi que de l'architecture et de l'urbanisme.

6.5. Un soutien aux activités de recherche

R-URBAN est un projet de recherche riche en références théoriques qui stimule les frontières de la pensée dans de nombreuses directions. Des apports théoriques venant de personnes extérieures à AAA pourraient permettre d'enrichir leurs réflexions stratégiques, dénicher de nouvelles idées et approches, et faire connaître de nouvelles théories parallèles susceptibles d'enrichir le projet R-URBAN.

Suggestion : Créer un forum R-URBAN

Animer un forum de discussion régulier sur les aspects clefs de R-URBAN où chaque participant pourrait partager ses connaissances et ses lectures sur le sujet abordé. Une diversité de participants pourrait permettre de générer des points de vue variés pour débattre des thèmes.

6.6. La dissémination

Une manière de susciter l'intérêt des **penseurs pertinents** est de publier davantage les approches développées par AAA lors de leurs précédents projets, ECO-BOX et le 56 rue Saint Blaise pour atteindre un public qui n'est pas directement issu du monde de l'architecture ou de l'urbanisme.

Quelques références :

Gibson-Graham, J.K. 1996 "How do we get out of the capitalist place?" Chapter 4 in *The End of Capitalism (As We Knew It)*. This chapter is an engagement with feminist postmodern spatial becomings—it includes brief discussion of the nomadic thought of Deleuze and Guattari. Probably pretty out of date now, but as I read it over again

there were many points of connection with R-URBAN.

Gibson, K., Cahill, A. And McKay, D. 2010 "Rethinking the dynamics of rural transformation: performing different development pathways in a Philippine municipality" Transactions of the Institute of British Geographers 35,2: 237-255.

This article lays out our used of Jacob's work in a regional setting.

Gibson-Graham, J.K. and Miller, E. 2011 "Economy as ecological livelihood" chapter in An Ethics for the Anthropocene edited by K. Gibson and D. Rose (under review with University of Minnesota Press).

Gibson-Graham, J.K. 2011 "Reading for difference" chapter in An Ethics for the Anthropocene edited by K. Gibson and D. Rose (under review with University of Minnesota Press).

Gibson-Graham, J.K., Cameron, J and Healy , S. 2012 Take Back the Economy, Any Time, Any Place University of Minnesota Press (forthcoming probably not till 2013).

Miller, E. 2012 "From community economy to solidarity economy (and back again)" paper presented at the Assoc. of American Geographers Conference February, New York.

<http://www.thenation.com/article/166122/new-politics-disorderly-world>

article by Ross Carne on OWS and leaderless political movements

"MAMA ECONOMY" (THE ECONOMY EXPLAINED) ORIGINAL SONG by

TAY ZONDAY <http://www.youtube.com/watch?v=37eqoYbj1QM> just for fun

4. R-Urban : Questions sur le modèle bio régional

Fionn Stevenson (*University of Sheffield*) - **Résumé en français**

1. La cartographie des « ressources bio régionales »

1.1 Contexte et frontières

Une « biorégion » se compose de six niveaux d'analyse: social, économique, écologique, topographique, climatique et géologique. (Stevenson and Ball, 1998, Stevenson, Jones and Macrae, 2002). La biodiversité d'un territoire dépend des quatre premiers niveaux [s,e,e,t] ; il est donc indispensable que construction les mieux adaptés. Par exemple, dans le cas de Paris où la composition minérale est essentiellement calcaire, il est nécessaire que le choix des minéraux présents dans les matériaux de construction tienne compte de l'écosystème naturel.

1.2 Ecosystèmes et diversité

Au sein d'une « biorégion », l'objectif n'est pas simplement la protection de la biodiversité mais aussi son épanouissement maximal afin d'améliorer la résilience écologique du territoire. Janis Birkland (2008,p.277) La biodiversité peut servir de métaphore des activités humaines : plus les activités humaines sont nombreuses sur un territoire, plus la résilience de la communauté locale est importante. (Birkland, 2008 p.210).

1.3 La cartographie des ressources biorégionales

Une fois les frontières d'une « biorégion » définies par la communauté, il devient possible d'entamer un processus de cartographie des ressources locales. Ce processus comprend notamment l'inventaire de la biodiversité, l'inventaire des ressources économiques locales ou encore celui des sources d'énergies renouvelables. Idéalement, R-URBAN aidera les Colombiens à créer leur propre « Bureau Biorégional » des ressources qui s'appuiera sur cette cartographie du territoire. (e.g. voir mon 'Green Directory' pour Ecosse)

1.4 Une écologie industrielle biorégionale

Une fois le « Bureau biorégional » créé, il devient possible de connecter

progressivement les ressources entre elles en plusieurs circuits fermés fonctionnant à l'échelle de la « biorégion » qui en favoriseront la diversité tout en minimisant les relations extérieures qui nécessitent des moyens de transport. Un exemple classique de Industrial Ecology est le projet Kalundborg² qui implique une vingtaine d'entreprises situées dans une province industrielle de Suede, qui sont liées ensemble dans un ecosystem industriel. Une usine électrique dessert 4,500 de foyers en chauffage et électricité, le surplus de chaleur étant utilisé pour une ferme de poissons afin de produire 200t de saumon, les restes minéraux étant utilisés pour fertiliser le sol et construire des routes. A un niveau de base, il est suffisamment facile d'identifier les opportunités pour Freecycling qui pourraient faire en sorte que les déchets d'une personne pourraient devenir les ressources d'une autre, ou pourraient être transformés dans des produits nouveaux.

3. Echelle et régénération positive

3.1. Le choix de la bonne échelle pour la régénération et l'utilisation des ressources

Les besoins nécessaires à la régénération positive d'une « biorégion » ne peuvent pas toujours être entièrement satisfaits localement. Par exemple, les produits de construction high tech utilisant des technologies propres ne sont parfois disponibles qu'à l'étranger. Il s'agit d'adopter une approche scalaire dans laquelle l'approvisionnement doit d'abord être fait localement, sinon régionalement, puis nationalement et en dernier ressort internationalement.

<http://www.sust.org/tgd/>; <http://www.symbiosis.dk/en> ; <http://uk.freecycle.org/>

Une analogie utile pour adopter une approche scalaire dans la fourniture de ressources c'est le 'Onion Layers' (figure 3) où la première couche est locale, suivie par celle régionale (R) puis nationale (N) et finalement, si ces options ont été épuisées, internationale (I). Une spécification de performance plutôt qu'une spécification physique devrait être utilisée afin de maximaliser le choix. Il est aussi important d'utiliser dans la recherche de ressources le savoir local plutôt que les indices nationaux.

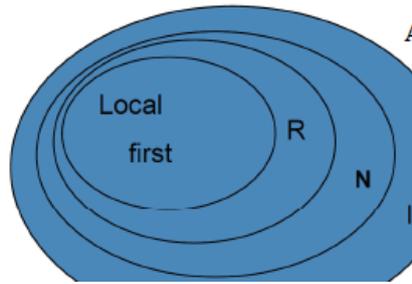


Figure 3: La recherche scalaire de ressources

3.2. Echelle, technologies énergétiques et autonomie

Il est important de tenir compte de l'échelle pour déterminer l'efficacité des différentes technologies énergétiques; le graphique réalisé par l'Arup (USA) fournit en ce sens des données utiles. Par exemple, la technologie photovoltaïque est plus efficace à grande échelle car cette dernière permet d'optimiser les pertes dues à la transmission et les coûts de maintenance. Il en est de même pour le traitement des eaux usées. Si ce constat peut sembler contraire à l'idée d'autonomie, il démontre surtout l'importance d'une analyse scientifique conduite à plusieurs échelles. Toutefois, parfois la nécessité d'employer une technologie innovante à l'échelle locale pour des raisons pédagogiques dépasse le besoin d'efficacité.

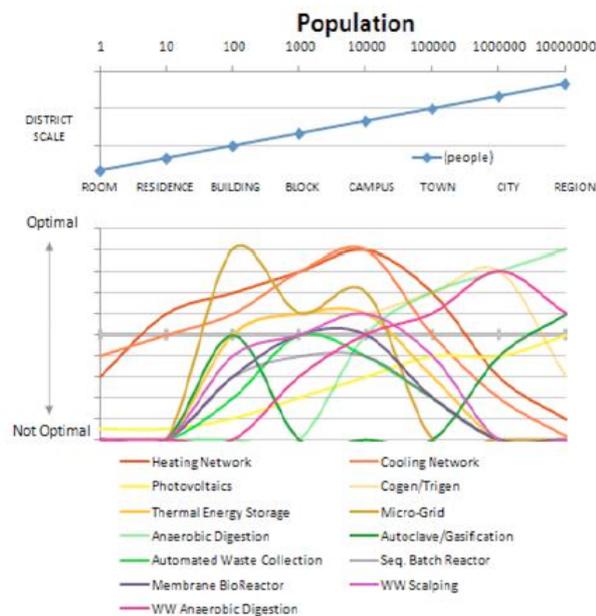


Figure 4: L'échelle optimale pour différentes technologies de l'énergie (source: Arup, USA)

3.3. L'échelle énergétique et les systèmes de gestion de l'eau pour les bâtiments

de R-URBAN.

AAA et les différentes parties prenantes de R-URBAN doivent analyser les différents systèmes d'énergies renouvelables et de gestion de l'eau présents à Paris et à Colombes avant de prendre une décision pour R-URBAN. En effet, s'il existe des initiatives à grande échelle dans le domaine des énergies renouvelables à Paris, il pourrait s'avérer plus efficace pour R-URBAN de rallier ces initiatives plutôt que de viser l'autonomie énergétique. D'autre part, les systèmes de **récupération** d'eau sont souvent préférables au recyclage des eaux usées. <http://cirs.ubc.ca/building>

Il est nécessaire de comparer les ressources nécessaires à la construction et l'entretien d'un système de récupération d'eau, et la connexion au système d'approvisionnement d'eau de la ville. Ainsi AAA doit se renseigner sur le fonctionnement des systèmes d'approvisionnement d'eau à Paris, notamment sur l'état et la localisation des réservoirs.

4. Les outils d'analyse

4.1 L'analyse du cycle de vie

Afin d'assurer des liens véritablement durables entre les activités rurales et urbaines, les infrastructures doivent être attentivement **étudiées** au moment de leur conception. La méthode dite d'« analyse du cycle de vie » (Lifecycle Analysis (LCA) en anglais) permet de déterminer l'impact environnemental global d'un service ou d'un produit. Mais il s'agit d'une méthode compliquée et coûteuse, réservée aux experts. A défaut, une mesure de différents déterminants d'impacts environnementaux peut être conduite dans un premier temps, connue sous le nom de **émission de carbone due à l'énergie incorporée**.

4.2 **Embodied Energy (carbon) des bâtiments**

Afin de déterminer la quantité totale d'énergie dépensée par un bâtiment au cours de son cycle de vie, les concepteurs doivent tenir compte de l'énergie dépensée à la fois pour son fonctionnement, pour l'ensemble des étapes de sa construction (extraction des matériaux, assemblage, transport...) et pour son entretien, sa démolition, et le recyclage des matériaux. Cela permet de décrire « **l'énergie du cycle de construction du bâtiment**, aussi appelé « **énergie incorporée** » ou « **carbone incorporé** » ; il est nécessaire de connaître les facteurs d'émission de CO2 de chaque combustible pour le déterminer. (figure5)

<http://www.bre.co.uk/greenguide/podpage.jsp?id=2126>

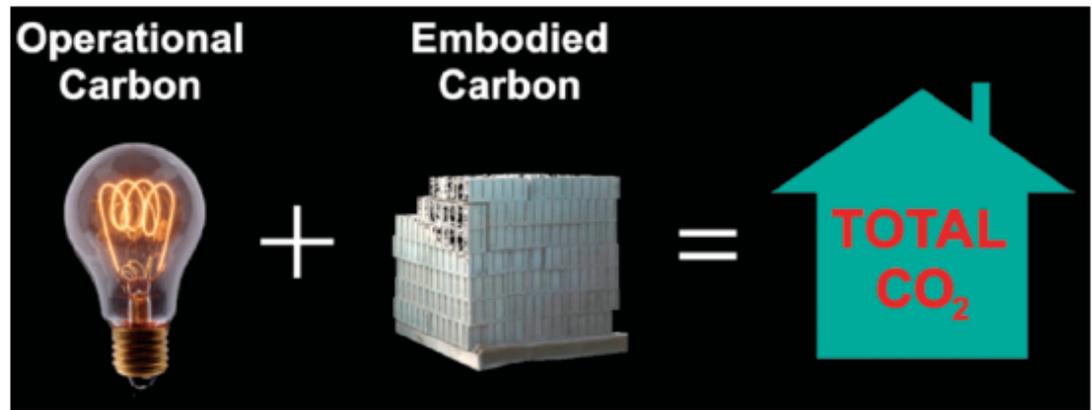


Figure 5: Total energy (carbon) needed to construct and operate a building

4.3 Energy (Carbon) profiling for buildings

L'étape suivante consiste à déterminer quels matériaux, produits et assemblages utiliser compte tenu du cycle de vie du bâtiment, des cycles de vie relatifs des matériaux et des produits, et du compromis entre les ressources dépensées pour une démolition ou une réhabilitation s'il s'agit d'un bâtiment existant.

Ainsi, pour un bâtiment neuf temporaire, il est indispensable que l'infrastructure soit conçue pour être entièrement démontable, que le réemploi des matériaux et des produits soit aussi pratique que possible, et que les cycles de vie des matériaux soient choisis en conséquence. De façon générale, une attention particulière doit être portée au cycle de vie des composants en fonction de leur *embodied energy*. (figure 6)

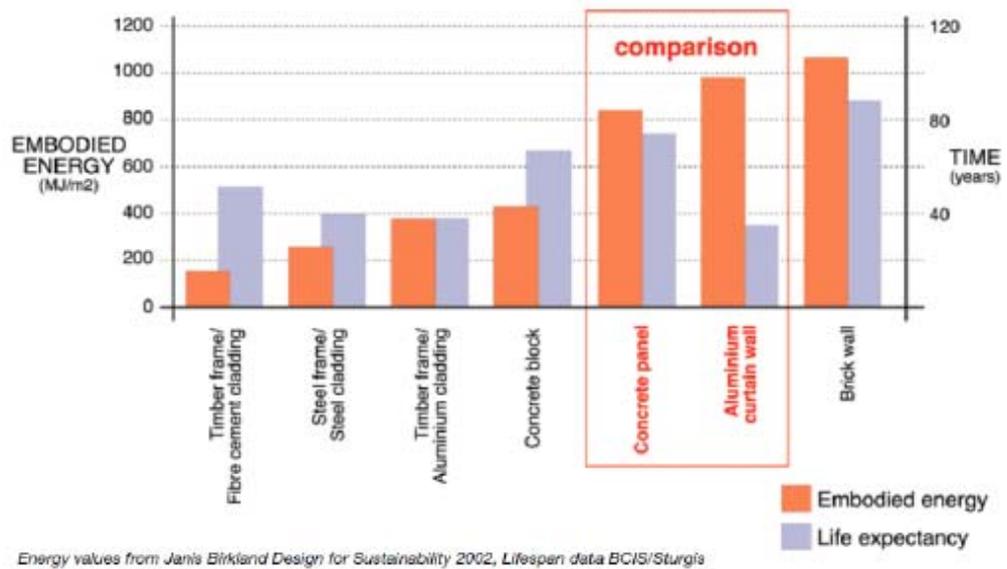


Figure 6: Comparison of cladding elements – lifespan.v. embodied energy (source: Sturgis, 2010)

4.4 Waste Hierarchy

La *EU Waste Hierarchy* est un outil d'analyse fort utile pour réfléchir à l'emploi durable des matériaux et des produits au moment de concevoir des circuits fermés entre activités rurales et urbaines. Des recommandations pratiques sur les façons de concevoir le démontage des bâtiments existents (Morgan and Stevenson, 2005) et pourraient être utiles à AAA.



Figure 7: The EU Waste Hierarchy (source: Low Carbon Scotland, 2010)

5. Colombes – Réutilisation et recyclage en action

5.1 Idées

Lors de l'atelier mené à R-URBAN pendant l'été 2012, il était demandé aux participants de proposer trois idées pour réemployer et recycler des ressources locales directement dans le quartier ou dans Paris plus largement. Parmi les idées clefs qui ont été proposées figurent :

- le recyclage du marc de café généré par les 60.000 cafés parisiens pour réaliser un produit qui accélère le processus de compostage, et serait distribué dans la région.
- l'incitation des travailleurs du supermarché situé en face de l'Agrocité à venir profiter du site pendant leur pause
- le recyclage des vêtements jetés, des magazines et des déchets organiques par Recyclab en matériaux d'isolation et en revêtements.

Cet atelier montre la puissance du savoir local tacite quand il s'agit d'adopter une approche biorégionale de l'emploi des ressources.

5.2 Etudes de cas

De nombreuses initiatives de ré-emploi et de recyclage au Royaume Uni pourraient être une source d'inspiration pour Recyclab et l'Agrocité :

-ABLE : est un projet social et éducatif situé à Wakefield, près de Sheffield, qui développe un système d'aquaculture intégré et d'hydroponie fonctionnant en circuits fermés.

-Seagulls Paints : est une entreprise sociale à but non lucratif située à Leeds qui collecte les restes et les surplus de pots de peinture, et les revend à des prix bien inférieurs à ceux du marché. Elle développe également un service de mélange de couleurs personnalisé, un service de décoration locale et des activités éducatives.
<http://www.theableproject.org.uk/produce/how-and-what-we-grow>.

-Redress Ltd : est une coopérative située à Bedlington dans le Nord-Est de l'Angleterre qui collecte des tissus et des vêtements jetés pour les transformer en nouveaux vêtements et en accessoires de mode.

-Bioregional.com : est une organisation londonienne qui a initié de nombreuses initiatives de ressources biorégionales.

4. Les infrastructures des différents sites

4.1. Agrocité

Les bâtiments pédagogiques et temporaires sont aujourd'hui bien avancés sur le site, voici quelques commentaires à leur égard :

- **le sous-sol** : il constitue une excellente opportunité de rafraîchir le bâtiment en été grâce à l'installation de panneaux de ventilation modulables entre le sous-sol et le rez-de-chaussée. De plus ; la circulation d'eau devrait être couverte de manière à ne pas créer d'humidité susceptible d'abîmer la structure en bois. L'espace en sous-sol, dont l'air est sec, pourrait être un excellent lieu de stockage pour les fruits et légumes cultivés localement.
- **la gestion de l'eau** : idéalement, l'eau de pluie devrait être collectée depuis le toit vers un réservoir situé en hauteur pour éviter l'utilisation de pompes pour sa réutilisation
- **le système de plantation**: il est essentiel que le système soit robuste et résiste aux périodes de sécheresse.
- **le système énergétique** : l'utilisation de panneaux solaires thermiques devrait compléter le système photovoltaïque en assurant l'approvisionnement de la totalité des besoins en eau chaude la moitié de l'année.
- **Material system** : les matériaux devraient être assemblés en utilisant des systèmes de fixation entièrement démontables. Les matériaux et les produits devraient être assemblés selon un principe de « couches » : plus les matériaux ont une durée de vie courte, plus ils doivent être accessibles, de manière à assurer un entretien et un remplacement efficaces des matériaux.

4.2. Recyclab

- **la gestion de l'eau** : il faudra veiller à ce que les feuilles des arbres ne viennent pas obstruer les tuyaux- des filets ou des grilles devraient être disposés sur tous les points de collecte d'eau.
- **Le système de plantation**: les arbres existants sont d'excellents « climatiseurs » gratuits pour le site. On pourrait aussi envisager de ramasser le volume important de feuilles qui tombent à l'automne pour alimenter le compost. Il faut aussi intégrer un risque d'inondation lié aux pluies torrentielles.
- **le système énergétique**: l'utilisation de panneaux solaires photovoltaïques est une option à méditer compte tenu de l'importance de l'ombrage des arbres en été.
- **Material system** : la disposition de *timber pods* sur les containers nécessitera une isolation extensive pour éviter les surchauffes en été et économiser l'énergie en hiver.

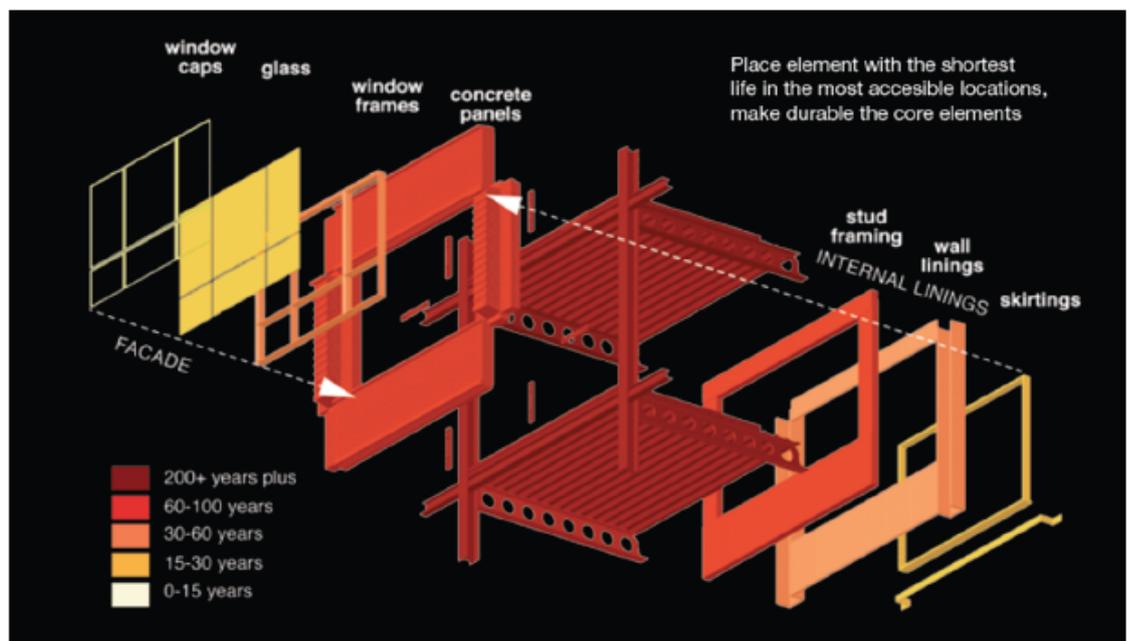


Figure 8: Diagramme montrant le système de construction en couches afin de permettre la possibilité de remplacement (source:Sturgis, 2010)

- 6. Recommendations

Afin de mettre en place une approche biorégionale et développer des systèmes de régénération positive avec R-URBAN, voici plusieurs recommandations à l'attention d'AAA :

1. identifier une frontière pour votre « Biorégion » avec la participation étroite des habitants
2. créer un « Bureau Biorégional » après étude des ressources humaines et physiques présentes localement
3. chercher à créer des Systèmes d'Ecologie Industrielle Biorégionale (BIES) afin de maximiser la résilience de R-URBAN
4. identifier les sources existantes d'énergie et d'eau et s'y raccorder si cela s'avère pertinent (cf. économies d'échelle)
5. considérer avec prudence « l'analyse des cycles de vie » et les données disponibles concernant « *embodied energy* »
6. mener l'analyse de « *embodied energy/carbon* » des matériaux de construction, en tenant compte du transport de livraison, afin les meilleurs options environnementales
7. adopter la *EU Waste Hierarchy* pour toute action
8. adopter le principe de « couches » lors de la construction en fonction de la durée de vie des matériaux
9. généraliser les conseils donnés pour l'Agrocité et au Recyclab à l'ensemble des projets

References

Birkland, J. (2008) Positive Development: From Vicious Circles to Virtuous Cycles Through Built Environment Design, Earthscan, London

Brown, M.T.and Buranakarn.V.,(2003) Energy Indices and Ratios for Sustainable Materials Cycles and Recycle Options, Resources, Conservation and Recycling 38 (1)

Chapman,J., (2005) Emotionally Durable Design: Objects, Experiences and Empathy, Earthscan, London.

Halliday, S. (2008) Sustainable Construction, Butterworth Heinemann, Oxford

Lazarus, N., (2002), Construction Materials Report: Toolkit for carbon Neutral Developments - Part 1. Beddington Zero (Fossil) Energy Development, BioRegional, Surrey [http://www.energiecites.](http://www.energiecites.eu/IMG/pdf/bedzed_construction_materials_report.pdf)

[eu/IMG/pdf/bedzed_construction_materials_report.pdf](http://www.energiecites.eu/IMG/pdf/bedzed_construction_materials_report.pdf)

Morgan, C. and Stevenson, F., (2005), Design and Detailing for Deconstruction: SEDA Design Guide No.1, Scottish Ecological Design Association, Edinburgh.

Stevenson, F. and Ball, J. (1998), Sustainability and Materiality: The Bioregional and Cultural Challenges to Evaluation, Local Environments, pp: 191-209

Stevenson, F., Jones, M., and Macrae, J. (2002), Sustainable Buildings: Meanings, Processes and Users, Built Environment, pp: 33-45, ISSN 0263-7960

Pelsmaker, S.(2012) The Environmental Design Pocketbook, RIBA, London

5. R-Urban: Questions au Recyclab

Rotor (Bruxelles)

Derrière le projet de « ressourcerie » se cachent en réalité deux, voire trois, objectifs sensiblement différents et appelant donc des stratégies à chaque fois spécifiques.

1. Matériaux pour la réalisation des projets

Les différentes interventions du projet R-Urban nécessiteront inévitablement une série de matériaux pour leur réalisation. En particulier, le projet d'habitat coopératif et écologique nécessitera bon nombre d'éléments de construction. Votre souhait est de favoriser au maximum des matériaux de réemploi, en provenance de sources le plus locales possible. Il s'agit donc d'identifier non seulement les sources pour répondre à ces besoins, mais également les besoins eux-mêmes afin d'y adapter la prospection des sources. Ces sources peuvent être « ponctuelles » dans la mesure où la quantité de matériaux nécessaires est finie – même s'il n'est pas inutile de prévoir quelques éléments de réserve pour d'éventuelles réparations. De manière générale, dans ce cas-ci, les matériaux seront utilisés pour des usages spécifiques et ponctuels qui, tout en étant exemplaires de ce qu'il est possible de faire, n'ont pas vocation d'être répétés un grand nombre de fois (en tout cas pas à court terme). En d'autres mots : il s'agit surtout de répondre aux besoins en infrastructure des différents pôles. Par exemple, de quoi réaliser des abris et des jalons pour le site d'agriculture urbaine, différents éléments pour la rénovation de l'habitat, de quoi réaliser/aménager le pôle « ressourcerie », etc., etc. Même si l'optique « réemploi » implique de facto une certaine adaptabilité et une grande ouverture vis-à-vis des opportunités, il serait néanmoins utile d'établir une *wish list* des matériaux nécessaires sur les différents pôles : de quoi ont-ils précisément besoin (en particulier pour l'habitat, vraisemblablement le plus gros et le plus exigeant consommateur de matériaux) ? Sur base de cela, il devient possible d'orienter utilement et efficacement les prospections vers des sources pertinentes, vraisemblablement des faillites d'entreprise, des travaux de démolition, du démantèlement dans des sites voués à la démolition, des stocks de matériaux municipaux, des stocks d'invendus, des récoltes d'encombrants, etc.

2. Mise en place d'une activité économique de revente et de transformation de matériaux de réemploi

L'un des pôles de R-Urban consiste à implanter une activité de transformation de chutes/déchets en produits. Ces produits ont pour vocation d'être directement utiles dans le projet (menant, par exemple, à la fabrication d'installations de culture

hydroponique ou d'unités de chauffage à compost) mais ils peuvent viser une clientèle sensiblement large (par exemple, ce pôle pourrait également fournir des matériaux de construction « génériques » d'occasion destinés à tous les habitants désireux d'entreprendre des travaux). A cet égard, il est intéressant de noter que aaa occupe une position relativement favorable puisque, comme maîtres d'ouvrage, vous pouvez garantir – en tout cas dans un premier temps et jusqu'à un certain point – l'utilisation d'une série de produits dans le cadre même du projet R-Urban. Par ailleurs, des partenaires directs du projet pourraient également être activés. La municipalité, par exemple, pourrait être un client privilégié de cette activité de fabrication (qui pourrait dès lors orienter sa production vers des éléments de mobilier urbain, ou des éléments utiles au service des espaces verts, etc.). A moyen terme, il est cependant probable que la diversité des clients potentiels comme de l'offre pourront/devront être élargies. Mais ce sont là des questions qui relèvent davantage de l'expertise d'Extra-Muros, qui se profile d'ailleurs comme opérateur de cette plate-forme. Dans ce cas-ci, l'intervention de Rotor pourrait porter sur l'aide à l'identification de matériaux. Ainsi que nous vous en avons déjà fait part, si l'idée est de produire et d'écouler des éléments transformés, les exigences concernant les sources de matériaux sont sensiblement plus strictes que dans le scénario 1. Il s'agit en effet de trouver des matériaux adaptés à une activité de transformation par des équipes de travailleurs en ré-insertion. Ils doivent en outre être disponibles en quantités suffisantes et, si possible, de façon continue de manière à éviter de devoir les stocker tout en garantissant une certaine stabilité dans la production. Surtout, si des équipes sont spécialement mobilisées, il est nécessaire de garantir l'écoulement de tous ces produits de façon à garantir un retour sur les investissements. Ces exigences poussent a priori vers l'identification de déchets industriels, nettement plus prévisibles que des déchets ménagers (encombrants) ou *post-consumer*. Ceci dit, il est sans doute possible aussi de repérer des sources telles que des faillites d'entreprise ou des libérations de grandes quantités d'éléments d'un seul coup (comme les sacs de poste utilisés par Extra-Muros). Ceux-ci posent toutefois la question du stockage.

3. Vers une ressourcerie à grande échelle... De manière plus prospective, un modèle de grande ressourcerie pourrait prendre place à Colombes comme une part ou comme une suite du projet R-Urban. Il s'agirait ici de se profiler comme un acteur incontournable de la récolte des objets réutilisables (mobilier, textile, objets quotidiens, matériaux de construction, etc.), avec toutes les opérations de nettoyage, remise en état et manutention que cela implique, pour ensuite remettre en vente ces éléments. Il apparaît toutefois que les conditions actuelles du projet rendent cette perspective peu

réaliste. D'une part, la relative incertitude pesant sur l'espace de stockage invite à être extrêmement parcimonieux sur la quantité de matériaux stockés (il ne faudrait pas devoir déménager des km³ d'ici deux ans!). D'autre part, un tel modèle implique un cadre général probablement trop lourd à porter dans le cadre du projet – à moins de trouver des partenaires prêts à prendre cela en charge. Ce modèle n'est donc pas à l'ordre du jour pour l'instant. Cependant, en fonction des opportunités qui vont se présenter, on pourrait imaginer que l'activité de transformation intègre également, à beaucoup plus petite échelle, de la revente à bon marché d'éléments à réutiliser (comme des matériaux de construction, du mobilier, etc. - cf. scénario 2.), à condition que ceux-ci ne requièrent pas trop de transformations ni d'espace de stockage. Et à condition, à nouveau, de pouvoir garantir leur écoulement !

Sur base de cette clarification (et pour autant qu'elle vous semble correcte...), nous pouvons d'ores et déjà émettre une série de questions/remarques.

Tout d'abord, il nous semble essentiel de réfléchir précisément sur les filières d'écoulement des matériaux et des produits transformés. Trop nombreux sont les projets qui se sont retrouvés en faillite pour avoir sur-accumulés des éléments qu'ils n'ont pas pu écouler. Le fait que le projet R-Urban lui-même puisse garantir l'utilisation de certains éléments constitue un grand avantage. Mais quels sont ses besoins réels ? Est-il déjà possible de les quantifier précisément ? Jusqu'où peut-il se porter garant que les éléments récoltés seront nécessaires sans que leur récolte et leur écoulement ne pompent toute l'énergie du projet (par exemple, 10 sanitaires de seconde main en bon état seraient sans doute utiles dans l'habitat et valent l'investissement d'un démantèlement ; mais en récolter 100 risque de devenir absurde car il faudrait alors trouver 90 autres situations où les écouler...) ?

Et, surtout, quel avenir pour les filières mises en place une fois les différents pôles du projet R-Urban achevés ? L'activité de transformation va-t-elle s'arrêter ? Comment garantir qu'elle puisse continuer à écouler sa production ? On peut déjà imaginer différentes façon de pérenniser les actions : élargir la gamme de produits (par exemple une gamme de produits « de luxe » destinés à l'administration communale, qui permet de financer en parallèle la fabrication de circuits de culture hydroponique sur balcon...), élargir la surface d'action (s'adresser aux habitants des communes voisines, un peu à l'image du scénario 3), etc. A voir jusqu'à quel point ces propositions rentrent dans le cadre de R-Urban.

6. R-Urban: Questions à Ecohab

Mathias Hayden

Les politiques et économies alternatives de l'habitat

De manière générale, je pense, les participants à EcoHab, et plus tard les habitants, devraient être des gens qui s'intéressent à la question du logement comme telle, et donc au delà à la manière dont le projet s'inscrit dans une vision plus large.

Cela dit, mais aussi en termes de vie dans l'immeuble, comment le projet sera-t-il réalisé légalement et économiquement ? Devrait-il être organisé comme un groupe constructeur (un groupe de promotion collective privée, une coopérative aux prix de marché) ou une coopérative aux intérêts limités et non lucratifs ? Ou devrait-il être membre d'une association HLM ?

Qui financera le projet ? Des ressources privées seulement ? Des ressources publiques seulement ? Ou un mix des deux ? Ou s'il est financé par d'autres institutions quel genre d'institution financière, et quel type de programme public ou privé pourrait aider et comment ?

Il y a deux principaux types de méthodes pour financer les coopératives d'habitat : aux prix du marché ou avec un intérêt limité.

Avec le prix du marché, le prix de la part est autorisé à s'élever sur le marché et les porteurs de parts peuvent vendre aux prix qu'ils veulent quand ils veulent partir. En beaucoup de manière la coopérative aux prix du marché s'apparente à une copropriété, à la différence que souvent la coopérative peut porter un emprunt, résultant du montant beaucoup plus élevé des charges mensuelles dans une coopérative que dans un condominium. Cependant l'achat d'une surface comparable dans une coopérative est nettement moins cher que dans un condominium.

A intérêt limité, une coopérative a des règles concernant le prix des parts à la revente. L'idée de l'intérêt limité est de maintenir le caractère abordable du logement. Un sous-ensemble de l'intérêt limité est le modèle sans intérêt qui ressemble beaucoup à la location, avec un prix d'achat très bas (comparable à une caution) et une charge mensuelle comparable à un loyer. En cas de revente, ce qui compte c'est le très faible

prix d'achat.

Quelles sont les conséquences? Dans quelle mesure le programme économique et local de l'organisation influe sur la vie dans la maison ?

Il est crucial d'être clair sur cela dès le début. Des squats de Berlin légalisés et rénovés dans les années 80 en tant que coopératives au prix du marché, nombre sont devenus des entreprises microcapitalistes qui ont fait fortune avec les appartements qu'ils avaient occupés.

La politique et l'économie de l'Ecohab devraient donc être discutées en profondeur et décidée dès le début avec les gens qui participent aux projets. Même si le moyen de la propriété privée est nécessaire pour réaliser le projet, il devrait au moins être clair dès le début que les moyens de l'égalité et de la collectivité seront limités, et donc que personne ne sera désenchanté après. Bien sûr une coopérative à intérêts limités ou non lucrative contribuerait très différemment et plus radicalement à tout ce qui a été dit et pourrait être cruciale pour R-Urban dans son ensemble.

Nombre de participants et éléments de confiance mutuelle

Il me semble me souvenir que le nombre d'habitants envisagés est de 10. Je me rappelle aussi qu'une répartition de l'immeuble en appartements est prévue, et que donc par définition une vie en communauté est exclue. Dans ce cas comment imaginer des éléments de confiance mutuelle à développer entre les habitants et les autres usagers.

Je pointe ces questions basées sur mon expérience et mes connaissances car dans un habitat pour un petit nombre de gens, ils peuvent devenir trop intimes les uns avec les autres, connaître non seulement leurs bons côtés mais aussi leurs mauvais et cela peut être un problème. En d'autres mots : partager une maison est un problème délicat. Vivre sous le même toit est porteur de développement mutuel mais aussi de stress des uns envers les autres pour des brouilles.

Un plus grand nombre de gens vivant sous le même toit, disons 20 adultes et des enfants pourrait faire en sorte que les participants se voient presque chaque jour tout en pouvant développer une confiance mutuelle ; avec la taille d'une foule chacun peut être intime avec n'importe qui et cela peut être en fait une opportunité.

Ou si le nombre d'habitants de l'Ecohab doit être petit, les autres participants de R-urban auront besoin d'intervenir de manière régulière et conséquente, et ils pourraient

avoir un fort pouvoir d'influence et avoir des responsabilités aussi. Qu'en pensez-vous ?

Comment devenir un participant initial, et comment devenir un participant plus tard ?

Les habitants futurs seront-ils inclus dès le départ du projet ? Ou à quelle étape se joindront-ils ? Quelle sorte de parole et de responsabilité par conséquent auront-ils dans le devenir et dans le futur développement du projet ?

Comme EcoHab concerne l'habitat et que l'habitat peut être compris comme notre seconde peau, l'implication des futurs habitants sera cruciale. Le plus tard ils seront inclus dans quelque projet que ce soit, plus grand sera le risque, le danger que les questions de qui a et n'a pas son mot à dire aient été déjà décidées.

D'un autre côté si les futurs habitants sont impliqués dès le départ, comment être sûr que d'autres (se joignant au projet plus tard), ou des usagers ayant une autre vision seront acceptés ?

Pour créer un jeu de pouvoir en quelque sorte égal, se mettre d'accord sur les règlements, structures et responsabilités entre les premiers habitants d'Ecohab et R-urban dans son ensemble peut être une manière d'avancer. De plus, il serait utile d'inclure des parties tiers, en position de supervision, dans la question.

Les papiers

En relation avec ce qui précède : il est d'autant plus nécessaire d'organiser le développement de la confiance mutuelle qu'on veut faire le moins de papiers (contrats) possible.

A côté de mes réflexions sur le nombre d'habitants et sur quand et comment ils auront la parole et les responsabilités afférentes, une chose pour éviter le papier ou pour le garder limité est de penser à la manière de partager des idéaux et des idées. Il faudrait aussi penser aux moyens d'initiation – quelle forme d'initiation aiderait Ecohab dans le sens de l'égalité et du collectif.

Cependant beaucoup de projets que je connais n'ont expérimenté aucune sorte d'initiation mais sont des projets alternatifs fondés sur l'habitat qui marchent bien mais ont accumulé une grande quantité de papiers pour réguler la vie sous le même toit.

En somme : la question des papiers devrait être discutée et décidée pour rendre clair le type de relations sur lesquelles le projet sera fondé et qu'il travaillera, et comment ces relations seront connues et suivies par les participants.

Modes de vie

Dans quelle mesure s'agira-t-il d'un habitat mixte (public/privé ; vie quotidienne/travail)?

Si Ecohab veut tester la possibilité de vivre et travailler dans le même immeuble ce serait une sorte d'extrême ou en tout cas d'exception et les participants devraient en avoir tous l'intention. Ils devraient être d'accord sur le fait que Ecohab n'est pas fait pour se loger mais pour vivre comme dans un laboratoire.

Aussi, peut-être une telle acception, vivre et travailler ensemble, jour après jour, serait beaucoup trop forte, spécialement si c'est un petit groupe qui dirige le projet. A la place, on pourrait voir l'Ecohab comme un espace pour partager une manière collective de mettre en commun idées et idéaux tout en ne vivant et travaillant ensemble que pas longtemps, et donc d'établir le collectif par le hasard, le jeu, le plaisir, pas comme une obligation.

En lien avec cela, si certains habitants de l'Ecohab participaient à l'Agrocité et ou au Recyclab, et au delà dans le voisinage, dans la ville ou la région : ce serait parfait, et permettrait de garder les choses ouvertes dans toutes les directions ; le projet d'habitat serait un dispositif travaillant à de multiples niveaux dans un cadre plus large, à l'intérieur et en dehors de R-urban.

Cependant, et en revenant sur ce qu'on anticipe de la vie privée dans l'Ecohab : en supposant que comme à Berlin en Allemagne, en France à Colombes les modes de vie soient en train de se diversifier, par exemple les personnes plus âgées ont tendance à ne pas vouloir aller dans des maisons de retraite ou à devenir un fardeau pour leurs collectivités, dans quelle mesure l'habitat multigénérationnel, ou les familles recomposées, ou d'autres modes de vie orientés vers le partage de communs, feraient partie du concept-programme, de l'organisation et du design de la maison et du jardin ?

Méthodes

Comment apprendre à propos de tout cela ? Après avoir déménagé dedans ? Ou avant ?

Quelle sorte d'assistance professionnelle, de régulation et d'organisation des futurs participants de l'Ecohab est prévue ? A côté de la fourniture d'outils pour soutenir la réflexion et la pratique de chacun par les moyens du langage, ou plus tard sur le site en construction, une manière presque toujours productive serait de se rapprocher les uns

des autres en développant l'expertise commune par des excursions thématiques.

Une autre manière de stimuler la prise de consistance du projet collectif serait de faire un camp d'été, peut-être en connexion avec la programmation et la construction d'un projet temporaire conçu et construit en commun et à emménager dans le même temps. Peut-être ce projet conçu et construit pourrait-il devenir un appartement témoin du futur immeuble ? Au mieux un tel projet conçu/construit donnerait une information participative à la conception finale de l'Ecohab, informerait sur les moyens de privatiser des pièces, sur la conception des pièces publiques, et sur les espaces privés, communs et ouverts au public.

Au fait, quels programmes spécifiques, autres que l'habitat, sont imaginés et inclus dans le projet ? Comment seront ils discutés et décidés ? Comment seront-ils gérés ? Cela renvoie à ce que j'ai développé plus haut et sur la relation aux nouveaux arrivants.

Voisinage

Que pensent les voisins immédiats de l'Ecohab, et par conséquent que pensent-ils de leurs futurs voisins. Dans quelle mesure leur avez-vous présenté les plans et les avez discutés avec eux ? Est-ce qu'ils aiment l'idée d'Ecohab. Participeront-ils aussi à sa mise en œuvre comme ils participent à R-urban dans son ensemble ? Dans cette idée, que faites vous des voisins les plus proches, dans un rayon de cinq cent mètres ? Comme faire de l'Ecohab un lieu d'échange pour tous ? Comment le voisinage dans son ensemble « profite-t-il » de R-urban ? Et comment les hôtes attendus, venant d'ailleurs, contribuent non seulement à R-urban mais sont aussi mis au défi de s'engager auprès du voisinage dans son ensemble ? Je demande cela à cause de la tendance aux experts voyageurs qui dans de nombreux cas viennent juste et repartent aussitôt alors qu'apparaissent des communications superficielles par la suite.

Cité

Comment est pensée la clarification de l'insertion urbaine de l'Ecohab, afin que les membres du projet comprennent les raisons plus larges qui font que l'Ecohab peut être réalisé, comment il est contextualisé et soutenu par les transformations de la politique gouvernementale.

Comment est-il pensé de communiquer sur l'Ecohab dans les discours sur le logement à

Paris, en France, en Europe dans le monde ? Dans quelle mesure pensez vous que ce sera une exception ou deviendra au contraire un modèle, un prototype pour de multiples projets semblables ?

Comment communiquer ce qui est appris à Colombes au quartier, au monde. L'habitat tend à devenir quelque chose d'intime, même s'il démarre avec un idéal de grand élargissement et un agenda mondial. Comment répondre au défi de l'image plus large ? Comment impliquer l'économie et la politique sur le long terme ?

Recommandations, bonnes pratiques ...

La liste s'adresse surtout aux acteurs et aux projets d'habitat partagé. Quand je dis habitat partagé dans ce qui suit, le terme implique des cultures du logement coopératives, collaboratives, collectives et orientées vers la communauté, qui avant tout s'engagent dans des expériences autogérées, participatives, inclusives et non-spéculatives.

Comme je l'ai dit, la part principale de mon savoir tant théorique que pratique vient de ma vie à Berlin comme architecte-activiste, se déplaçant entre art et politique, participation et engagements discursifs. Par conséquent les acteurs et projets suivant de Berlin vont intéresser l'Ecohab dans R-urban.

www.wohnportal-berlin.de

Le site web rassemble et décrit environ 200 projets et groupes d'acteurs d'habitat partagé à Berlin. Sa partie principale est une archive des projets qui est réactualisée en permanence à la fois par les webmasters et par les acteurs et les groupes de projets qui plus que tout aiment être inclus d'abord pour des raisons de promotion de leurs projets émergents. En plus le site offre des adresses d'initiatives, d'organisations, d'institutions, de réseaux, d'urbanistes, d'architectes et de promoteurs, de littérature et des liens, un calendrier, et d'autres informations thématiques.

Le site web (contact: redaktion@wohnportal-berlin.de) a été créé et est géré par l'architecte, manager et consultant en habitat participatif Winfried Härtel (www.winfriedhaertel.de, mail@winfriedhaertel.de) et l'urbaniste et organisateur communautaire de Seattle Michael LaFond (michael@id22.net).

Pour ce dernier le site web est une partie de son travail à id22, Institut für kreative Nachhaltigkeit e.V. (Institut pour la durabilité créative): une organisation à but non lucratif, qui est presque le seul acteur à Berlin de l'interconnexion entre la grande quantité d'habitat partagé et les autres groupes d'acteurs alternatifs de Berlin (pas

simplement d'habitat mais sur d'autres objectifs aussi.

Parallèlement au website, la principale activité de id22 consiste en des jours expérimentaux qui rassemblent une fois par an des professionnels, des activistes engagés dans le logement ou d'autres pratiques urbaines, et d'autres personnes engagées ou intéressées dans ce champ, et qui se présentent et discutent les uns les autres l'évolution des réalisations participatives dans des excursions, des séminaires, des ateliers, une conférence et une foire.

- <http://id22.net/en>

- <http://experimentcity.net/en>

- <http://www.experimentdays.de/exdays/en>

Il vaut aussi la peine de regarder l'activité de id22 à l'échelle européenne

<http://experimentcity.net/en/excity-europe>, and

<http://experimentcity.net/en/excityeurope/>

[project-results](#), qui renvoie à une brochure et un livre sur l'habitat partagé en Europe.

Aussi bien Winfried Härtel que Michael LaFond sont des contacts intéressants.

- Winfried, car c'est un praticien très performant sur les aspects légaux et financiers, et la capacité à réaliser n'importe quelle sorte d'habitat partagé.

- Michael, car il est de Seattle/USA et basé à Berlin depuis plus de dix ans, et il a une bonne compréhension de l'urbanisme et de la construction alternatives sur les deux cotés de l'atlantique et comme cela a déjà été mentionné sur un grand nombre de scènes alternatives de Berlin.

A la fin des années 1970, en s'opposant à la politique publique du logement – une rénovation urbaine qui a détruit de nombreux quartiers de Berlin en remplaçant l'habitat wilhelminien à usages mixtes par des immeubles d'habitat monofonctionnels, un mouvement alternatif sur le logement a émergé, qui s'est emparé de 180 immeubles vacants (la plupart dans les districts de Berlin Ouest de Schöneberg et Kreuzberg). Le résultat, dans un contexte de changement de gouvernement, les Chrétiens-démocrates ayant vaincu les socio-démocrates pour la première fois depuis 1945, en même temps que l'Exposition internationale 1984/87 (IBA, exposition internationale de construction), c'est que l'agenda d'urbanisme et construction fut tout simplement

retourné complètement. Depuis – suivant les termes/concepts qui en ont résulté de « Reconstruction critique » et de « Rénovation urbaine prudente » - les modèles wilhelminiens d'habitat à usages mixtes ont été non seulement réinstallés et modernisés dans les quartiers appartenant à l'IBA, mais dans toute la ville.

Par conséquent, du financement public pour la réinstallation et la modernisation est devenu possible pour les anciens squats, pour des projets d'habitat partagé qui concluraient des accords de location de long terme, ou des locations-ventes avec un propriétaire public ou privé pour acheter leurs implantations. Plus d'environ 90 projets ont tiré profit de ce programme de financement public ; ceux qui continuèrent à demander et se battre pour un changement radical de la politique et de l'économie du logement, en s'opposant à la propriété individuelle pour éviter la spéculation future, la gentrification et le déplacement, ont été expulsés.

Un de mes projets favoris de cette époque est celui appelé Regenbogenfabrik (l'usine arc en ciel), un projet d'habitat autogéré et à orientation communautaire, sous forme d'association sans but lucratif, qui gère un hôtel, une cantine, une cafeteria, un cinéma, un atelier de réparation et location de vélo, et d'autres programmes d'esprit alternatif, et est actif dans la politique locale depuis les années 1980.

Voir <http://www.regenbogenfabrik.de/index.html>.

Un autre exemple marquant qui parallèlement à l'habitat alternatif a quelque impact sur la vie sociale et culturelle des villes est la UFABabrik, une ancienne usine de production des films, qui est depuis plus de 30 ans une maison commune à 30 personnes et un lieu de travail pour 180 personnes.

Voir <http://www.ufafabrik.de/en/nav.php?pid=44>.

Des projets du même type peuvent être vus aux adresses suivantes :

<http://www.schokofabrik.de/>

<http://www.kerngehaeuse.de/>

<http://www.heilehaus-berlin.de/index.html>

<http://www.tommyhaus.org/>

<http://www.rauchhaus1971.de/index.php>

La majorité de la deuxième génération des projets d'habitat partagé de Berlin ont émergé dans le contexte de la chute du mur. Comme dans la politique du logement de la République fédérale allemande des années 60, les quartiers historiques de Berlin Est avaient été confrontés à une rénovation dévastatrice et avaient été laissés à l'abandon ; le très grand nombre d'immeubles vacants de logements wilhelminiens à usages mixtes

devint le terrain de bataille du deuxième mouvement de squatters de Berlin, qui s'empara de 140 immeubles vides entre Novembre 1989 et Octobre 1990. En novembre 1990 13 immeubles – le cœur du mouvement – dans le quartier ont été expulsés par 4000 policiers dans une bataille de rue de trois jours ; la réunification de l'Allemagne, dominée par la politique et l'économie ouest-allemande, avait été actée quelques semaines auparavant. Depuis les projets d'habitat partagé « illégaux » peuvent ou accepter l'offre d'apaisement du gouvernement de Berlin récemment élu qui force à passer des contrats à long terme (via un accord de location ou d'achat ou de location-achat du site) ou risquer l'expulsion tôt ou tard. Comme dans les années 80 à Berlin Ouest, à peu près la moitié des projets ont accepté de signer de tels contrat et ont pu ce faisant demander des fonds publics pour la réinstallation et la modernisation : en tout 70 projets.

Bien sur, en tant que co-fondateur de cet ex squat artistique, mon exemple favori dans la deuxième génération de projets d'habitat partagé à Berlin est celui qui s'appelle K 77. On peut trouver une courte histoire de ce projet dans mon texte : Faire évoluer le design participatif, aller au delà. Pour aller plus loin on peut regarder

<http://www.k77.org/>, cependant le site a été créé il y a plus de dix ans et n'est plus tout à fait à jour. D'autres projets de cette époque intéressants à regarder pourraient être :

<http://www.kuletheater.de/kuletheater.php>

<http://blog.lychi60.de/> et <http://www.ausland-berlin.de/>

<http://www.kinzig9.de/>

Les groupes de promotion collective de Berlin

En 2002-2003 la municipalité de Berlin arrêta de financer quelque forme d'habitat que ce soit ; les projets d'habitat partagé qui ont émergé depuis, la troisième génération, ont été réalisés avec des ressources privées seulement. Par conséquent, la majorité des projets qu'on peut trouver sur le site www.wohnportal-berlin.de s'organisent en groupes de promotion collective, les Baugruppen, qui sont des coopératives au prix du marché : avec l'intention de créer du bien être (entre amis, collègues, et autres qui conviennent), avec des idées plus ou moins ambitieuses sur le design et l'écologie, avec des ressources privées investies dans l'intérêt de la propriété privée individuelle. Surtout, il n'y a qu'une petite portion des espaces qui est organisée et possédée en

commun, à savoir la cour, le jardin, une terrasse, un espace de réunion, un salle de réception. Cependant un aspect très positif de ces projets est qu'il sont une alternative tout à fait attractive à l'habitat construit et géré par les promoteurs orientés vers le profit. En somme on peut parler d'un mouvement de Baugruppen (150 projets environ depuis 2005) et on doit reconnaître que cela attire les jeunes architectes.

A côté de www.wohnportal-berlin.de, le document récemment Self Made City, <http://www.jovis.de/index.php?lang=2&idcat=4>, introduit la question et présente surtout plus de 100 Baugruppen de Berlin.

Ce que ne font ni le livre ni le site, c'est promouvoir un habitat alternatif pour les « masses ». L'enjeu général de l'habitat n'est pas traité : dans le grand Berlin il y a 1,6 millions d'appartements et plus de 30% de la population vit dans la ville centre, qui est confrontée à une spéculation croissante, une gentrification et des déplacements de population. Par conséquent, le mouvement des BauGruppen peut être compris comme un problème, qui augmente depuis les années 70, et il semble donc qu'il faille se reporter aux années 20 et jusqu'aux années 50-60 pour réinterpréter et réactiver les modèles progressistes d'habitat de cette époque, si nous voulons contribuer fortement à un futur de l'habitat vraiment durable.

Cela dit, les trois générations, peuvent être considérées comme des îlots de bonheur, ce qui désigne le fait que leurs acteurs et agents, en majorité des classes moyennes et moyennes supérieures, plutôt diplômés, n'ont pas contribué à la question du logement comme telle.

Les architectes jouent ici un rôle intéressant et délicat, spécialement parce que de nombreux architectes de Berlin ont découvert le mouvement des Bau-gruppen comme un marché au sein duquel ils trouvent des clients bien éduqués et bien formés, et surtout avec des moyens économiques, et donc cette sorte d'architectes se mettent en colère si vous leur dites que l'on pourrait ne pas avoir besoin d'une architecture de Bau-Gruppen si élégante, mais plutôt de la renaissance de l'immeuble d'appartements wilhelminien mixé avec les schèmes de l'histoire moderne du logement (sociale et/ou socialiste).

Et alors bien sur, Berlin ne serait plus jamais une ville de locataires qui n'ont rien à dire mais sont exploités par des propriétaires publics ou privés. A la place les gens doivent avoir une forte parole, le besoin de devenir co-propriétaires. Et vous devez organiser la copropriété alors non seulement en termes d'argent, mais en stimulant une compréhension de ce qu'est un développement sociétal basé sur des relations non

monétaires – de nouveau les théories et les pratiques à propos des communs peuvent aider. Pour parler pratiquement on aurait besoin de comprendre comment les agences publiques, la politique de la ville et l'administration, les sociétés de logement publiques et non lucratives, les urbanistes et les promoteurs ont été impliqués dans tout cela dans le passé, et comment ils pourraient devenir des partenaires progressistes dans les temps à venir. Ou en d'autres termes : même si des acteurs et des agents de base ont contribué fortement à la qualité de la vie autogérée et orientée vers le commun à Berlin, dans une certaine mesure beaucoup d'entre eux auraient pu et ont pu le faire et sont soutenus par le haut de la hiérarchie – à travers des lots de lourdes batailles et donc sur le long terme. Comment le sommet de la hiérarchie a appris ? En ne les laissant pas penser et agir comme si c'était facile et causé par quelques grandes crises sociétales.

Mietergenossenschaft SelbstBau e.G.

Le Mietergenossenschaft SelbstBau e.G. est une association sans but lucratif qui a été établie dans le contexte de la chute du mur dans la partie est de la ville. En tant qu'association de logement bailleuse et sans but lucratif, sa mission est de partager le savoir et le pouvoir avec les autres de façon à soustraire autant d'appartements que possibles du marché immobilier normal. Cependant, comme l'association a démarré avec deux immeubles en 1990, en suivant une politique de loyers bas, elle se développe seulement lentement. Aujourd'hui elle possède 17 immeubles d'appartements offrant un habitat durable à long terme pour un certain nombre de gens (380 appartements), et aussi des espaces de commerce et de travail

Si vous voulez en savoir plus sur le Mietergenossenschaft SelbstBau e.G. vous pouvez regarder <http://www.selbstbau-genossenschaft.de>

.

Jusqu'à aujourd'hui 90% des Berlinoises sont locataires. 1,6 millions des 1.9 millions d'appartements sont loués. Cependant dans les années 1990 l'administration a privatisé 330 000 appartements sur un stock de 600 000 logements publics et a autorisé les sociétés de logement à recourir de plus en plus à une gestion dominée par le marché. Miethäusersyndikat, le syndicat des immeubles d'appartement, conseille les projets d'habitat autogéré et les autres personnes intéressées, participe à des projets, aide en finançant les projets, initie de nouveaux projets, cherche continuellement du crédit direct pour les projets autogérés.

En relation avec le syndicat, les occupants d'un appartement établiront une société à intérêt limité, qui ensuite achète le bâtiment. Ensuite les occupants paient un loyer à la société, mais sont en même temps responsables sous tous les aspects de la gestion de la compagnie, du financement de l'achat, de l'administration du bâtiment. De cette manière de l'espace à vivre abordable est préservé et le bâtiment est protégé contre l'exploitation par des spéculateurs immobiliers.

Le cœur de ce programme est ce qu'on appelle le crédit direct. La compagnie, c'est à dire les occupants emprunte l'argent directement à des personnes privées (amis, relations, familles etc...) avec un taux d'intérêt de 0 à 3%. Ce crédit direct peu cher est utilisé pour rembourser le prêt bancaire cher à plus de 6% utilisé pour l'achat initial du bâtiment. Les profits gagnés après l'amortissement du prêt bancaire sont utilisés pour financer des nouveaux projets.

<http://www.syndikat.org>

Jusque récemment ce syndicat, actif dans toute l'Allemagne, s'engageait seulement pour aider à soustraire du marché des immeubles d'appartements existants. Cependant depuis un an un groupe de gens travaillent ensemble avec Oliver Clemens, du comité de rédaction du magazine An Architektur, pour réaliser le premier Mietshäusersyndikat pour du projet neuf. Le projet est hors normes, spécialement dans Berlin. Pour réaliser un projet de BauGruppen il faut dépenser 2000 euros par m2. Le projet du Mietshäusersyndikat sera réalisé avec 1300 euros/m2. Plus d'information à oliverclemens@yahoo.de

Actuellement, l'institut IFAU et Jesko Fezerand (<http://www.berlin.heimat.de/home/ifau>) et d'autres architectes sont en train de développer un modèle d'habitat autogéré et orienté vers le commun, pour franchir l'écart entre la propriété individuelle des futurs appartements et quelques espaces financés et gérés collectivement. Si j'ai bien compris, ils entendent aussi leur concept et leur design comme un modèle d'habitat moderne dans le bon sens du terme, abordable et participatif.

Les travailleurs collaboratifs

Un groupe d'architectes, de promoteurs et d'experts en communication a commencé à travailler ensemble il y a deux ou trois ans pour faire en sorte de réduire l'écart entre les Baugruppen au prix du marché et l'habitat alternatif abordable. Dans cette

perspective leur projet le plus visible est <http://www.spreefeldberlin.de>, une construction à venir sur la rivière Sprée. Actuellement trois bureaux d'architectes dessinent un projet de 7500 m² d'usages mixtes qui serait ouvert pour être approprié par une variété de cultures d'habitat autogérées et orientées vers la construction de communs. Un autre caractère original du projet est sa contextualisation volontaire dans une des zones de développement les plus visibles de Berlin, c'est à dire la zone de la rivière Sprée dans le centre ville qui a été longtemps le champ de bataille des alternatifs et des gauchistes, des champions de l'activisme urbain contre les ambitions des grands promoteurs.

Voir <http://www.zusammenarbeiter.net>

Notes sur d'autres systèmes européens :

La Suisse: Il y a une longue tradition de coopératives de logements, par exemple 30% du parc immobilier de Zurich, et il y a de nouvelles réalisations qui contribuent au mouvement de manière intéressante. Par exemple Kraftwerk 1 (à peu près 500 habitants, <http://www.kraftwerk1.ch/>), et un Kraftwerk 2 et 3 a été réalisé ou est en construction.

Autriche 1960 – 1980

Contrairement à la Suisse l'Autriche a un fort secteur d'habitat social. A l'intérieur de celui-ci qui est plutôt fortement dirigiste, il y a des architectes comme

Ottokar Uhl (http://de.wikipedia.org/wiki/Ottokar_Uhl), Eilfried Huth

(http://de.wikipedia.org/wiki/Eilfried_Huth), ou Fritz Matzinger

(<http://www.matzinger.at/>)

qui sont des théoriciens et praticiens fantastiques en termes d'habitat programmé et construit en participation. Il existe un compendium de l'architecture participative autrichienne, une histoire des relations entre professionnels, institutions publiques et usagers (beaucoup plus forte qu'en Allemagne. Cependant comme ces approches ont été financées comme des expérimentations avec des fonds exceptionnels, elles n'ont pas été intégrées au système d'habitat social.

La ville de Vienne était et est toujours le principal promoteur de logements en Autriche.

A la différence de Berlin le système ne s'est pas effondré, dans une mesure relative mais suffisante. Cependant c'est une histoire de lutte contre les coopératives, une histoire de mouvement social-démocrate paternaliste. Un des quelques exemples en activité autogéré et orienté vers la construction du commun est la Sargfabrik (une association sans but lucratif d'environ 200 résidents qui ont détourné le système de logement social

<http://www.sargfabrik.at/>). Et il y a un petit nombre de projets émergeant dans le même esprit.

Pays Bas

La participation est bien portée dans la vie quotidienne néerlandaise (on trouve des valises participatives très normatives) et les projets qui en tiennent compte sont nombreux. Un bon nombre de cas intéressants sont recensés dans le livre de Jesko Fezer et dans le mien

Hier entsteht. Strategien partizipativer Architektur und räumlicher Aneignung.

A côté des théories de Nikolaas John Habraken et d'un certain nombre d'opérations participatives d'habitat social faites par un de ses collègues, un exemple intéressant de modèle d'habitat autogéré et orienté vers la construction du commun est appelé Centraal Wonen (depuis le milieu des années 70). Il s'agit de groupes de maisons en bande de 4 à 5 familles, installées dans des banlieues principalement, accessibles seulement aux piétons, conçues comme des communautés, avec un espace supplémentaire commun, avec une cuisine, du mobilier mobile, un espace pour les hôtes. Ce qu'ils n'ont pas dans les m2 privatifs ils le mettent dans l'espace commun

http://nl.wikipedia.org/wiki/Centraal_wonen.

Danemark: Comme aux Pays Bas la participation n'est pas un problème important car c'est le premier pays européen à l'avoir institutionnalisée au niveau de l'Etat. Depuis les années 1970 il y a un fort mouvement coopératif et le cas de Christiania.

Suède: Il y a une tradition d'habitat collectif dans l'habitat social, avec le concept de cuisine commune, et un développement des associations non lucratives depuis les années 60. Il existe des projets d'habitat collectif. Par contre la combinaison de l'habitat avec d'autres programmes est rare.

Quelques indications bibliographiques

<http://www.bauwelt.de/cms/ausgabe.html?id=1174055>

Jesko Fezer & Mathias Heyden „Introduction to Under Construction: Strategies of Participative Architecture and Spatial

Appropriation” in: What remains of a building divided into equal parts and distributed for reconfiguration: Surface Tension Supplement No. 2, Berlin - Los Angeles 2009

www.errantbodies.org

Mathias Heyden & Ines Schaber „Hier ist die Rose, hier tanze! / Here is the rose, here dance!“

in: Wer sagt denn, dass Beton nicht brennt, hast Du's probiert? Film im West-Berlin der 80er

Jahre / Who says concrete doesn't burn, did you try? West Berlin Film, 80sBerlin 2008

www.bbooks.de

Mathias Heyden „Partizipative Gestaltung entwickeln! Ein Bericht aus Berlin, und darüber hinaus“

in: New York – Berlin. Kulturen in der Stadt, S. 173 – 195 Göttingen 2008

www.wallstein-verlag.de/9783835303287.html

Mathias Heyden „Evolving Participatory Design. A report from Berlin, reaching beyond“

in: field. a free journal for architecture, p. 31 – 45, October 2008 www.field-journal.org

An Architektur & Mathias Heyden (Hg.), An Architektur 19 – 21: Community Design.

Involvement and Architecture in the US since 1963 (AA 19 Projects, AA 20: Texts, AA 21: Public Interviews)

September 2008, www.anarchitektur.com

Heinrich-Böll-Stiftung & Mathias Heyden, „Gemeinschaftliches Bauen und Wohnen“

Online-Dossier in: Kommunalpolitische Infothek der Heinrich-Böll-Stiftung, July 2008

<http://www.kommunale-info.de>

(Bereich Stadtentwicklung - Thema: wie Titel)

Jesko Fezer & Mathias Heyden „Pluralistisch-antihegemonialer Urbanismus,

Anwaltsplanung, partizipative Architektur und Community Design Center“ in: archplus 183: Situativer Urbanismus. Zu einer beiläufigen Form des Sozialen, S. 92 – 95 May

2007 <http://www.archplus.net/home/archiv/artikel/46,2715,1,0.html> English in

Urban/Act, a handbook for alternative practice, Paris 2007. French in Multitudes Nr. 31, Paris 2008

Bildungswerk Berlin der Heinrich-Böll-Stiftung & Mathias Heyden (Hg.) Berlin -
Wohnen in eigener Regie! Gemeinschaftsorientierte Strategien für die Mieterstadt
Berlin 2007

www.bildungswerk-boell.de

see also e.g. [http://www.bildungswerk-boell.de/downloads/Doku07-
Wohnen_in_eigener_Regie_-_BIW_2007.pdf](http://www.bildungswerk-boell.de/downloads/Doku07-Wohnen_in_eigener_Regie_-_BIW_2007.pdf)

Winfried Härtel & Kristian Wulkau, Heidi Cramer, Mathias Heyden, Jörg Mauer and
Herbert

Schneider www.Wohnprojekte-Berlin.info since 2007

Heinrich-Böll-Stiftung & Mathias Heyden „Nutzen vor besitzen: Neue Modelle zum
Umgang mit Brachen und Leerstand“ Online-Dossier in: Kommunalpolitische Infothek
der Heinrich-Böll-Stiftung September 2006 <http://www.kommunale-info.de> (Bereich
Stadtentwicklung - Thema: wie Titel)

Jesko Fezer & Mathias Heyden (Hg.), metroZones 3 Hier entsteht. Strategien
partizipativer Architektur und räumlicher Aneignung Berlin 2004 (1st edition), 2007
(2nd edition). www.bbooks.de/verlag/HierEntsteht English introduction:
www.metrozones.info/entsteht/index.html or www.claimingpublicspace.net (search:
Heyden)

7. Evaluation de Rurban à partir du concept de paysage productif urbain

Prof. Katrin Bohn – Bohn & Viljoen Architectes

Depuis une douzaine d'années, nous avons travaillé sur les concepts de design urbain permettant l'intégration de pratiques agricoles dans la fabrique des villes (européennes) afin de les rendre plus vivables, durables et résilientes. *CPUL City* propose une vision possible d'un futur urbain qui s'appuierait sur l'introduction planifiée de ce que nous appelons un « paysage urbain productif continu » (*Continuous Productive Urban Landscape* en anglais) – des paysages modelés par l'agriculture urbaine (Viljoen *et al.* 2004). Le travail du CPUL s'intéresse plus largement aux possibilités pour l'architecture, le design et le design urbain de rendre les systèmes d'agriculture urbaine plus durables. Du point de vue du design urbain, les projets d'agriculture urbaine deviennent particulièrement intéressants quand ils s'inscrivent dans des stratégies plus larges de **paysage urbain productif** susceptibles d'avoir un impact considérable sur le(s) **système(s) alimentaire(s)** d'une ville.

Encourager et évaluer des paysages urbains productifs

Il n'existe pas encore de mesures universelles pour évaluer les projets portant sur des problématiques agricoles, en particulier quand l'accent est mis sur les aspects qualitatifs (i.e. socio-politique, culturel) et non quantitatifs, comme dans le cas de R-Urban. Dans le cadre de notre travail ces cinq dernières années, nous avons tenté d'avancer sur ce sujet en proposant un kit d'actions, le *CPUL City Actions*, qui synthétise à la fois des découvertes issues d'une grande variété de projets et qui propose des conseils pour des futurs projets d'agriculture urbaine (Bohn&Viljoen, 2010). Nous avons utilisé ce kit d'actions pour ce rapport afin d'analyser la démarche, les avancées et les défis de l'Agrocité. Ce kit peut être résumé en quatre points quel que soit le projet entrepris, son échelle, sa localisation et son but spécifique – en résumé : **visualiser, répertorier, négocier, se tenir informé.**

CPUL City Actions : Observer l'agriculture urbaine au sein de R-Urban

- Action **U+D = bottom Up + top Down**

Les projets d'infrastructure de même que les projets d'agriculture urbaine nécessitent des initiatives, une conception et une planification à la fois top-down et bottom-up.

Un projet d'agriculture urbaine aura plus de chances de réussir sur le long-terme s'il peut s'appuyer sur un groupe important de soutiens, actifs ou passifs, régulièrement engagés dans des processus de négociation avec les entités qui gouvernent leur vie – par exemple, le conseil municipal ou les **systemes de distribution agroalimentaire** (*food distribution systems*).

Concernant R-Urban et l'action U+D, il est nécessaire de suivre les stratégies, étapes et outils suivants nécessaires à la réussite de tout projet d'agriculture urbaine :

1. développer des relations multiples entre les différentes parties prenantes du projet, les communautés locales et les décideurs municipaux afin de créer un solide réseau de soutien pour le projet
2. encourager des négociations continues avec les **groupes agroalimentaires locaux** (*local food groups*) au sens large (i.e. fournisseurs de graines biologiques, chaînes de supermarché) afin de créer des **systemes d'alimentation urbaine** (*urban food systems*) en circuit fermé qui puissent intégrer pleinement le projet
3. programmer des événements, générer des occasions de rencontre sur le lieu du projet afin d'augmenter la visibilité du site auprès du public et l'envie de l'utiliser
4. collectivement, développer et défendre, débattre et redéfinir, se mettre d'accord et se décider sur les objectifs, les règles, les ambitions et les étapes du projet afin de lui assurer un soutien collectif sur le long-terme.

L'expérience d'AAA pour réunir les gens autour de la table, trouver des espaces, obtenir des financements pour R-Urban et fournir un cadre de travail pour ses parties prenantes assure à l'Agrocité des fondations solides, enracinées localement, et garanties par des experts. Sur le plan de l'agriculture urbaine, il sera extrêmement important d'établir des relations de travail fortes avec les experts agricoles locaux tels que des agronomes, des experts horticoles, ou des groupes agroalimentaires locaux au sens large, soit comme conseillers, soit plus dans l'esprit du projet comme participants directs au projet. Pour les designers urbains, le document de référence le plus complet, bien que non local, sur les systèmes agricoles urbains est probablement le *Policy Guide on Community and Regional Food Planning* par l'*American Planning Association* (APA 2007).

Parce qu'AAA communique déjà avec le conseil municipal de Colombes depuis plus de deux ans, la relation entre R-Urban et les autorités locales est déjà bien développée, ce

qui est un avantage par rapport aux nombreuses initiatives qui démarrent leurs activités agricoles en même temps qu'elles les négocient.

Si les points suivants n'ont pas déjà été négociés par AAA, il pourrait être important pour l'Agrocité de :

- mettre au point un accord sur l'usage du site avec la municipalité précisant les temporalités du lieu, les responsabilités de parties et les arrangements financiers
- communiquer avec les services de la mairie en charge des espaces verts, de l'agriculture et de la biodiversité, à propos de l'agriculture urbaine
- savoir si la municipalité possède un jardin collectif
- vérifier les règles d'hygiène concernant l'alimentation locale
- souscrire à une assurance basique pour couvrir les risques d'accident
- tisser des relations avec les initiatives locales telles que les AMAP, etc.

Actuellement, l'Agrocité saisit toutes les possibilités qui émergent des différents échanges d'informations, de connaissances, et des aspirations des participants, à l'occasion des ateliers publics par exemple. Il sera nécessaire de choisir les options agricoles les plus réalistes et se mettre d'accord en amont sur les paramètres clefs nécessaires à leur mise en place à l'Agrocité car l'organisation de l'espace et les usages des habitants dépendront beaucoup du type de production agricole choisi.

D'autre part, l'Agrocité accueille des journées portes ouvertes chaque weekend alors que les habitants se rendent sur le site et les jardiniers cultivent leur parcelle. De plus, AAA coordonne régulièrement des ateliers publics, des événements ponctuels et des newsletters, afin de discuter du futur du site.

• Action **VIS = Visualiser les conséquences**

*Les qualités et objectifs de l'agriculture urbaine et des **paysages urbains productifs**, tels que ceux du CPUL, nécessitent une visualisation afin d'influencer les décideurs et sensibiliser les citoyens.*

Visualiser les idées et les concepts se fait à travers le design et/ou des maquettes de l'idée en question, ce qui permet de prévoir et discuter des résultats potentiels. Dans le cas des **paysages urbains productifs**, cette action fait aussi appel aux experts de l'agriculture urbaine permettant un processus de visualisation pluridisciplinaire. Concernant R-Urban et l'action VIS, il est nécessaire de suivre les stratégies, étapes et outils suivants nécessaires à la réussite de tout projet d'agriculture urbaine :

1. créer des images et des visions (dessinées, construites ou verbales) qui communiquent les valeurs spatiale et environnementale ainsi que les usages du projet

d'agriculture urbaine à tous les membres du public afin de s'assurer un soutien actif et durable

2. défendre le potentiel de l'agriculture urbaine et des paysages urbains productifs comme décor organique dans la ville afin d'élargir la perception commune de ce qui constitue un beau paysage et des modes de vie désirables

3. penser 3D – les murs, les toits, les barrières peuvent devenir des espaces de production agricole – afin de maximiser l'impact potentiel des systèmes agricoles urbains alternatifs

4. fournir des conseils illustrés sur la conception et la réalisation de paysages productifs afin d'accroître leur variété, leurs usages, leur durabilité et leur qualité esthétique.

Pendant les deux années qui ont précédé l'Agrocité, AAA a visualisé les transformations possibles de l'Agrocité à travers plusieurs séries d'images ; ces images étaient porteuses d'une vision suffisamment forte pour obtenir des financements européens, le soutien de la municipalité et l'enthousiasme des habitants.

Comme type d'espace d'agriculture urbaine, l'Agrocité est un jardin collectif. L'Agrocité innove par son orientation vers une démarche participative, et pourtant élaborée, de production de l'espace, qui dépasse les ambitions de nombreuses initiatives récentes de jardin collectif. Comme beaucoup de projets d'agriculture urbaine, l'Agrocité est plus qu'un simple espace agricole : il permet **d'expérimenter une vision (experienceable vision)** du paysage, de la productivité et des modes de vie dans la ville.

Sur le plan du système alimentaire urbain, la production agricole de l'Agrocité a une « valeur symbolique ». Cela pourrait devenir potentiellement problématique pour le succès du projet R-Urban dans son ensemble si l'agriculture urbaine devenait un geste symbolique. Pour se prémunir de cette situation, R-Urban pourrait mener les actions suivantes :

- viser des rendements supérieurs et dans une certaine mesure l'auto-suffisance
- déterminer plus précisément comment et où les productions de l'Agrocité seront utilisées
- cartographier où/ comment les récoltes actuelles sont utilisées
- mener des activités autour du **système alimentaire urbain (urban food system)**, telles que la production et/ou le stockage des graines et des semis qui pourraient être distribuées dans la ville, un espace pour enseigner le jardinage et la cuisine, ou encore des systèmes de compostage par exemple.

Les jardiniers de l'Agrocité cultivent sur le site, ce qui semble être une première étape

adaptée à l'appropriation du site. A cet égard, il pourrait être intéressant de commencer à explorer de nouvelles formes d'agriculture urbaine, en utilisant les barrières existantes et les structures du site pour les plantations et tester des variétés de plantes qui poussent verticalement.

• Action IUC = **Inventaire de la Capacité Urbaine** (*Inventory of Urban Capacity*)

Un inventaire est nécessaire sur chaque site, en particulier concernant les capacités en termes d'espace, de ressources, de gestion et de parties prenantes, afin de répondre au mieux aux opportunités locales.

Les ressources disponibles doivent être systématiquement répertoriées et intégrées à la planification et à l'exécution des projets de paysage urbain productif. Concernant R-Urban et l'action IUC, il est nécessaire de suivre les stratégies, étapes et outils suivants nécessaires à la réussite de tout projet d'agriculture urbaine :

1. cartographier les espaces et les ressources (cf. terrains, soleil sol, air, frontières, accessibilité, eau, propriétés..) afin de construire un catalogue d'opportunités spatiales
2. identifier les défis et les parties prenantes potentiels pour les différentes phases de développement du projet afin de s'assurer les capacités locales suffisantes pour le maintien du projet
3. viser des systèmes sans déchet – cultiver, manger, composter, cultiver,...- pour maximiser l'Intensification Ecologiques des espaces urbains ouverts
4. identifier les ressources locales et les capacités managériales comme fondements pour de nouveaux modèles économiques, une production respectueuse de l'environnement, et un commerce équitable entre les fermiers urbains

Lors de ma visite à l'Agrocité en juin 2012, de nombreuses capacités physiques et spatiales avaient déjà été cartographiées et évaluées ; de même que l'accès à la terre, un des défis les plus importants dans le cas de l'agriculture urbaine, avait été résolu. La terre appartient à la municipalité, il sera donc important de se mettre d'accord avec elle sur la durée nécessaire au bon déroulement de R-Urban. Pour des projets d'agriculture urbaine, un bail de 10 ans est une durée minimum pour justifier les efforts entrepris; dans le cas d'une recherche de rentabilité financière, un bail de 15 ans minimum est préférable alors qu'une durée inférieure peut suffire pour un projet visant les communautés locales.

La stratégie actuelle d'AAA pour le développement du site démontre d'une bonne compréhension des problématiques liées à l'accessibilité, aux frontières, l'orientation (cf. soleil) et l'approvisionnement en eau.

La plupart des projets d'agriculture urbaine dans les pays du Nord recherche des modes de production biologiques et locaux ; à cette fin, R-Urban pourrait mener les actions suivantes :

- mesurer rigoureusement la qualité de l'air et du sol sur tout le site
- mettre en place un système de compostage des déchets organiques servant ensuite à régénérer le sol
- se mettre d'accord avec les jardiniers urbains sur des codes de bonnes pratiques, notamment concernant l'usage d'engrais et de pesticides
- procurer (échanger ?) des graines et semis biologiques

Comme pour de nombreux projets d'agriculture urbaine, l'identification et l'activation des capacités managériales nécessaires au fonctionnement de l'Agrocité est aussi un vrai défi. A cet égard, deux aspects méritent d'être considérés :

- dans la mesure où le travail bénévole est souvent indispensable à la mise en place d'un projet d'agriculture urbaine, il est nécessaire – au moins au début – de distribuer correctement ce travail entre les acteurs
- si la production agricole devient la caractéristique clef de l'Agrocité, des fermiers urbains dédiés à cette activité devraient orchestrer la production sur le site

- Action **R = rechercher pour le changement (researching for change)**

La recherche continue, le développement et la consolidation des projets et concepts de paysage urbain productif est nécessaire pour faire face aux changements de circonstances.

Les conditions sociales et environnementales peuvent changer rapidement à différentes échelles; une évaluation et une évolution permanente des projets d'agriculture urbaine est donc indispensable, nécessitant des travaux de recherche à court et long-terme. Pour mener à bien cette action, les partenaires doivent être d'un côté des experts et des chercheurs universitaires, et de l'autre des fermiers urbains sur le terrain.

Concernant R-Urban et l'action R, il est nécessaire de suivre les stratégies, étapes et outils suivants nécessaires à la réussite de tout projet d'agriculture urbaine :

1. rester flexible et ouvert de manière à pouvoir affronter rapidement et/ou radicalement les changements de circonstances (économiques, climatiques, socio-politiques)

2. consolider le projet d'agriculture urbaine en tenant compte des progrès de la recherche agricole (sol, rendements, air, plantations) et des méthodes émergentes d'utilisation et de production des espaces urbains
3. appréhender les paysages urbains productifs comme partie d'un **système agroalimentaire urbain (food urban system)** afin de développer des structures économiquement viables dans l'intérêt du projet d'agriculture urbaine et de la résilience de la communauté locale impliquée
4. penser stratégiquement afin de répondre à différentes conditions urbaines telles que des densités d'habitation variables, les inégalités de revenus entre différentes zones, etc.

8. Questions sur le commerce, l'échange et la dissémination dans R-Urban

Kathrin Bohn - Art and trade expert

'this is the shop and the shop can be many things'

The title refers to an exhibition in 1994 curated by Bart de Baere at SMAK in Ghent, which was called "This is the show and the show can be many things". It was a curatorial project to play with the conventions of exhibition making and to invite visitors into an exhibition in the making instead of finished product. The exhibition title has since been adapted for many different social, spatial and cultural projects and I am going to use it today to speculate and sketch out forms of trade and the new R-Urban shop.

The production and distribution – or their dissemination - of things as a social, cultural and public realm interests me in many of my projects. The ways in which things are made and traded is where my work starts.

I'm writing and presenting here as an artist who is and has been involved in a number of 'shops' and projects where the exchange of goods and knowledge makes the meaning of the work. This is to reclaim trade as a socio-cultural space through art and as public realm.

Four examples:

'Park Products' is a one year long product development, production and distribution project in Kenstinton Gardens, London. 11 new Park Products were developed collaboratively with user and staff groups from the park together with product design students from the Royal College of Art. The products were then traded from a mobile market stall across Kensington Gardens. The currency for each product was set by its producer group and ranged from barter to swaps to story telling.

By Kathrin Böhm and Andreas Lang, commissioned by Sally Tallant for The Serpentine Gallery, London, 2004

'International Village Shop'

A self-initiated growing network of temporary and permanent production and trading places for goods with strong local links.

The project is currently run by myvillages.org
2006, ongoing

‘Eco Nomadic School’

The ‘Eco Nomadic School’ is a continuation of [Rhyzom](#), a pan-European project about local cultural production and trans-local dissemination. The Eco-Nomadic-School organises workshops and seminars with groups who are involved in particular local projects and facilitates a network for exchange across the partnering organisations.

With aaa Paris, Agency Sheffield, myvillages and FCDL Brezoi.

‘Trade Show’

A group exhibition curated by Kathrin Böhm and Gavin Wade to explore, commission, present and implement trading structures used by artists within everyday life situations.

Eastside Project Space, December 2013

Why did I decide to talk about shops and trade in relation to R-Urban?

My response to an invitation like this, where Doina and Constantin asked me to reflect on local and alternative economies for R-Urban, is to try and develop a feasible and actual proposal which brings together observations and actualities from the site. I started to look at what could be traded and exchanged, and in which format and in which place this might happen. I used the concept of a ‘shop’ in order to localise my suggestions and to start considering the different ‘counters’ it would need.

“The shop can be many things”.

The ambition is to reclaim the language and practices of economy and trade through – in my case – cultural approaches, and to open up and explore experimental, playful and feasible adaptations of trade for everyday contexts.

Economy is something we all do – even though the looming financial economic crisis with its vast and abstract aspects tends to push us in a state of frustration and depression. The language of austerity reinforces economy as a reality that dominates us and which we have to abide. However ‘to start here and now to make new economies’, one of the key ideas of the Community Economies Collective, is a reality for most of us. It is something we do anyway, and it’s probably more a matter of recognizing and exploring this as an actuality, than having to initiate it.

The New Economic Foundation based in London also declared more than a decade ago that it was time to reclaim the language of economics for everyday use and to appropriate its meaning and function for the small scale, the human and non-monetary economies. The aim is

to make economy part of what we do in our everyday life again rather than something someone else does for us. It is also about developing narratives and a language again that allows us to describe our varied economies as part of the everyday. Economy needs to become concrete again and tangible, like a piece of land that can be shaped and used.

In the introduction of their book 'It's the political economy, stupid. The global Financial Crisis in Art and Theory', the editors Gregory Sholette and Oliver Ressler point out correctly that we tend to use "econspeak" when it comes to talking about economy and the way capitalist language has infiltrated our everyday vocabulary.

However I will keep using the words shop and products and trade for now, and place them within a context of commoning and a culture of sharing, which has been set out as an objective for R-Urban.

I also use these words because of their familiarity. They are terms related to known spaces and evoke strong and concrete images and memories. As such they can create some common ground for collective action because everyone has an understanding of how to use a shop.

In my own work I often start with these types of familiar spaces such as a porch, a milk float (an electronic delivery vehicle), a museum, a pub, a garden, a school, a shop. I then introduce unfamiliar elements, for example the porch becomes public, the museum informal, the school nomadic, the shop non-commercial.

I once asked Leila McAlister, who is the shopkeeper of a small local grocery store in Shoreditch why she runs a shop and her answer was: "I like shops, because they are very straight forward".

I am interested in shops as familiar and everyday places for social and cultural exchange. Shops are incredible exhibition and communication spaces organised around negotiations and agreements and are based on mutual agreement over value.

Jane Jacobs in *The Death and Life of Great American Cities* argues that the myriad of personal exchanges that take place in a street everyday create a strong sense of local identity

"A shop can be anything."

Small, big, tiny.

Messy, tidy, organised, chaotic.

On the corner or online.

Glossy, shabby, designed, appropriated.

Exclusive, inclusive, owned, shared, individual, communal.

There are a million reasons to go to a shop.

And there can be a million things in a shop.

It's time to look at some shops.

Brezoi Shop - neighborhood provision

A small shop situated in a stand-alone wooden building in one of the residential neighbourhoods of Brezoi (Romania). The shop offers a range of durable goods, everyday items and snacks. A friendly bench and table in the porch frame the entrance and make a casual social space between stepping off the pavement and entering the shop.

Honesty Shop - local production in a tourist village

The Honesty Shop in Coniston is run by Grizedale Arts and stocked by everyone who wants to trade their homemade goods from the village and surroundings. The shop isn't staffed, but goods are priced and money is paid into a well fixed money box. A book is provided to list the purchase and leave a name and comments. The products and their origin are listed on a blackboard. 80% of revenue goes back to the individual producers, the rest remains with Coniston Institute, the place where the shop is housed and which provides a range of communal facilities such as a reading room, function hall, community library and kitchen.

Chatsworth Road - independent shops, weekly market and local entrepreneurial spirit

This neighbourhood high street has maintained an impressive variety of mainly independent retailers. With the impact of recent changes in the neighbourhood the range of enterprises and more high end shops have moved in. A weekly market is slowly re-established and parts of the pavement, corners, walls and bits of the school yard have become a space for local entrepreneurial experiments, from not-very-good street-dance, nail painting, second hand toys to mini stalls on a chair.

In his commentary "Saving the Highstreet", Richard Sennet compares the high streets to "commons". His argument is that high streets like the old agricultural commons knit the

entire community together, and that we think of them as places which support the community and which should equally be supported by the community.

Abbey Gardens Honesty Shop - garden surplus

An permanent counter is integrated into the fence that divides Abbey gardens from the road during night hours. The stall can be fed from inside and goods can be taken at any time from the street side. The Honesty Shop offers mainly surplus produce from the garden and a broader range of goods for special public events.

Shop Charterhouse Ittingen

The Charterhouse Ittingen is a public foundation and runs an extensive agricultural estate (100 ha) alongside a hotel and seminar business, restaurant, various production workshops with and scheme for integrated living and workspaces for adults with mental health problems and disabilities. The shops stocks almost 80 locally produced and manufactured goods. The range is professionally packaged and branded and sales from the shop have become an important contributor to the overall business.

Coffeeshop - aka Coffee and Cake sessions aka Village Café

The village of Höfen has no coffee shop. A group of women meets every first Friday of the month to have coffee and cake in the community house. Cakes are donated, and huge efforts are made to provide an impressive and enjoyable range.

Cakes are made in turns.

Farm:Shop - indoor food growing and mixed income

Farm:Shop is run from a terraced property in East London, combining facilities and experimental settings for indoor food production, a café and small shop, shared rentable workspaces and venue hire.

Basic shop - simple connection

The surplus produce from this kitchen garden Thurgau (CH) is sold on a camping table next to it. The money from such enterprises stayed traditionally with the female farmer.

Flower Shop in Chandieu Geneva

I am told that a retired florist lives in the large house, and she keeps selling fresh bouquets from her front garden.

Rustic Shop in CH – direct sales

A prefabricated holiday shed is being used to sell rare bread beef and other produce from this family farm, also using the honesty principle. A book is there to note down what one bought and how much had been paid.

Swap Shop Siebenlinden – reuse and appropriation

The Eco Village Siebenlinden runs a variety of businesses, but also this large left-over shops with goods that people can either swap or simply take.

Sulzbürg Village Shop – cooperative village shop

After the last baker closed down as the last remaining shop, a group of women decided to set up a cooperative village shop. It is now in its 11th year and the product range covers most everyday needs, including a special selection of goods for the growing Turkish community in the village. Sales assistants are paid the minimum wage, and work there not just for the money but mainly for the social contact. The overall business administration is run on a voluntary basis.

Car boot shop – ad hoc, opportunistic, humorous

People's Supermarket – co-operative

The supermarket is run as a cooperative. I was interested in their ongoing struggle between having to be commercially viable and being socially, politically and culturally ambitious.

My grandparents' shop

The shop where I didn't have to pay.

TRADEABLES FROM R-URBAN

Back to a shop for R-Urban, and the question what is in this shop?

The tradeables for R-Urban result from local activities in each of the three sites and in between. Ideally they feed into a circle of exchange, where the producers are directly linked to the trade of their goods, and where the consumption and income from the trade supports and strengthens other local activities.

Some of the goods and services are obvious, others aren't at all.

I think it's therefore useful to start an inventory of existing and imaginary goods.

A list of what is and could be traded. This list will also help to understand what kind of 'trading counters' exist and are required, and how much space, such as processing facilities and storage will be taken up by the goods.

Again, please make notes and sketches for goods you think should be traded.

What is produced?

Goods range from energy to vegetables and tools, compost sets, DIY kits, manuals, building material, food and ideas.

From my four visits so far I've noted and collected following goods and services:

Knowledge

Gardening, Community Action, Bottom Up Regeneration, Eco Technologies, Organising ,
Fundraising for cooperative projects, Housing, Reuse, Recycling

Formatted knowledge transfer

Gardening Sessions, Seminars, Drop in workshops, Courses, Local and trans-local knowledge transfer, Eco Nomadic School, Life Projects, Let s Trade, ...

How to make a clay oven, How to build a vegetable patch, How to build a dry toilet, Cooking, Food Preservation and Processing, How to make a Wormery, Inter-cultural Cooking Lessons,

DIY Aquaponics, How to dismantle found objects, Lessons in Guerilla Gardening, Grow Your Own Nursery, Dry wall Construction Course, Power tool sessions for women, Systeme de soutienement, Language lessons

Manuals and leaflets

Garden produce and food

Soup of the day, Herbal teas, Light lunch menu, Catering for events and private functions, Friday Pizza, Harvest dinner, Fresh herbs, Plants, Seeds, Vegetables, Pick your own, Cabbage leaves

Materials

Building and construction material, Wooden floor tiles, Urban stones, Windows, Found objects

Objects/tools

Plant labels, Mobile oven, Pizza board, Sun screens, Jewellery line, Bird boxes, Jardin vertical box set, Typography R-Urban, downloads

Events/social

Self-organised or rent out, Pizza nights and film screenings, Reading Group, Monthly Harvest Dinner

Energy

Water, Chauffage au compost

Transport/Mobility

Car Share, Local deliveries by bike, EU mobilities

Labour

Carrying, Hay making, Unloading, Weeding, Gardening, Consulting

Guest Goods

Tzuika, Postcards, Pantry, International Village Shop

A Shop for R-Urban

In this last part I want to highlight a few aspects and ideas which could make the overall economical ethos of R-Urban more visible and more located. With the aim to understand its economy as a varied one and one that is embedded in our everyday actions of sharing and exchanging. A local economy which includes formal and informal forms of exchange of objects and knowledge.

R-urban is ambitious, innovative, optimistic. Inclusive, alternative, ecological.
It definitely needs and wants an exiting shop.

A R-Urban 'shop' is the perfect public place to reflect the ambition and richness and generosity of the whole project. The 'shop' is therefore a crucial communication interface to show, tell and share what's being produced and distributed.

Here are a few ideas and sketches for how the R-Urban economy can be localised and manifest itself across the three sites.

The Swivel Counter

A counter demarcates the line where exchange takes place. A counter as a more conceptual construct can have any form of interface and is the demarcation line where exchange takes place.

Relationships between producers and consumers are not fixed. The relationship can change, the counter swivels and the in front and behind changes continuously.

The shift in roles from user to producer was important in order to question the idea of a

public park as provided facility for individual use. It was to interrupt the seemingly clear-cut division between provision and consumption, in order to stress the fact that the park as a public realm is constantly being co-produced by everyone involved.

Who is involved?

The concept of R-Urban is co-production, where everyone takes on different degrees of involvement. The moments of trade, economical action and 'counters' vary.

Moments can be:

- the completely informal individual when for example e.g. tips about growing spinach are ___ passed on at someone's plot
- the informal communal pedagogical in workshops and seminars and transferring knowledge
- the informal social like cooking together and sharing food
- more formal lessons in making
- stalls for selling and buying
- organised markets and shops
- permanent shops and trading sites, on site, off site and on-line
- trans-actions arranged through contracts
- trans-local dissemination through conferences, discussions and publications

The Shop is everywhere - Where to put up a shop sign?

R-Urban promotes and practices a Culture of Sharing – where things are being traded and exchanged, given and taken at innumerable. The economy of R-Urban takes place through those various and multiple forms of exchange.

The 'shop' is everywhere and it is not a matter of regulating and territorializing individual trade, but to communicate and understood that the project has a specific economical understanding and ethos.

The fact that many of us don't recognise many of our everyday exchanges as part the economy we participate in, is a general shortcoming and hindrance in acknowledging our different actions as part of an economical cycle.

Make sure and communicate that all forms of sharing and transferring and passing on are part of R-urban's economy. Not just the things that get sold.

Neighbourhood provision

R-Urban aims for a local economy and circuits of exchange between the sites.

The 'shop' will mainly be local, stocked through local production and providing for local needs. Some parts of it should have the capacity to trade and communicate on a trans-local scale.

What to call the local shop?

It is a 'Gemischtwarenladen', a 'Corner Shop', a 'General Store' a 'Boutique Locale', an 'Epicerie'?

This is an invitation to write down names for local shops, and in as many different languages and dialects that are around R-Urban.

The Look of the Shop - The shop as a portrait.

The shop, its design and stock tells you a lot about the shop's intention and ambition.

Stock in the shop needs to be as complex and varied as the project itself.

The shop has different functions, aesthetics, monetary values, economies, languages, etc.

Make sure you have not just garden produce on the shelves.

Consider aesthetics, the language of home-made and eco. Play with it.

Make sure you have contradictions on your shelves.

Processing Facilities

To invest into or more processing tools or instruments for different forms of production and transformation.

To invest in the means of production. Not just growing gardening and recycling knowledge, but also harvesting, transformation and "using things" knowledge. Tools can be manual, mechanical, electronic, etc.

A Shop Window for each site

It should be clear to those who visit and use the sites what's on offer.

A 'shop window' allows an insight into what can be acquired.

R-Urbans own econolanguage – Ecommonics

R-urban might develop its language of economy, based on an ethos of gaining through sharing.

An economy of making sure there is enough. Not profit orientated.

A non-gendered economy.

A mixed economy that involves money exchange, gift economies, swaps.

Lessons in Economy

Economy is not something added on, it is integral to everything, and also needs its own pedagogy. The same "pedagogy" of having individual gardening plots next to a more professional collective run one (Agrolab) could be applied to the subject of economy (Tradelab): R-urban could set structures for economies, e.g. market plots alongside a permanent shop, spaces for temporary trade given to local businesses, start up bursaries to support local individuals to make their own associated business, etc.

Who is the shopkeeper?

Who will be looking after the shop, open it up and make sure its well stocked, looking good and inviting?

Shopkeeping is a performance. The shop is a stage and the goods are props. The Shopkeeper is key.

The rule with the International Village Shop is that everyone can set up a shop, for however long they want.

Shopkeeper can be a full time occupation, it can also be a role to slip in from time to time.

What is the currency?

The different economies in place use different currencies. I think it's less of a matter of introducing a new currency but acknowledging the existing mix. Whether you pay with an euro, a favour, 20 minutes of cutting timber or a bunch of salad.

These possible currencies could be described somewhere.

Instead of "we are accepting Euros, Dollars and Mastercard."

multi-nationalism

Many of the users of R-Urban are multinationals. To make use of it and to remember that the local of R-urban is made up by multi-culturalism.

Keep it Hybrid

The cultural and economical.

Again, this is about the economy being integral, not something that is being added on in order to make a project financially viable and sustainable.

The current situation at R-urban has some clear components, with external EU money and local funding financing the set up of the infrastructure for the whole project.

A forecast for how R-urban will function economically in three years time might be a good exercise.

I can see a danger of the expectations being too high that the project will be able to sustain itself financially in the long term. Traditionally there is an either-or view of social enterprises. They are either commercially viable or cultural/educational and therefore subsidized.

I think it would be unfair to a project like R-Urban to expect it to be financially viable on top of all the other challenges and ambitions it has set for itself.

It might be healthy to be clear from the start that as a project it should be supported financially into the future in order to be able to achieve its wide range of ambitions.

If its economy turns out to be self-sustaining it is a surplus, but it shouldn't be a condition.

Pace of Trade

The different forms of trade and cycles of exchange also have very different pace – a salad being bought in 20 seconds, a flat being acquired in 14 months.

Common Goods - A proposal for more collective goods , towards common goods

One of the conversations we had after Rhyzom, with Andreas and Celine, was about 'how can you develop new commons?' And if commons are achieved through an act of commoning, how can there be an object-based notion of common?

The idea is to develop new goods in common.

Kathrin Gibson suggested that for her common goods were not just made in common, but would also stimulate further commoning, for example through looking after it together.

The collective developed goods I have been involved with so far are about the embodiment of something collective, rather than being a functional thing towards something collective. They are understood as objects which are owned in common.

To declare something a common goods makes it clear that the object is not a commodity.

“ I think the thing that interests me, is how objects can be something else, other than just commercial product, or just artwork. You know, they’re not just a sculpture and they’re not just a product, they are this odd thing in between. If you think about it, there’s not so many of those things around. Often things are either bought, like mass, or its very special objects, and then they’re art. But a cross over between the everyday and the very special, collected, developed collectively, it’s quite unusual. “ (Kathrin Böhm in an interview with Kim Trogal, May 2012)

In regards to produce and objects that result from R-urban it would be interesting to speculate on what are or could be common goods. The land and the facilities are used in common, which is very clearly set up, communicated and facilitated.

Can some outcomes and products from these activities be declared common goods?

I suggest the development of one or a few collectively developed goods.

To bring together a group to develop a new product based on the existing pool of knowledge and in response to Agrocite.

The first shop - Imagining a shop for Agrocite

Once the building is starting to get used, a huge effort should be made to have a brilliant shop. This can be for just a few weeks, but the shop should give an idea of what is being produced and exchanged within R-urban.

The first shop is an introduction to all possible shops.

The project is so rich and the shop should be impressive.

It should make everyone feel ambitious about what else is possible.

In the same way the garden has done this so far.

Ideally I would see R-urban to be able to experiment and test various models and modes of trade. Some instigated and run by R-urban, others prepared and offered to others.

The R-Urban Shop should be a large practical brainstorm, a period of setting up certain structures for experimenting and testing different forms of trade.

Trading Rules - Code of Trade

There might have to be some simple rules: that profit or some profit needs to be reinvested in the common and communal aspects or R-urban.

References:

Self Organisation / counter-economic strategies, Will Bradley, Mika Hannula, Cristina

Ricupero, Superflex (Eds), produced by NIFCA, Sternberg Press, 2006

Self Organised, Stine Hebert and Anne Szefer (eds.), Occasional Table, Open Editions, 2013

Hungry City. Carolyn Steel, Vintage, London, 2009

It's the Political Economy Stupid, Gregory Sholette and Oliver Kessler, Pluto Press, 2013

Undoing Property? , Marysia Lewandowska and Laurel Ptak (Eds.), Sternberg Press, 2013

The Pragmatist Imagination, Joan Ockman (Ed.), Princeton Architectural Press, 2000

No Local, Greg Sharzer, zero kooks, Winchester, UK, 2012

Trans Local Act. Cultural Practices Within and Across, published by aaa, Paris, 2010

Commonwealth, Michael Hardt and Antonio Negri, Harvard University Press, Cambridge, US, 2009

Conversation Pieces, Grant Kestler, University of California Press, 2004

The Death and Life of Great American Cities, Jane Jacobs, Random House , New York, 1961

Richard Sennet, "Saving the Highstreet", Guardian, 15/01/2013

Anarchism, Agriculture, Anthropology, James Scott, 2010

<http://www.theory-talks.org/2010/05/theory-talk-38.html>

The Violence of Financial Capitalism, Christian Marazzi, 2011

<http://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2013/01/2013114142638797542.html>

Technology will save us, London

<http://technologywillsaveus.org/about/>

9. Evaluation anthropologique de la mise en place de R-Urban

Camille Altani (extrait du Memoire de Master en Anthropologie et Agro-Ecologie)

1. R-Urban : a multi-scale project. Characteristics and benefits

1.1. "Complex, Multi-Scale Systems to Cope with Complex, Multi-Scale Problems"

This quote borrowed to Elinor Ostrom (2010, p. 8) pretty much sums up the necessity for multiscale projects. However what this entails is still unclear. How was the need for a project like R-Urban rationalised by its conceptors? How is its discourse framing the link between local actions and global challenges?

R-Urban's conception started with the observation that cities today are facing major challenges and changes at ecological, economical and social levels: climate change (on which they have a great impact through their activities), economical crisis and high unemployment rates, individualism and loss of social link... The processes which give birth to these challenges are extremely complex and depend on a set of inter-connected factors which are hard to change at the scale of the individual. However, R-Urban's conceptors strongly believed that citizens could not wait for governments to act on these processes and, further, that they had an important role to play in tackling them through their lifestyles. R-Urban was thus conceived as a strategy that offers a frame within which urban dwellers can explore alternative ways of living in a more sustainable manner. This encompasses more than simply creating eco-neighbourhoods which can be seen as "quick fixes" addressing only the infrastructural aspect of unsustainable lifestyles but not tackling the culture, habits and social frames that gave rise to them in the first place. The strategy is to create local networks and economical, social and cultural ecological short circuits in relation to various urban activities (AAA 2012) and, thus doing, to "explore possibilities of enhancing urban resilience" (Petcou & Petrescu 2010). These networks start off with (in time, resident-run) hubs focusing on certain activities, which represent "spaces of opportunity" where people can experiment and develop ideas. Agrocité in Colombes is one such hub which revolves around the production of food and social link. The community garden is a space where gardeners can experiment on cultural techniques and be introduced to certain practices, such as composting or re-using. These activities are realised on people's leisure time, but the space can also be used to develop certain economies, as is the case with the compost project-holder who is experimenting ways of encouraging participative composting on the site and is hoping to use the space to organise, for example, trainings on vermicomposting which could generate a revenue. Micro-economical activities could also potentially be developed by people who have only been using

it for leisure, as has been tested during the official opening of Agrocité, where gardeners have sold cakes, juices and jam made from the garden's rhubarb to the visitors. In sum, such hubs are aimed at becoming catalysts of local inhabitants' desires for alternative lifestyles.

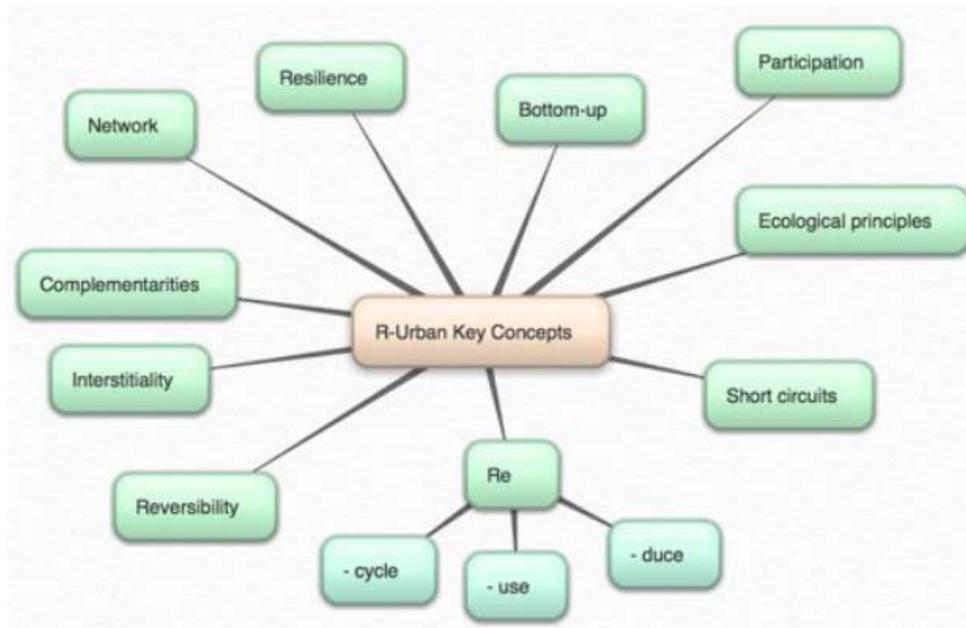


Figure 1 : Key concepts in the R-Urban discourse, extracted from interviews and discussions with R-Urban's conceptors

The pilot-project thus hopes to tackle long-term global challenges by a local action based on daily practices and individual initiatives, which will be facilitated by various structures proposed to local inhabitants. People can be active in one or more of these structures (such as the community garden) without necessarily espousing the whole project. Nor are they necessarily presented with the whole breadth of the project when they get involved in one of the local structures. Figure 2 highlights the multi-scalarity of R-Urban's rationale (in blue), of some of its objectives (red), of the means developed to reach them (green) and of some of its expected impacts (orange). What can be seen from this figure is the incredible complexity of the proposition, which starts with daily, local practices to activate processes that occur at higher levels on the spatial as well as temporal scale, in order to contribute to addressing challenges that occur at a very global scale.

In that respect, a key element in AAA's discourse is the idea of R-Urban being a *bottom-up* strategy. The term is not used to refer to grassroots projects as is usually the case, but to

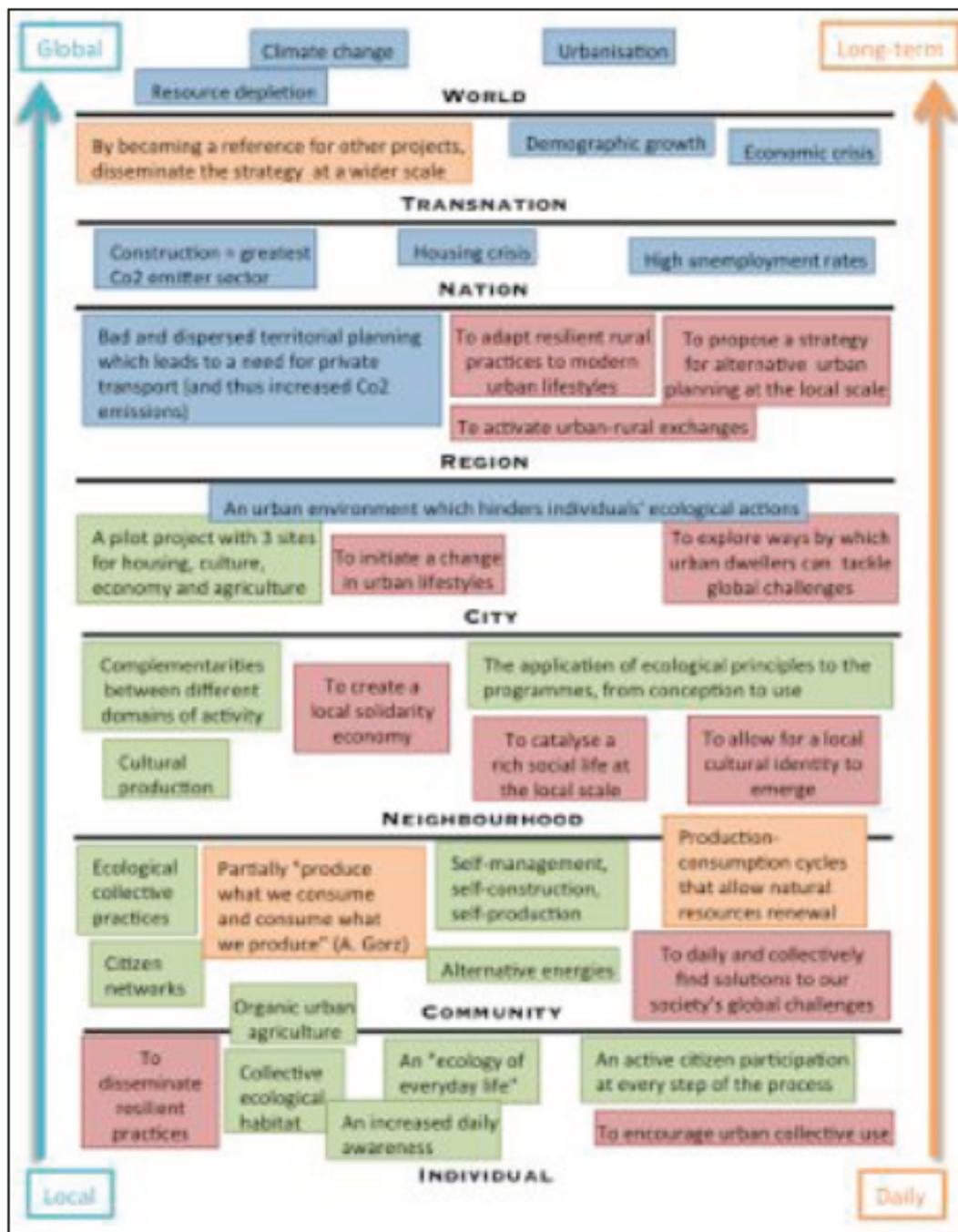


Figure 2 : R-Urban's rationale (blue), objectives (red), means (green) and some of its expected impacts (orange). Extracted from: AAA 2008, AAA 2012, Petcou & Petrescu 2010, Petcou & Petrescu 2012.

highlight this movement from local to global processes. It also underlines that R-Urban is not a "one size fits all" solution, it is a frame which is offered and will look very different from one place to the other as it will depend entirely on the people participating in it. As such, it could be said that what will occur in R-Urban, wherever it is set, will be the emergent property of the encounter between the frame implemented and the specificities of the place within which

it will evolve. Key aspects of this frame will however remain wherever it is created, such as the application of ecological principles (e.g.: closed circuits, one's waste is someone else's food, etc.) to the whole process. Figure 2 also reveals that the strategy encompasses all dimensions of sustainability with social (e.g.: create social link), economical (e.g.: create a local alternative economy) and environmental (e.g.: reduce greenhouse-gas emissions) objectives that it hopes to fulfill. Figure 3 further shows the basic rationale behind the creation of Agrocité to underline the type of reflective process which was used to link global and local.



Figure 3 : Broad rationale for Agrocité. Key: blue - global challenges which trigger a need for transition initiatives; orange - desired impacts; green - means; red - local objectives. Extracted from personal conversations with AAA's coordinators.

The reflection behind R-Urban is thus multi-scale in that it attempts at understanding the complex processes that lead to global sustainability challenges by multiplying the points of focus. Ecologists have long acknowledged the fact that depending on the scale at which you

situate your system of interest, the processes which create certain emergent properties at systemlevel are not the same. Taking the scale of the landscape, for instance, the processes at play are constituted by interactions between different subsystems (soil, plants, insects, etc.), which are themselves emerging from finer-scale processes and interactions. Depending on the point of focus, some of the patterns found at a finer scale resolution will play a role in the processes found at a higher scale. Back to Figure 2, global sustainability challenges at world scale are partly explained by processes which occur at national, regional and city-specific scales (in blue). The same systemic thinking is taken in the solutions proposed to tackle these challenges : changing people's individual behaviours and frames in the context of their communities will affect the processes and potentialities at play at the neighbourhood and city- scales. As such, what I have decided to perceive as "means" and "objectives" from individual to neighbourhood scales in Figure 2 can in fact be interchanged – at the lower level, triggering "an ecology of everyday life" is a mean for acting on global processes but can also be perceived as an objective in itself at individual level. Similarly, reaching the objective "to encourage urban collective use", which is an objective at individual to community levels, will participate to acting on challenges which occur at a global level.

1.2. Actors at multiple scales²²

I had hypothetised that part of what constituted a multi-scale approach was to involve actors at different scales of decision-making and to promote polycentricity. Ostrom (2010, p. 552) defines polycentricity as such:

"Polycentric systems are characterized by multiple governing authorities at differing scales rather than a monocentric unit. Each unit within a polycentric system exercises considerable independence to make norms and rules within a specific domain (such as a family, a firm, a local government, a network of local governments, a state or province, a region, a national government, or an international regime)."

What particularly interested me here was the possibility of having different actors at different levels (from local stakeholders to transnational institutions), each participating in their own way within one project aimed at tackling global sustainability challenges. The idea that each person could individually define how he or she wanted to participate, on his or her own terms, seemed crucial, as outlined in Ostrom's quote.

Figure 4 shows some of the types of actors that participate in R-Urban with a) institutional

²² A map of the system of interest, taking Agrocité as focal point, can be found in Appendix 3 to better comprehend some of the social, ecological and economical interactions within the system (a key to the logos used in the map can be found in Appendix 5).

actors at various jurisdictional levels and b) individuals (or groups of individuals) who come from various spatial levels.

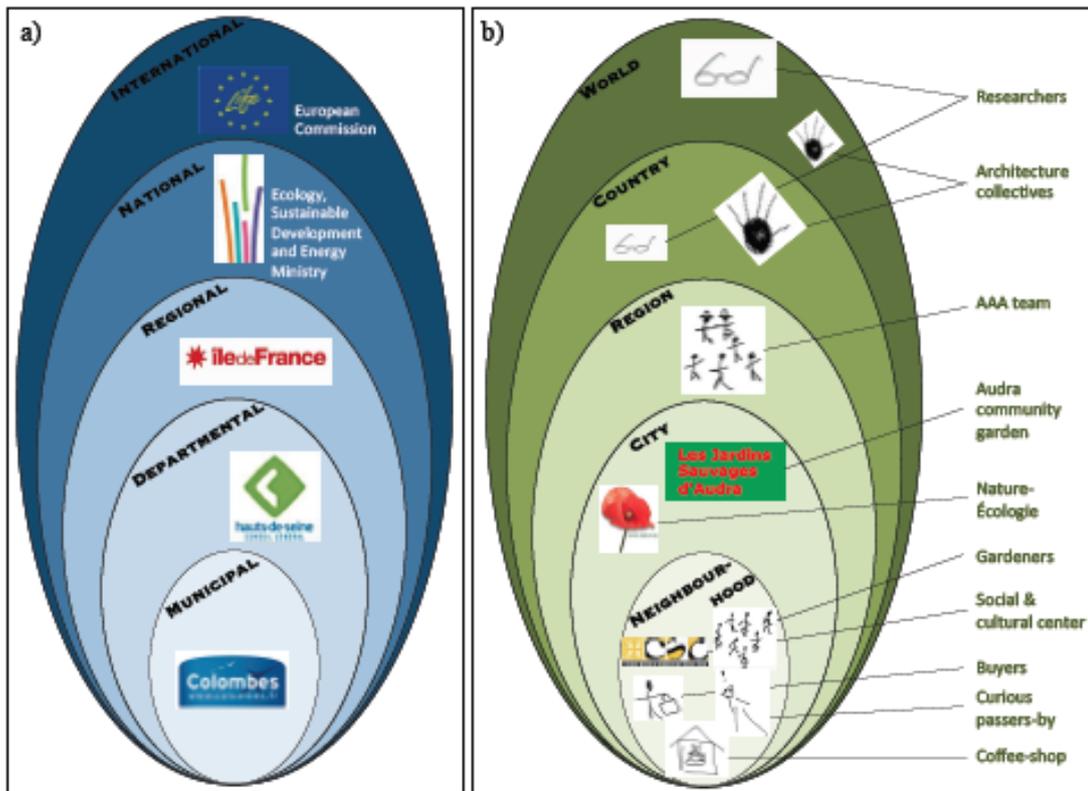


Figure 4 : Multiple actors at various scales. (a) institutional actors at various jurisdictional scales; (b) individual actors at various spatial scales. A key to the logos can be found in Appendix 4. Extracted from: (a) interviews with AAA's coordinator; (b) interviews with local stakeholders and observations.

This section will focus on institutional actors (a), for which the investigation revealed that their role in R-Urban was mostly one of "enablers". Defining the modalities of their enabling capacity therefore seemed important.

The main enabling capacity of these institutional actors has of course been in terms of financing R-Urban. As opposed to many grassroots project aimed at creating local sustainable systems, the breadth of R-Urban's objectives, as highlighted in the previous section, required an important financial investment – with a provisional budget of 1 312 500 euros over four years. The primary investor is the European Commission (EC) in the frame of its LIFE+ programme. LIFE+ is the EC's financial tool to support European projects for the environment, with the objective to "contribute to the implementation, updating and development of EU environmental policy and legislation by co-financing pilot or

demonstration projects with European added value" (European Commission 2013). The R-Urban LIFE+ project runs for a period of four years (which was considered by AAA's coordinators as the time required to set up the pilot-project and initiate the process), from 2011-2015. The EC is thus providing R-Urban with 630 000 euros over four years, on the condition that AAA double this amount with other investors. The second biggest investor is the municipality of Colombes, main partner in the project, which provides 240 000 euros. R-Urban was initially introduced to the municipality by the Municipal Counsellor in charge of Social and Solidarity Economy (SSE), who saw in this proposition an opportunity to promote other types of SSE programmes than what they have developed already (i.e.: projects of insertion through economical activity) (Conseil Municipal 2010, p. 2). As main partner in the project, Colombes' enabling capacity was also in the land it provided, for free, for the pilot units (in the case of Agrocité, the present lease runs for the LIFE+ period – 2011-2015), as well as in various technical, administrative and communication-related supports. The third greatest investor is the Ile-de-France Region, with a grant of 150 000 euros which was attributed in 2011-2012 in the frame of its support for the prevention and management of waste. Key to obtain this grant was that R-Urban's waste reduction and re-use objectives (mostly through Recyclab) matched very well the Region's Programme for Waste Reduction, especially the stated direction of "facilitating the development of prevention actions and mobilising new actors" (Conseil Régional d'Ile-de-France 2011, p. 28). In the frame of another programme – its support in favour of citizen and democratic participation in Ile-de-France – the region had already provided a grant to AAA in 2010-2011 of 20 000 euros; this money supported the preliminary work conducted by AAA in Colombes, such as triggering encounters between local stakeholders and forming an inhabitants base for the future project. Lastly, the Hauts-de-Seine Department invested 80 000 euros in the project after issuing in 2011 a call for projects around Social and Solidarity Economy.

What is striking here is to observe that each of these investments were made in the frame of specific programmes centred around different themes: the environment for the EC, Social and Solidarity Economy for the Municipality and the Department, waste reduction and democratic participation for the Region... This confirms my hypothesis that transversality and diversity, both in the way the project's rationale is framed and in the means that it wishes to develop to tackle sustainability challenges, is an important factor in mobilising enabling actors at various scales. In fact, this is confirmed by the response of Colombes' Environment and Energy Deputy Mayor to the question of what attracted her in R-Urban, which was : *"the breadth of the project and the different aspects it tackles"*. Some elements about this transversality and diversity aspect might be learned from AAA's process of developing their project. The first document they produced on R-Urban in 2008 sketched out the main directions of the

proposition with very broad but diverse objectives, without entering into much detail (Atelier d'Architecture Autogérée 2008). As they went on applying for different investments, they included more specific objectives and fleshed out certain aspects of their proposition – the dimensions that interested public powers in the frame of their own objectives. Importantly though, all these complex and transversal dimensions were already there initially facilitating their translation into specific goals that were congruent with those of public institutions.

1.3. Matching local action with global challenges : scaling-out

If successful local initiatives are to respond to the breadth of global sustainability challenges, they must cross scales in some form or another – either by increasing the scope of their repercussion (scaling-up), or by being replicated so that, cumulatively, many individual initiatives become a global movement (scaling-out)²³. In R-Urban's proposition, this issue often confronted by local projects is addressed at micro, meso, and macro level with an approach focused on scaling-out.

At the micro-level, the whole strategy counts on the dissemination of resilient practices by local inhabitants themselves. The pilot-units should act as interfaces where people involved can appropriate certain thematics and the practices related to them (such as composting, recycling, re-using, etc.). These people then become agents of dissemination due to the demonstrative power of these practices, which should progressively be appropriated by others. In theory this has every reason to work, as pointed out by the literature on the role of social norms in behaviour change (see for example Loorbach 2007, Backhaus & van Lente 2013 and Bono 2013, amongst others). Seeing someone in one's surroundings demonstrating the use of a certain practice will, through unconscious processes, normalise it and make it easier to adopt (or make easier "taking the risk" of adopting it). This process usually increases with the degree of familiarity to the person showing the behaviour, thus making crucial the presence of trust amongst stakeholders (Moore & Westley 2010, amongst others). At the meso-level, the strategy wishes the networks to grow rather than the initiatives themselves (Figure 5). AAA's past experience has demonstrated that when initiatives grow to a certain point, the question of management becomes problematic. Furthermore, higher scales of action imply different types of processes which require a restructuration of the initiatives, often at the expense of some of their value. As we have seen, R-Urban is about creating local networks of synergistic hubs. Thus, hypothetically, the number of independent hubs within these networks is infinite.

However, further analysis will be required when the network is concretised to assess whether there are thresholds that mustn't be crossed for it to continue working successfully.

Finally, at the macro level, scaling-out is realised through research and dissemination of

²³ The two expressions, "scaling-out" and "scaling-up" are defined as such in Moore & Westley 2011, p.3.

knowledge. The two architects who founded AAA have had, throughout their practice, the "double-hat" of coordinators and researchers. All of their previous project, after their partial completion, have been studied and theorised on, in a perspective of learning from experience (or action-research). In R-Urban, this research dimension is even more present as the French Ministry for Ecology, Sustainable Development and Energy is financing the R-Urban research programme in the hope that it will contribute to its endeavours in urban ecology. At present this research programme is essentially based on the contribution of researchers, academics and practitioners who are part of AAA's network. These people are specialists in a diversity of fields (including architecture, urban agriculture, ecology, economy, re-use, resilience, agroecology, arts, action-research, etc.) and from a diversity of countries (Sweden, Germany, United Kingdom, Spain, Italy, Australia, etc.).

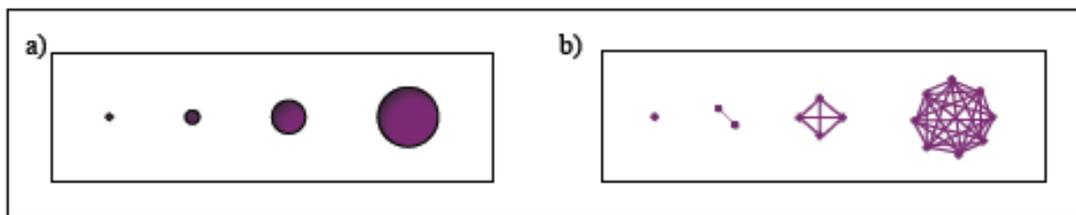


Figure 5 : Different approaches to up-scaling. (a) Traditional approach where the initiative is scaled-up. (b) RUrban's approach where the network is scaled-up, thus scaling-out the initiative. Extracted from personal conversations with AAA's conceptors.

The research partners encounter once a year in Colombes to see the evolution of the project; the format is of a seminar where discussions are organised around certain themes. After the trip, each partner writes a report containing reflections on what they have seen as well as suggestions for the future evolution of the project in their field of competence. Organised as such, the focus of the research programme is learning from experience. The knowledge thus created is then disseminated through various channels. First, through the RUrban network at macro-level, at present constituted of a R-Urban unit in the UK which is being developed by public works, (London-based partner who has participated to the initiation of the project in Colombes in 2011); and of a third R-Urban project in Brezoi, Romania, which is only at its very beginning. Secondly, knowledge is disseminated through publications – book chapters or journal articles written by AAA's founders. In the same line, R-Urban is receiving increasing media coverage from the French press (benefiting from the contemporary trend of urban agriculture). Lastly, some of the territorial authorities who invest in the project expect a "return on their investment" in the form of knowledge that can be used to develop other projects. With regional-, national- and European- level authorities circulating knowledge, the potential is huge for the R-Urban strategy to be scaled-out, if

proven successful and useful by this pilot-project in Colombes.

1.4. Conclusion : characteristics and benefits of multi-scaling

In conclusion, what might be learned from this experience in terms of (some of) the characteristics of a multi-scale approach and its potential benefits is, first and foremost, that multi-scaling entails a complexity of action which matches that of global sustainability problems. Diversifying means and local objectives in a synergistic way has more potential for tackling sustainability challenges in all their inter-connectedness than silver-bullet solution. Diversity and inter-connectedness of initiatives in the frame of one project encourage systemic developments which can decrease the negative feedbacks that are often experienced with monocentric solutions. This requires to account for the fact that processes and patterns causing sustainability problems, and thus the processes and patterns which can respond to them, are different depending on the level chosen as point of focus. In this perspective, a positive local objective can be a mean to tackle global challenges, and an objective set to tackle global challenges might represent a mean to create a positive change locally. Another potential characteristic of multi-scaling, which is also representative of the latter point, is the development of local initiatives with a global scope. Multiplying complementary and interacting local initiatives with a focus on scaling-out rather than scaling-up can guarantee more polycentric systems where a more diverse population can be involved in their own way. The multi-scale project can thus enable a diversity of people to act locally and, thus doing, empower them to trigger a change. The change will be local but, through scaling-out, this could create a "cumulative global change" (to re-assign Wilbanks and Kates' expression) which might match the breadth of global sustainability challenges. This way, it is a real positive movement towards change that can be initiated, which might create more reactive feedbacks between causes and consequences of both global challenges and local actions. Lastly, if I don't think that mobilizing such important financial resources as R-Urban did is a condition to multi-scaling, some elements might be learned about the enabling capacity of institutional partnering. Public institutions at various jurisdictional levels can in many ways enable projects which will in turn enable local stakeholders to generate a change process. There is potential for entering in mutually beneficial relationships where jurisdictional authorities help local actions develop – local actions which will in turn participate to reaching these institutions' sustainability objectives. This goes in the direction of a cross-scale effort towards sustainability where national policies are translated into regional programmes which are themselves translated into local projects that have greater potential to make a change than abstract goals.

2. Local experience of a multi-scale project

Do local actors understand the multi-scale scope of the project? Is it part of the reason why they want to participate? Do they understand the rationale behind Agrocité's three spaces? Do people participate because they want to engage with global sustainability challenges? What is it that attracts people when they hear about R-Urban, and what motivates them to participate if not its multi-scale scope? These seemed like important questions in order to move from the theory into the practice of multi-scaling.²⁴

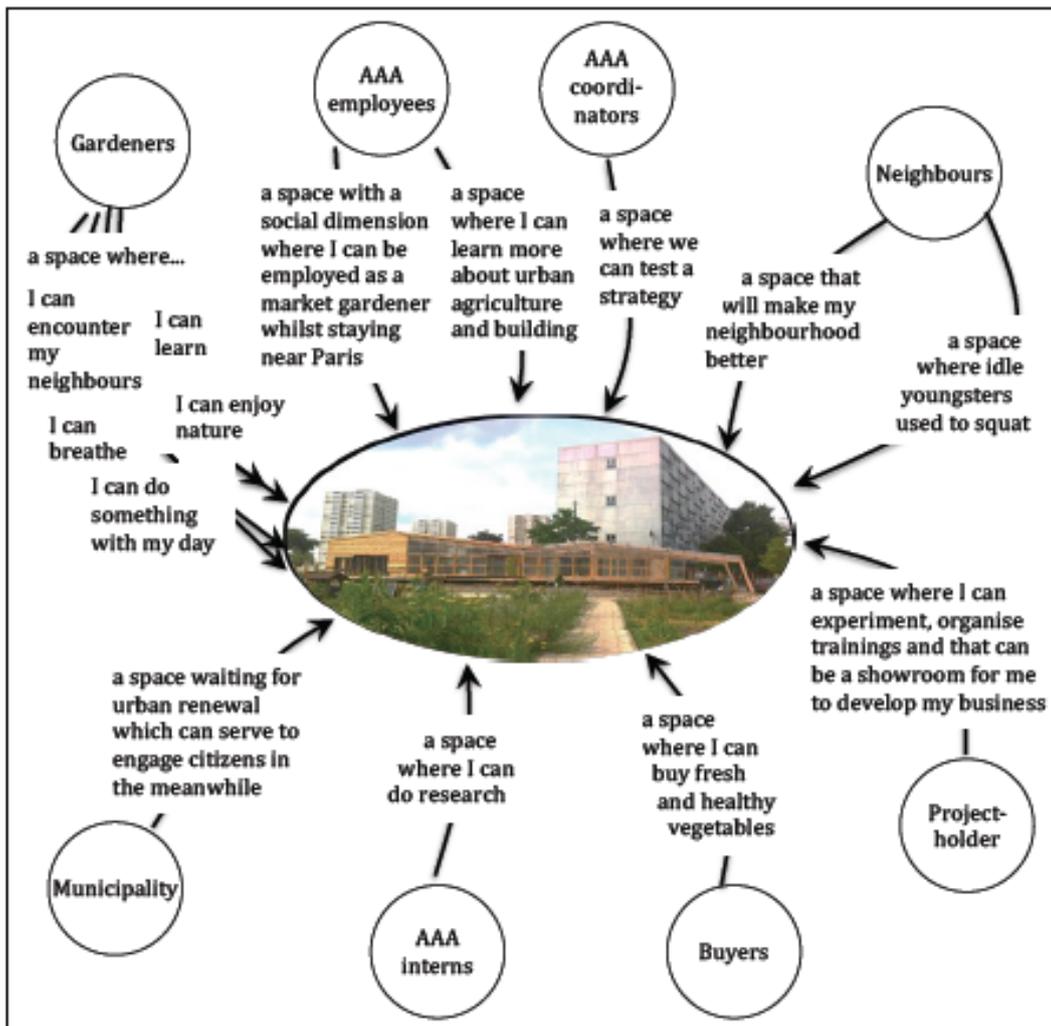


Figure 6: Representation of the multiple perceptions related to Agrocité, as understood

²⁴ The local socio-economical context is key to understanding some of the factors that have an influence on stakeholders' worldviews, and thus on these results. Please refer to Appendix 6, which presents a short history of the neighbourhood in the frame of larger socio-economical processes that have occurred at national-scale over the past fifty years.

through interviews or discussions with local stakeholders and actors in the project.

2.1. Understanding of the project and its objectives

The interviews revealed a great diversity in community gardeners' responses with regards to their understanding of the project and its scope. None of the community gardeners directly referred to the project as being aimed at tackling global sustainability challenges. One interviewee even only referred to the community garden and the positive social outcomes it led to in her answer to the question *"How would you describe the project?"*: *"It's difficult to explain it well. Each one has a plot that was given to us and that allows us to encounter, to participate, help each other, reflect together, advise each other, share convivial meals"*.



Figure 7 : Drawing from a community gardener who has been there for a year, comes daily and doesn't usually participate in Agrolab. The drawing, clearly focusing on the community garden, is consistent with the rest of her answers with regards to her definition of the project (drawn during interview).

Most interviewees, like her, come daily or several times a week. It seems though that most other community gardeners who come at this regularity have a better understanding of the scope of the project, as outlined by this quote by another gardener: *"At first, when we work in*

the garden it's only for ourselves. When we see Agrocité we think about something that is more environmental, more collective. Working in it we can see ideas grow". However, my observations during my six-months stay have shown that a good number of gardeners who come weekly or less to Agrocité perceive it first and foremost as a community garden.

A few interviewees did refer to other activities hosted by Agrocité (*"It's a project in which there are people who grow things. There are vegetables that are being sold also"*, for example). Quite a few community gardeners in fact help the AAA Agrolab gardener on a regular basis (about five help daily, all women over 40 years-old), either by assisting her in her tasks or by asking her what needs to be done (such as weeding, etc.). A good number of community gardeners also help watering Agrolab, which is done manually, if they are present when AAA members start doing it. Figure 8 is a drawing of Agrocité from one of the five women who help in Agrolab daily, in which her participation in the different activities is represented by the arrows, forming a triangle.

In her drawing we can see that the three activities are represented : "pedagogy" on the right hand-side, individual plots in the middle and what she referred to as the "collective" plot on the left. When Agrocité started in 2011, Agrolab's direction was not well established and that side of the garden was used for trials by AAA and as collective plots by the community gardeners. The more professional orientation of Agrolab only started this year, and some confusion remains as to what to call it (Agrolab being a term that none use, probably explained by the fact that AAA employees seldom refer to it as such when talking to gardeners). The terms most commonly used by gardeners to refer to this side of the garden are "the collective plot" (only people who have been there from the beginning), "the exploitation" (mostly new-comers) or, simply, "the other side".

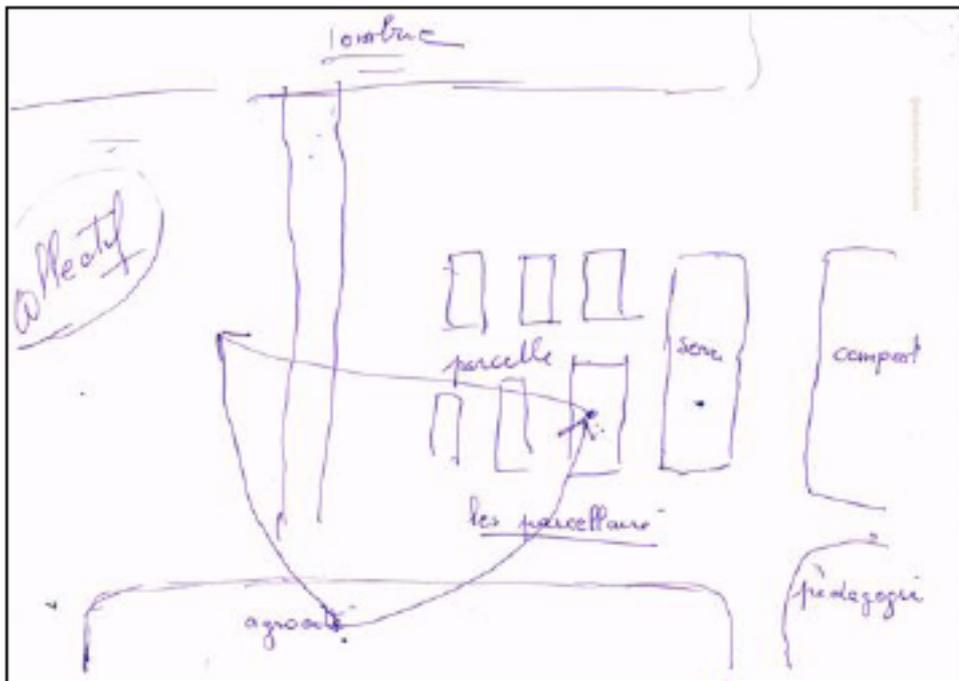


Figure 8 : Drawing from a community gardener who has been there since the beginning. The arrows, forming a triangle, represent herself participating in the different spaces (drawn during interview).

In terms of understanding the rationale behind diversifying activities in Agrocité, once again there are divergences, which can create tensions amongst community gardeners. Some gardeners understand that the three activities are all part of one same project and all go in the direction of that project's objective. *"You know we were told that we could help on the other side if we wanted to. Because anyway, even if we plant as many things in our plot as you do on the other side, it's not the same kind of surface!"* This quote is by the community gardener who is the most involved in Agrocité as a whole, spending her days there. Her global understanding of Agrocité sometimes is challenged by some of her co-gardeners' understanding which focuses on the community garden only, as shown by the altercation she had one day with the author of Figure 7. The latter once reproached her of not having watered the community garden's plots⁸, which frustrated her very much : *"I can't believe it! It's not my job to water everyone's plots. It's a collective garden, it doesn't mean that people will do everything for you. And I work a lot on the other side, but this is never taken into account by the others"*.²⁵

The objective of disseminating certain practices, even if not worded as such, is understood by some community gardeners, as shown by this response to the question about the project's

²⁵ It is common practice amongst community gardeners to water more than one's own plot, especially during the summer.

objectives: *"The main objective is that everyone that has space in their home do the same. It's like the garbage, because it's not that easy to sort out waste when you live in an apartment. (...) Me I can't but those who have a balcony, that they collect rainwater to water their plants for example. Obviously it won't be at the same scale as here, because it's a big project, but that we do the same in houses. That's why I'm so proud of my little pea on my window sill! What we learn here, that it be Claudia's cosmetics ²⁶ or gardening here, it's always to re-create something, we re-create the same gestures".*

The level of understanding of the project's scope and objectives is thus diverse amongst community gardeners, ranging from a space where people can garden and encounter to learning how to adopt certain practices and encouraging others to do the same. This relative understanding might be explained by the fact that they are presented with the global objectives of the project mostly through the discourse used by AAA during official events, but which might not have a concrete reality for them.

9 2.2. Attractiveness and motives for participating

If it is not directly the multi-scale approach of R-Urban which attracts local stakeholders, what is it? Stories counted by community gardeners who participated in the creation of Agrocity from scratch give some elements of response : *"We would work with Leo²⁷ for hours and hours on the week-end, with our shovels, digging out of the ground pieces of sidewalks so big that they required five men to be displaced. We would get home at night, completely exhausted but happy, because we could see what this place could become, and how great it would be for the kids".* In this neighbourhood crippled by teen delinquency, the benefits of the project for children appears to be an essential factor in why parents gardeners want to have a plot. The fact that Agrocity has a pedagogical space where the neighbourhood's Social and Cultural Centre comes with children also helps its integration in the neighbourhood. *"At the beginning, when I got a plot here, none of my neighbours wanted one, they were criticizing, saying that it would never work. On the other day I was just outside planting flowers and someone stopped and asked me if I was working with the kids. This they like, I wouldn't have expected that!"* once recounted a gardener. This was also reflected by the answers obtained from people in the street – out of the 25, 10 mentioned that the project might be good for children and teenagers. *"I hope that the small ones will go there rather than staying in the street doing nothing". "It's important, kids must learn what a tomato is and not just in their plate". "It might help teenagers stay busy. It can change a little bit, if our kids can grow up learning how to grow food. It's better than other*

²⁶ Claudia is a young community gardener who is being trained in organic cosmetics; she organised a workshop in Agrocity to introduce her fellow gardeners to the creation of ecological cosmetics from plants.

²⁷ Leo: AAA employee who was in charge of making a garden out of this urban wasteland.

things. It can also represent an obstacle for teens who squat in front and do their business"... Also, out of the three people who said that there were more urgent things than a project like this to do for the neighbourhood, two in fact mentioned "something for young people" as an example.

Table 2 summarises the responses obtained during interviews with community gardeners to the question : "What initially attracted you when you first heard about the project?". The results for questions around their motives for participating at present showed that, mostly, the project provided them with what they were hoping to find there when they first heard about the project. Amongst the motives of the community gardeners for participating, socialisation – encountering neighbours, not being alone, discussing – was the most recurrent answer during interviews(mentioned by eight gardeners out of eleven).

Factors of attractiveness	Number of gardeners mentioning them
The idea of culture	4
A change from life in the towers	3
Convenience / proximity	3
Community / social link	3
Good space for their children	3
Love of nature	2
An opportunity for well-being	2

Table 2 : Factors of attractiveness for community gardeners. From responses to the question : "What initially attracted you when you first heard about the project?" during interviews realised in July 2013.

In terms of recurrence of answers during the interviews, socialising was immediately followed by well-being (5/11), gardening and being with nature (4/11), learning (3/11), health, eating what they grow and doing something / being capable of doing something (2/11). During informal conversations, the importance of having a space outside of home also appeared as very important to some people. Effectively, most gardeners live in apartments, most in the big social housing blocks on the other side of the street. "I did a training in gardening once, I really didn't like it, I'm not good with plants" once told me the youngest (early twenties) gardener. When I asked him why then he wanted a plot in Agrocité, his

answer was: *"For the idea of having a little piece of land that is mine – well, not mine mine but, you know, a little bit of something out of my flat"*.

Quite a few gardeners also talk about "being in their garden" or "going to their garden" when talking to outsiders. For one community gardener interviewed only, it was the whole of what R-Urban wanted to achieve locally at neighbourhood-scale which attracted her and seems to have met her exactly where she was at in terms of her own reflections on urban living. Effectively, she said that right before hearing about the start of R-Urban in her neighbourhood she was considering setting up an association herself to install community gardens at the feet of buildings, convinced that it would make *"life more acceptable and pleasant (...), that it would change the neighbourhood's face, that people would find a meaning to their life, a dignity, social link"*. Two other interviewees were also attracted by the whole of R-Urban: a man from the Jardins Sauvages d'Audra, the only other community garden in the area (to the creation of which AAA participated in 2009) – a local R-Urban partner. The Jardins Sauvages d'Audra were created with the goal of bringing some life back in the community, using gardening as a "pretext" to so. The man interviewed comes to Agrocité every Saturday to see the project evolve and how life is brought in the community through it. During the interview, he said that what initially attracted him was *"the coherence between the different sites. I like to create new economical partnerships, circular, to link. I also think that doing this on an urban wasteland and changing things from within is the most efficient way. A way to change things in daily life"*. Once again, R-Urban seemed to meet him where he was at in his own reflections and objectives. The third interviewee who was straight-away interested in R-Urban as a whole was the technical supervisor of the Neighbourhood Development Council: *"what interested me the most was what went along in the project in terms of construction and using wood with recycled materials. And the garden with this division of plots where people can encounter, it's social, it's complementary. It was in my dreams, that we learn how to live from nature, by respecting it"*. The latter, who also has a plot in the community garden, wishes to establish a partnership between R-Urban and his organisation – a partnership that will, he hopes, help him reach his own objective to make the Neighbourhood Development Council more sustainable, especially with regards to waste. It should be however noted that, importantly, these three people who have been immediately interested in the whole of R-Urban rather than solely by the community garden are all friends with the Municipal Counsellor in charge of Social and Solidarity Economy. This means that, as opposed to other community gardeners who are introduced to the whole of the project progressively, they were presented with R-Urban's complex objectives straight from the beginning. It thus seems that local stakeholders are rather attracted by the concrete, positive outcomes that participating in Agrocité can have on their daily lives than by the abstract idea that they

might be tackling global challenges in doing so. It also appears that R-Urban's local objectives are congruent with the activities and desires of stakeholders already trying to make a change in their community.²⁸

2.3. Emergent outcomes : desires for the future

Local partners' responses to the question : <i>"For you the project will have succeeded if..."</i>	
Vermicomposting project-holder	"... if in five years it becomes a place so unavoidable that we cannot imagine anything else in its place."
Jardins Sauvages d'Audra member	"... if it allows people to change their practices."
Neighbourhood Development Council technical supervisor	"... if there is a multiplication of projects like this. That we see a little bit of nature everywhere."
Environmental and Energy Deputy Mayor	"... if we manage to make it durable – but it will be difficult – or find another place. Or at least, if it doesn't work here, that it serves as a model for other cities."

Table 3 : Local partners' responses to the question *"For you, the project will have succeeded if..."* asked during interviews in July 2013.

²⁸ On a more poetic yet powerful note, I have put in Appendix 7 the translation of two texts that a community gardener wrote me when she learned I was doing research on the project, because she wanted to express her own feelings on Agrocité.

Gardeners' responses to the question : <i>"For you the project will have succeeded if..."</i>
"...if we have a lot of people coming to the workshops. If we have good feedback, if mothers come to tell us that they have done the same at home. If it's redone, we won."
".. if we manage to live from our garden, that we can sell our products, live from our vegetables. Have chickens and sell our eggs, our cakes, our vegetables. Coming here we project ourselves in two years and it creates desire."
"... if there is a collective cultivation and more small plots. If there are exchanges with other projects in France, and exhibitions, like on tomatoes or something."
"...if it becomes like AAA's previous project, that after a few years the project continues autonomously and that the municipality let the project be and develop. That the three sites be reproduced. The witness of that would be more well-being in this neighbourhood."
"... if it continues."
"It has already succeeded."
"It has already succeeded, if we look at the waiting list! It has to continue. We will sign a petition so that it doesn't shut down if it happens. It is so pleasant compared to the concrete everywhere around. It's much better than buying industrial vegetables, and it's cheaper."

!Table 4 : Gardeners' responses to the question *"For you, the project will have succeeded if..."* asked during interviews in July 2013.

What can be seen from the responses presented in Table 4 is that, importantly, R-Urban is successful in occasioning desires for the future amongst community gardeners. For instance, the desire that the project continue after the 2015 was mentioned spontaneously during interviews with gardeners and was a recurring theme in informal conversations as well. Most of them indicated that they would fight for Agrocité to remain if need be, which could be perceived as an indicator of empowerment. They further appropriated some of the project's social objectives at individual- to neighbourhood- levels, such as that it persuade people to change their practices or that it create well-being in the community. For some of them, it even goes beyond simple desires to enter the realm of visions, such as for this lady who sees a future where gardeners will be able to create a micro-economy with the garden. The vermicomposting project-holder also has such a complex vision of what can become of Agrocité : he imagines that schools can be brought in, with canteens bringing their organic waste to the garden and children coming to learn how to sort their waste, and that people living in the neighbouring towers also come to learn how to manage their waste themselves. Lieblein et al. (2004, p. 150), citing Parker (1990, p.1-2), define visions as:

"powerful mental images of what we want to create in the future. They reflect what we care about the most, and are harmonious with our values and sense of purpose. Visions are the product of insight, values and imagination, they are the head and the heart working

together."

The presence of such a space which enables the emergence of visions for the future might be even more critical in this neighbourhood in which some people have somewhat "lost hope". During the investigation, oral surveys in the street initially contained a question for those interviewed who didn't know Agrocité – *"If it could be whatever you wanted, what would it be?"*. The answer from one woman in her forties, who was waiting for the bus with her son in his early teens, was quite revealing in that respect : *"Honestly, nothing more, for the neighbourhood now I lost hope!"*. The question was also asked to several youngsters (14-17 years old) and all but one could not come up with an idea of what they would want that space to be (the one answer obtained being a sports hall). However, it seems that for now Agrocité is a catalyser of visions only for those involved. Also, that the visions that have emerged have been "elaborated" individually, as opposed to shared visions where people collectively envision a future for their community. Lieblein et al. (2004, p. 150) have also drawn on the work of Senge (1990) to say that a "shared vision at its simplest is the answer to the question, 'What do we want to create?'". It seems that in a project that wishes to encourage collective urban use, an active facilitation for the emergence of a shared vision amongst members of the community would be highly relevant.

2.4. Conclusion : How is this multi-scale project experienced locally?

The investigation has revealed that the multi-scale dimension of R-Urban is not much of a reason why local stakeholders want to participate in the project. Their experience of the project is rather situated in the concrete development of the project locally rather than in the discourse that underlies it. Their interest in the project lies mainly in the concrete benefits that it can bring to their daily lives, be it through the well-being they get out of gardening, the social encounters that the garden permits, or the adoption of practices that make them more independent from the system. Coming back to Reeves et al.'s conclusion that "social movement[s] framed around sustainability (...) [are] likely to attract only limited levels of support and active participation" (2013, p. 13), it can be said that part of why R-Urban is successful in engaging people locally is in fact because it is not framed around sustainability, but rather around a concrete experience which makes a positive change in people's lives, whilst being congruent with sustainability objectives. The investigation has further revealed that R-Urban is successful in offering a space for individual desires and visions for the future to emerge, but that there would be much potential to also facilitate the emergence of a shared vision for the future of the community.

3. From local to global

3.1. Adoption and dissemination

The example of compost is relevant to demonstrate how in Agrocité certain practices are not only adopted (meaning people do certain things) but also appropriated (people do certain things in their own way), and to discuss some of the factors that contributed to this appropriation.

Due to the vermicomposting project-holder, composting and vermicomposting infrastructures were integrated in the garden almost from the beginning. A sign on the top of the compost structure indicates in a simple manner which organic waste is to be composted. Saturday workshops are regularly organised around compost during which the compost project-holder completes the various activities needed to facilitate the composting process with gardeners, answering to their questions if they have any. At the end of the process, when vermicomposting is ready, they take some to add to their plots. The organic waste which is added to the compost comes from the garden itself and from community gardeners who bring their waste from home.

One community gardener made a habit of going to the end of the market, every Saturday, with his car to collect the vegetables left behind by sales-people. It thus became a ritual for community gardeners to collectively sort out that market waste between what is still edible (which is shared amongst them), cutting the rest in small pieces to add it to the compost which is then stirred extensively. Increasingly, neighbours who have recently discovered this opportunity for composting bring their organic waste to the garden. Generally, when community gardeners see someone from the outside bringing his or her waste, they go to his or her encounter, partly to socialise with newcomers, partly to make sure they do things right. If they don't (for example by putting lemon in the compost or by not stirring it after adding to it), gardeners generally explain how it should be done, and why it should be done that way. Several elements can be extracted from this example. It starts with the fact that there are structural and information-provision components to this process of composting, however these are supplemented by other key elements that lead to the appropriation of the practice. The first one is a focus on learning-by-doing and experiential learning²⁹ : learning is not only accomplished through being told, or shown what to do, but by assisting the project-holder in his doing. There is no obligation of learning, people are free to participate at a degree that suits them. The adoption of the practice thus becomes the result of an active desire to learn, leading to a) empowerment and b) a greater anchorage of the practice in people's life.

²⁹ Sriskandarajah et al. define experiential learning as concerning "the way we perceive the world and how we behave in the world. In other words, what we experience in the world, how we perceive these experiences, and what meanings, values, and theories we attribute to them will determine what actions we take (Kolb 1984)" (1991, p. 3).

Backhaus & van Lente call this the "principle of creativity", which "does not prescribe and indoctrinate but offers inspiration and possible directions and motivates to find own ways" (2013, p. 43).

Secondly, the process offers an opportunity for people to build on what they have learned and do it their own way, as shown by the man who decided to go to the market every Saturday and which confirms the presence of this principle of creativity. This further confirms that the process of learning and contributing to a collective action leads to a certain empowerment, as also shown by Fraser et al.'s study (2006) where engaging local stakeholders in defining sustainability indicators about their landscape led to empowerment of the community, an objective which had not been previously reached by programmes aimed specifically at empowerment. It also puts Agrocité and such hubs of activities in a position of "local niche experiment", to adopt the terminology of Transition Theory : "As a result of niche practices, which are often participative, individuals and communities can benefit in terms of greater empowerment and confidence, skills and capacity for further community-based action" (Seyfang & Smith 2007, p. 595).

Third, the composting activity is one which fosters social learning¹³, as is demonstrated by the fact that this man's Saturday ritual became a Saturday ritual for the whole community. This activity further led to self-generated knowledge on the issue of food waste, by seeing that nearly half of the waste collected is in fact still good to eat, and by seeing their co-gardeners take that food home, thus making it acceptable to do so. In this way, "long-term change is enabled by a supportive social environment, whereby social links mutually benefit a common purpose" (Taylor & Allen 2008, p. 6). This is congruent with several other studies, as for example that of Holst Andersen which demonstrated "how ideals and standards of 'good' food provisioning are learned from parents or through the introduction to new social environments, and how knowledge of food risks and fashions is learned through media or personal relations" (2011, p. 134).³⁰

All these results resonate with the literature on the importance of learning from experience. Lieblein et al. (2004), All these results go in the sense of behaviour change and appropriation being the result of an active learning process – a process which also generates empowerment. As such, an essential conclusion is that the process of learning is as important as the knowledge to be learned, because it leads to emerging outcomes – such as empowerment, social bonding or creativity – which are important both for individuals and in terms of the change these individuals can initiate in their community. The fact that the practice of

³⁰ Social learning is defined as "a multidimensional process, that results in a relatively enduring change in a person or persons, and consequently how that person or persons will perceive the world and reciprocally respond to its affordances physically, psychologically, and socially" (Alexander et al. 2009, p. 186, cited in Sol et al. 2012, p. 13). Sol et al., citing this quote, highlight the fact that what results from this learning process is both a change in perception (first) and in behaviour (second) (2012, p.13).

composting was *appropriated* rather than simply *adopted* is also demonstrated by the fact that gardeners feel it is important for them to share their knowledge on how to do it right with other people, thus disseminating knowledge. This offers a good transition to analyse the process of dissemination at play in this specific case, and thus learn how such a local project can effectively be multi-scale through scaling-out.

Interviews provided additional evidence that practices are being disseminated, and not only with regards to composting. For example, one community gardener helped Agrolab's gardener in chief to collect nettles in order to make nettle manure. She told me that the first thing she did when she got home was to find the recipe on internet (*"it was exactly what we had done!"*) and send it to her family in Portugal who owns a farm. This confirms that key to the adoption of the practices is that, regardless of their global benefits, they have a value at the scale of the individual's life.

Interviews have also revealed that certain local stakeholders appropriated the project's replication objective : *"I'm curious, and I don't stop asking questions until I understand. So what was explained to me, I try it explaining it more simply to others"*. A key element here is that people, empowered by their learning, become active agents of change by appropriating and disseminating sustainable practices.

Thus, an essential conclusion of this investigation is that focusing on initiating processes of learning-by-doing – framed around action rather than around abstract notions of sustainability leads to the empowerment of individuals who then become agents of change by disseminating practices which have a positive impact both at the local scale of individuals' lives and at the global scale of sustainability challenges. The fact that the practices themselves have this multiscale benefits creates a situation where people are not just means to an end of tackling global sustainability issues, but agents of a change driven by them, and which have the positive "sideeffect" of also contributing to solving global challenges. This is an indication of how a "cumulative global change" towards more global sustainability can start very locally.

3.2. Durability and transferability

Only two years into the the pilot project, there is not much hindsight to assess the potential for durability of the initiative, nor to identify possible difficulties that might emerge from the multiscale approach. However, based on the present situation, some elements that could become problematical can be identified.

In terms of the multi-scale approach, it should be noted that at present there is little direct interaction between actors at different scales of decision-making. If R-Urban managed to establish a polycentric system at the very local level of the community, AAA is still acting as a hinge between this community and all other actors at higher scales of decision-making. Thus

for now, this aspect of multi-scaling – a diversity of actors at various scales – might not be durable in that it relies on AAA's presence. For this diversity to be perennial, the polycentricity should move up the scales in order to truly generate a system of collective governance. Furthermore, one can easily imagine that such a breadth of objectives and complexity in the project might, in time, become difficult to manage if AAA doesn't succeed in passing on some elements of the project to other stakeholders. In terms of appropriation of the project as a whole by local actors, the R-Urban strategy will need flexibility to be able to accommodate other visions which might, on some aspects, diverge from the initial vision. Durability in that respect will thus also depend a lot on whether the project becomes self-managed, as is projected. For this self-management to be successful, some elements will have to be defined more clearly, such as the economical model of the project. At present, the operating costs of Agrocité are mostly paid by the grants obtained from institutional partners. As an example, the water bill for the summer period of 2013 has been of 100€/ month. Considering that the total income earned by AAA from the sole sale of Agrolab's vegetables over the whole season (May-September) was 1 030€, this would mean that, if the water had been paid with the money earned from the vegetable production, half of the total income would have been spent solely on water. With regards to durability, the grant money attributed for the four years of the LIFE+ project might be better spent on a more efficient irrigation system that will save money in the long-run, and thus facilitate local stakeholders' selfmanagement. However if the project is to be moved in two years when the first lease for Agrocité stops, such an investment might not be coherent. This underlines a crucial factor of multi-scaling that hasn't yet been discussed : the importance of relating the temporal scale to all other scales involved, in order to prevent "scale mismatches" (Cash et al. 2006). It can be assumed that the time required to set up the pilot project – four years – was defined according to the social scale which ranges from individuals to strong communities able to self-manage. However when one looks at the economical scale, creating a local micro-economy might require more than four years. From an ecological scale's point of view, the mismatch is even more salient – rebuilding a soil that has been covered with concrete for many years might require decades if the objective is to provide a nutrient-rich substrate on which to grow vegetables, and thus generate an income.

At present, if Agrolab's vegetables are praised by buyers for their taste, they are also criticised for their size which is, for most, well below average. Once again, there are structural elements that could help, such as adding organic matter to the soil (as is currently done with the vermicompost), but this type of ecological process works at a time-scale which remain very long compared to social processes. This scale mismatch comes in contradiction with AAA's traditional emphasis on reversibility.

These elements – possible scale mismatches, flexibility of initial visions and the potential for cross-scale governance – should all be considered when initiating multi-scale projects. Lastly, believe that there is potential for a multi-scale approach to sustainable development to be replicated with smaller financial investment than the one R-Urban benefits from. Effectively, what has been identified as the most important element of the approach locally – experiential learning leading to empowerment – can rely mostly on social capital rather than economical capital.

10. Evaluation Collective – Seminar Recherche 28-29 June 2013

June 29th – Workshops Discussions

Presentation 1 : Urban Agriculture

The group consisted of Kathrin Bohm (TU Berlin/Bohn&Villoen), Kathrin Bohn (artiste), Yvon Pradier (Nature Ecologie association), Camille Atlani (etudiant Master Agro-ecologie/ Stagiare AAA) and Aude Messenger (designer in Residence R-Urban), Anne Querrien (AAA).

Kathrin Bohn: We first agreed that it would be important in terms of urban agriculture to look at two different scales or ways of looking at it: one is strategic – what do we aim for in Agrocité? ; and the other is can we find a tangible example of how one could practically achieve these aims, so what would it mean for our aims. The questions we asked on the strategic aspects are: How much urban agriculture do we actually want, meaning on what scale, with what kind of outputs do we imagine for Agrocité (i.e. are we talking about farming or gardening here)? So that was one of our questions. The other is how do we see Agrocité to be integrated into urban food systems and what scale of a system are we talking about? And the third question was: are we thinking about organic agriculture or not? We used the idea to focus on the compost initiative to answer these three strategic questions because we had Yvon at our table.

Kathrin Böhm: What we were thinking is that whether it's gardening or agriculture – definitely agriculture – it should be a productive site; there is the danger that it could become completely educational, we should avoid this. The idea in the group was to maybe specialise agriculture around certain produce, because the land, obviously, is relatively small for a full-size agriculture – but also in terms of a time economy – specialized production would be more time efficient. This would have a lot of advantages: it would mean you can focus on seed harvesting, all the expertise around fewer plants; it's also maybe easier to explain to the visitors of the garden how to look after them instead of explaining for twenty different plants; it is also probably easier to economise their harvesting, sale and usage. For example a big advantage of mint and parsley is that you can sell it fresh in the shop or you dry it if you have surplus or don't have the time to use it fresh. You also need to think about how to process the things that you grow, but these are two crops that need relatively little space and water so you completely reduce your input, on labour too.

Also in terms of communicating what a site like this can do. We should not get too romantic about the capacity of these places. I think we need to have this kind of “reality check” – realising what we can actually grow. If you limit what you grow and you say “ok, we'll grow all the parsley for Colombes”, and it's real, or we grow just salad and mint for the café and for the

shop and all the other things are brought in from outside – then you have a good understanding of the volume of the things you produce and complement with other things anyway. We also need to communicate the limits of those projects.

Compost was the example. One suggestion was, instead of making Agrocité a school for agriculture, we could limit it, to make it more specialised, to maybe make a school of composting – a National Academy of Composting! Kathrin's observation was that instead of taking part in each element of the food system you specialise on one, and communicate that. Yvon was quite clear that he wanted to establish this here as a facility to do that. So that would be an economy – to train up, to use the compost mainly to improve the site instead of selling it. And then of course the whole issue of certifying produce, which is relatively expensive for such a small plot – it doesn't make sense to sell it, it makes sense to use it here. But use the facility to train in composting. And of course with the composting you would closely link the whole dry toilets systems. So in terms of teaching, of knowledge, it would be very good.

Kathrin Bohn: and we also discussed the idea of collecting waste from the neighbourhood. Actually a lot of the thinking has already happened, at least in Yvon's head. He talked about something that could, in itself, be its own food system, but in terms of collecting organic waste. He has a very clear idea of how it could work in Colombes, to collect from different members of the community, the public, the shops around the area, food shops also – we also discussed that it would be great to use the links that exist in Colombes: hospital, schools, these big procurement entities. Basically act as Colombes' local composting facility. Plus people could individually bring their compostable waste and take away plants or soil, exporting this idea of a mini food system into individuals' households.

Kathrin Böhm: I think there is something super communicative about compost and I think there are a lot of good stories to tell about compost. My idea was also that maybe people who contribute to the composting have stickers, so again it could be quite simple to visualise how in Colombes things actually feed in Agrocité – just like “I compost as well”, something quite simple. And then also those direct collaborations between Recyclab and the composting that you obviously develop products together around that. I think there was a feeling in the group that instead of trying to cover every aspect of urban agriculture, it would be better to focus on a few aspects for two years maybe.

Camille: About the composting and compost school it is important to mention as well how it would be managed because the project R-Urban as a whole is there to offer a frame for project-holders to emerge and it would really be an exchange between the garden and Yvon as an entrepreneur, where Yvon uses the space to make a living and sell the training, the

money would go to him and in exchange for that we have the visibility of the composting in the region and we get all the compost for the garden. So it would be a valuable way of exchanging.

Kathrin Bohn: And you had two other good ideas : one was about using the produce in an Amap system instead of setting up your own box scheme which would not be realistic given the size and output of the site. The other thing was that what AAA actually needs is more time for research on these issues, so that one can establish quantities and these potential collaborations and be more ahead of the growing season rather than catching up. More time is needed for reflection on an economic model, on techniques, etc.

One question was also about organic or not organic. Basically at the moment it is not realistic, neither for the production nor for the composting, to have a completely organic way of producing. So realistically we decided that it would be a much greater achievement on the composting site for example to achieve a maximum of compostable goods, which is 25 times as much as what you are doing now. So that would be already an absolute achievement, and then in a second step, maybe look at an organic production. And similarly for the planting aspect, first trying to establish this and then go through all the steps towards an organic production, in a second phase.

Kathrin Böhm: For the composting for example being organic would be too exclusive, which is a general question about organic anyway.

Doina: we don't have to be organic. This is not something we are commercialising on the market. It could be later.

Kathrin Bohn: it would be later because if it is farming you want to commercialise the product because you want to create a livelihood for the urban farmer. So if you want a livelihood for the urban farmer it doesn't have to be organic; but there is a certain truth with aiming for this.

Doina: I think this is a very interesting discussion because you will never have organic waste in a poor neighbourhood because people are not eating organic, and it's probably not important for them. But a kind of agriculture that can account for these produce and products that can also tell this story and say that we are 25% organic for example and about the

growing methods that we are not using chemicals...

Kathrin Bohn: also we were excited about the word composting process. Perhaps not many people know that the site has been selected as a pioneering site for a regional composting scheme, which stresses the importance of composting and makes it more visible, maybe increasing this educational aspect of it. And also to notice that this organic production is only the tip of the iceberg because if you collect waste from the surroundings the question will not only be is it organic but it might also be is it usable? In Canada for example there are a few schemes which are doing this, asking questions about what type of composting to take in and about what is important and so on. So there are precedents to look at if you wanted to set that up.

Kathrin/Fionn?: is there any recycling scheme for food waste at all in Colombes? Or plans for that?

Yvon: Il y a déjà une collecte qui est organisée, mais il faut essayer d'organiser un détournement de la collecte pour récupérer des choses. Ça pourrait être n'importe où, il faut apprendre à ce que les gens viennent déposer, il faut apprendre à ce que le café etc garde. Et la municipalité a mis un container à la disposition du jardin pour que les commerçants puissent déposer leurs déchets du marché. Et nous on peut venir le récupérer, mais la difficulté c'est d'organiser cette collecte. Qui va se substituer à la collecte qui est organisée par la municipalité? C'est un vrai problème ça, comment on amène des déchets ici.

Anne: As far as I know in Paris, the idea about waste is that they take the glass because it can be recycled, they take paper and plastic because it is the second thing now everywhere; and then everything else, which is completely mixed with all things; organic and non-organic, and this is the group that people don't know what to do with So to take the organic from the rest is a new dimension which may be complicated.

Doina: one municipality tried but it didn't work.

Yvon: pour la ville de Colombes seulement il y a 1275 composteurs individuels qui sont dans les jardins. Ce qui veut dire que aujourd'hui quand on pèse la globalité des déchets de la ville on a baissé le taux de ramassage de 4%. L'objectif est 7%.

Anne: it is very interesting because the mayors they calculate like this – to lower the waste they collect, but I think if a project becomes visible and that collecting organic is aimed at making agriculture, to make local food and things like that, this new circuit can become a reality. People in Brittany where I come from try to do it but they say “what for?”. Those people who come from a rural area and have been told in the urban area to do one way, it is

really important to settle the new dimension, the new vision in which it comes.

Constantin: I was interested in Yvon's small compost device. It can be very useful for us; to combine a small garden with a compost in order for it to be bought and make a resource bought and to make a resource.

Anne: Another question is have the group enough force and manpower to go to the people of Colombes and ask for their family organic waste to make compost. It is a nice idea but it needs a lot of people.

Kathrin Böhm: Yvon was talking about maybe collecting from schools to get a volume. And I think he quickly calculated that with the compost there we can make just enough compost to cover the garden's needs.

Kathrin Bohn: you did 1 tonne of compost so far. He would need a 100 tonnes of compost. 100 is not realistic but what we calculated is that we could on the site generate 25 tonnes of compost. That is based on Yvon calculations.

Henrik: what about the leaves from the Parks?

Camille: this is complicated because it is not public, the municipality pays a company to do that. We have tried that already for wood but it is very complicated, you can't go to the municipality you have to go directly to the private companies.

Constantin: did you talk about the shop too?

Kathrin Böhm: a compost shop! No, it would make sense for Paris-wide, but here people would come and know they can learn a specific knowledge and make their own and perhaps receive a manual. So to get this thing about composting into the shop is a good idea.

Doina: I think you will continue working on the shop, the kind of practical research input that you are bringing. I think it is important that the shop is not specialised, because it is not only the shop of Agrocité, it is the shop of R-Urban and will also include the local level.

Kathrin Bohn: someone also mentioned the idea of combining the composting and the produce from Agrocité with the products that Recyclab are producing.

Presentation 2 : Governance / Social organisation

The group consisted in Fernando Garcia Dory, Henrik Ernston, Ramia Maze, Hadrien Basch (Etudiant Science Po / Stagiare AAA)

Fernando: We started by asking: how can we activate the socio-political aspects. So the first

thing we wanted to know more about was that we had heard there were 450 associations in the area. We wanted to know who they were and how active they were, mapping basically. So we started thinking about how large is our scope – are we working at Colombes level, are we working at Fossés-Jean? How different is this place to other places, even to the Colombes city-centre? We thought about outside this place, how different people are going to relate to this place? Who are they? We then thought about different techniques and methodologies. For example using a mapping device that would define existing meeting places where people are already gathering: for example the football grounds, near the metro, etc. Then to know also how this newer space interacts with them. How far are they? We also wanted to know more about civil organisations, whose experiences are invisible or not in our map at first glance. We also wanted to know more about oral histories, focusing more on the narratives composing the history of the place and how people living here perceive it. So we want to get this kind of chronography, a history of the neighbourhood and then arrive to the present as well. We talked about the vernacular expression, which was the material aspects on which the community here communicates. For example how the entrance of your little house is arranged as a view to the street. Or how a shop, or the communication of an event is being done, how a mattress is being sold in the middle of the street, etc... This is important because it would link to how the project develops its own materiality. Three questions that are growing in this neighbourhood about Agrocité are: what is this place? Who is behind it? Is that a shop? Questions of how this place is perceived.

Then we thought on another level with the question: what's inside? and *who* is inside? We are interested in this kind of social mapping, especially because one of the main aims of R-Urban is transmission, communication and dialogue with the social reality, to be a sort of catalyser. The fact that there exists 42 plots of land for individuals and families to own, represents the first departure (from the point of view of transmission) from a collective idea towards a more collective agency. This is very important because then we have to start to think about how the space allows that connection, and how the space is being organised in terms of politics of the space. We were thinking what are the desires governing each of the different plots. And finally what is the purpose of the plot here. Is it a commercial farm? Is it supposed to be a collective farming? Does Europe's interest really lie in food, in a serious way, in the cities, or are more productive in terms of social, cultural devices, and in ways of solving existing needs? There are a lot of people queuing to have a plot here. The purpose of this – is this production? Is this location? what is urban agriculture? Because I think it is very different to say I am an urban farmer and having 300 sq metres of land. Also the question of how the decisions are taken. Now it is coming to be necessary to define a chart of how these collective lands are used. Instead of importing or imposing a set of rules taken from other urban gardens around

Europe, let's try to think about forming a gardeners' assembly that would define how this is organised. This would be part of a necessary social activation for an extension of the model, maybe to subdivide this initiative in different places either in Colombes or outside. People who start with those small resources to later create a democratic land trust. We didn't touch upon the question of the other too much and the question of self-management

Henrik: We thought that since we are not from here it was difficult to talk about the outside. One question we had is about the left side of the garden, could that be contested? Can the others who are involved now in Agrocité, can the gardeners' assembly, have a voice in the decision-making about that section of the garden? Should you use that much space or should it be used for something else? These are difficult questions. Is there a space for that? Is there a master plan or is there space for contestation, and also appropriation of the place and organisation and the building? We had some ideas as well on what's on the outside and what could be done with the local schools and the kids, could they be the ones who bring back stories and interviews and materials? Producing an event where people could come and learn about what this research has brought about. Is there a way of placing this place within the place?

Fernando: and use cultural forms or techniques

Henrik: Ramia maybe you could say something about the vernacular because it is a very textured way of thinking about how people express themselves.

Ramia: The vernacular idea was to try to understand the place in some way; this is a new regime of sense, a new approach, a new lifestyle, a new set of people in this context. So what are the forms of expression that are already meaningful in everyday practice in the porch, in the pharmacy window and in the existing places where people meet, how do they interact? What forms of expression do they find familiar, or meaningful? And then to think about the form, about how the materiality of the space should be adapted easily, and where should the entry points be for handing over responsibility during different parts of these interventions. Maybe the shop would look different as it is managed by different residents of the community. Exhibition of oral histories could be presented in a way that is meaningful for people. And to see how this place communicates with the outside and about the forms that are branded here and created here.

I just want to say something about the governance. I think we were speaking about forms of governance, to keep asking questions about the forms of interactions between all the people and the groups that are involved here. It is the form of rules, so how and when do people meet and make decisions. Who gets to make decisions, how can decisions be changed? Who gets to

move to the plots, can that be changed? How and by whom? Who is in charge of the allocation and the percentages given to the different parts of the plots. The shop: who gets to say what is in the shop and how it looks and which products are there? The architecture: what are the ways by which the spaces, the materiality, the shop and the farming take place. So that comes to the rules, the rules of governance, and who can interact through those rules, who makes decisions, in this way that the other is not just a recipient of the rule but is active in decision-making, perhaps even changing the rules with the deadline of two years and the handover of responsibility and rights. Now the responsibility is held to make that clear perhaps, but then also to think about how that is handed over, and to make that process of the transparency of the rules, the changing of the responsibilities, the adapting of the rules a part of the learning process, a part of the building scheme process for the hand-over of the responsibility.

Then there was something else Hadrien said, perhaps another aspect we haven't discussed is the artistic and cultural production aspect that could be brought into this at some point.

Hadrien: Yes, I think that the garden and the whole project lacks of cultural and artistic expression, painting, constructions, etc.. But of course it is only the beginning and I guess when the project will come to maturity this will come into reality. But I think we need to prepare for that.

Ramia: and speaking of the other, perhaps the invisible other, the people that don't show up, the people that don't go pass and come in, in what way that they might be understood, and are they or can they be part of this community or other channels besides the existing forms of production such as crafts and culture, etc?

Fionn: There is the question of the different forms of governance – consensus, democracy... The different forms of communicating governance, as well as the ways that decisions are being made, whether in terms of digital or physical ways. At the moment I get the sense that Agrocité and Recyclab are physical, decisions are physically made and I wonder if you thought about how the governance might be extended out into the community more digitally or in different forms of communicating that governance. In terms of that you can create your digital community and it can have an interface with the physical community or not. You can decide who gets involved or how.

Constantin: it is a problem of scale too, because for instance we have 42 plots now and the city will almost demolish a part of it later on, we don't know... We asked ourselves is it interesting to have much more space because there are people who expect plots, but it is a huge job to run this so we decided to not do it, to keep the scale. For instance the group is closed so it's fixed. There is a risk to transform that in a privilege for those who are in the

garden. And maybe it is better to open to other kinds of activities, like cultural activities or the shop in order to keep the openness of the project.

Fionn: With that group of 42 plots, when you make decisions, do these decisions get made by people coming to a meeting or do you do any kind of voting through the email list for example?

Constantin: Not a lot have emails. There are some of them who don't come to those meetings, with different social positions, they don't have time for instance? Other ones they don't come because they are margins. It is just the start of a process and it is a long process. I like a lot all the theoretical aspect, but it is a huge job. Usually we try to use very simple device like taking responsibilities so you offer the capacity and the possibility for people to take some responsibility: for compost, for water systems, tools etc.. And through that, we have a way to decide in a very simple way, not from a theoretical point.

In fact we imagine a very simple device.

Henrik: The organisation I work with in Cape Town they often talk about Champions and it seems you cannot cultivate certain Champions that become part of the organisation. And you say it is part of a long process but it's not, it is 24 months. Perhaps thinking about how cultivating these Champions would be beneficial, a good strategic exercise for AAA to prepare for what's next.

Camille: We discussed already a little that question of Champions and you (Constantin) were saying that you were scared that people would take power, that it would lead to power issues and that you were reluctant for this to happen.

Henrik: it will happen, it will definitely happen.

Constantin: it is a power system.

Doina: we still have two years to get things evolving, it is important to take advantage of these years and not think of them as a limitation but to see them as a productive period.

Katherine: In terms of value creation, apart from all the immaterial and the education and so on, most of it will actually flow out of it, out of this place if the compost business gets going. Any profits will be privately appropriated.

Camille: but this is the aim of the project, as I understand it. Other people can emerge and create other projects and that's all part of the network. R-Urban is just there to kind of host

and enable that. There are other sites that could people for people who feel engaged.

Kathrin Bohn: It is a superposition of different users; ecological intensification that can be associated with the community benefits. And basically having these two people that are paid, if this is an urban agriculture scenario, would be part of justifying the use of the site in the way that it's being used. But it wouldn't be the only use, it would be associated to community benefits or education events.

Doina: and there is also the kitchen and the market that could also be in another form, we don't know yet, it could be an association or there could be a turn by turn, some of the gardeners could take the charge... So it is not only to decide now which is the kind of the first, and there is also an organisation which is not formalised yet which is the gardener group which is social capital somehow and they are also producing and getting some feedback at different events. So I think we were really following your idea of diverse economy and holding somehow a structure that is including or welcoming, not only of one organisation and one type of economy but of different ones.

Katherine: So I think the governance thing is that there will be multiple governance structures. The governance of the composting business might be up to Yvon, the governance of the volunteer garden is in association, but then the governance of how those spaces might be used would be another one and the lettuce production, I don't know how that might go through AAA, so there are multiple ones. Does it need an over-arching governing organisation? At the moment aaa is the master planner and this is the idea of how does this transition happen. About what has been discussed, this is about privileging one economic model of a certain value creation in a mainstream sense, and that's self-employment. Generating one income with a limited number of crops. The question of the diversity, in some sense is being constrained, but maybe that's realistic.

Doina: there is an educational aspect, we will provide services for sure

Katherine: Do you want the knowledge commons to be privatised? Do you want to sell knowledge or do you want to make it a commons?

Constantin: it is not about privatisation it is about creating a social economy, a social enterprise. It could be in two years but it is important.

Katherine: if it was a social enterprise, you would be looking at this business to employ more than one person and the profits would go back to employing more and more people. Everyone would get a living wage but the profits would go to expanding the production.

Constantin: it is not yet a social enterprise, but in two years that can be created and a new

type of economy can be created.

Doina: Yvon is giving a lot to the community, advices on the composting, cleaning etc.. he is doing a lot of services.

Kathrin Böhm: he could do training as a social activity.

Anne: Adding to this decision-making there is a negotiation. There are different lines crossing in the project. Taking conscience of the different trajectories and how they move. For me there is a community where there is not only a place but time and history incorporated. Community can do things together if these histories are not ignoring each other as it is most of the time. This negotiation is very important.

Doina: and also a kind of mutual understanding of each other by the community. This a very big problem that we encountered in our last projects: how to explain and create this condition of the different groups to be open to others.

Presentation 3 : Short circuits

The group included Fionn Stevenson (UoSheffield), Doina Petrescu (UoSheffield/AAA), Julie Chartres (AAA/ Recyclab), Elodie Cardinaud (Designer in Residence R-Urban/Recyclab)

Doina: We were looking at some of the recommendations that Fionn suggested in her report. One was about making a regional directory in which all the activities that we are doing could be placed. But this is something that we haven't done and there is a question if we have the means to do it. And then we concentrated on the Recyclab and the cycles that are connected or related to Recyclab specifically. We were questioning the materials for Recyclab and to know more about the type of suppliers and supply systems that we will set up. Fionn mentioned that it could be static supply systems so we could identify all the people that collect material or are selling them, the stable sources of material, as well as dynamic which means that we should have a calendar of demolitions or events that will generate supplies on a kind of "just in time" principle. And we are more or less in the process of doing this, we have a calendar of demolition from the city hall for the whole year that we will try to follow. Another type of service that we can provide is to put people in touch or to set up partnerships with places or people who are contracting demolitions. Fionn suggested that we should be in contact with municipal planners who are those who have the advance information so we should be informed well in advance to be able to operate within this dynamic context.

It is important to define a protocol of how to interact with these suppliers, maybe this would be a software that we have to create, in which we can know easily what type of building, how much it would cost and what materials are involved. The conclusion is that all this is about

creating a knowledge system that will perpetuate itself and this would also have a kind of educational dimension because we can share it, we can be explicit about it. We could also work with other designers and planners in the sense of providing recommendation on design for the construction and a kind of service which will give them information about ways of intervening within the cycle of materials –ways they can use recycled materials, and they can also design with this in mind. So we were looking also at kinds of products and the main idea was that they should be related to urban agriculture, or maybe we could have a focus on products that are coming together with some products of the Agrocité. This would go from infrastructure for urban agriculture to products that would make surfaces, walls, things that you would use to create a landscape for your garden in whatever context – on a terrace, on a balcony, but also you can create a vertical garden. So all this could be done. In addition to the idea of recycling wood and metal which was the initial idea that we had for Recyclab, she suggested the plastic, looking at Yvon's compost, but this could be also an interesting activity. For example people are used already to bringing food waste, they could also be asked to bring a particular kind of plastic that could be transformed into a mini-compost. I think you say that this is a real ecological problem, plastic.

Fionn: yes plastic is a huge problem, it gets either trashed or burned. But I think it uses as much energy to recycle than it uses to make it in the first place so..

Doina: And we discussed about greenhouses to be also a DIY service, we can provide a kit for greenhouse and teach people how to use it and set it up. And also watering systems and bikes that can transport things. I think this is very important because we need one ourselves, but it is very important to design the attachment to bikes and this will go into another cycle which has to do with transportation. And also we were thinking about tools and about the idea of also providing tools, not only products. We can harvest tools as well, and that could be tools harvested here but also tools for agriculture, DIY and we can have a bricotec a tool library in Recyclab with this idea of using this for the pedagogical workshop and then the transportation and maybe combine or attach ideas to this bike object that can also have other levels, it could be a shop as well so we can combine the bike with a shop or a showroom. And there was a discussion I think Jérôme was interested to the kind of design that should be attached, not extremely well designed or should be a design that allows layers and transformations and is scratchable. And also Elodie was mentioning this products that are evolving products and they can evolve according to the type of harvest, and the type of material that we find because we discussed about harvesting stuff from Leclerc and it is clear that you might have period where you get a particular kind of material and others where you

get another kind of material, and how a product can evolve in such a way that it can adapt to various version that will express these cycles of harvesting somehow. And the circuits could be random and regular. It is very interesting to look and to map the existing circuits and see how we can divert them or intervene within them, again Leclerc was given as an example and the waste circuits that might be interesting to divert.

Fionn: On that idea of scratchability, when you are re-using materials it is actually at the points of connection that is the kind of weakest link, so that is where you need high-end engineering. We talked about maybe making links with local manufacturers who could help with just that; the very small bits that facilitate re-use and deconstruction, and that enables us to then use rough materials with strong links to avoid that common big problem with re-use designs, it failing at the point of connection.

Doina: there was also this idea of cycles at different scales and how to pass from one scale to another is very important, because there might be things that you might not need at the local scale, but are needed at the regional scale. So you can open up the circuit to another scale, and also how to think about products that at another scale generate other types of short circuits and longer circuits etc. We were giving this example of that bicycle attachment that can become a shop and can generate a business somewhere else for example. This would be a way to generate again local circuits somewhere else. Somebody that would acquire this product that we are giving can develop it further.

Anne: about public works: when I was in London I felt they had a lot of good ideas about recycling things and made objects, but then you couldn't see how the object could be used really, and it is a question of this economy. But after you have the people who create the object it then needs people to implement it in concrete situations. And this is for instance quite interesting : where is the manpower to make it happen. It looks like a great stock but then how to make things from that?

Doina: because I think we were discussing about the educational aspect and the fact that we can provide services that will...

Anne: but you need people to process these things. For example, in le 56 we had a presentation of people in Belgium who know a place where material from buildings are stocked, second hand materials and they make architecture which is designed to use this stock of second hand material; but they showed one thing which was a nice "maison des jeunes" or something like that; so I think it is quite obvious that it needs people. My idea is that people in internships and short contracts and everything here are not in a position to do this work, and Doina and Constantin do it and get exhausted, so there is something to think

about the implementation.

Doina: but you know that Recyclab will be an organisation itself and is planned to run independently in the autumn so there will be other people thinking. Julie is working on this so she is in charge of developing it.

Julie: I think there is a big link with our presentation.

Presentation 4 : Economy

The group included Katherine Gibson (UoW Sydney), Constantin Petcou (AAA), Kim Trogal (UoSheffield)

Katherine: One of the first discussions we had was to think about the ways in which this facility is placed within its world. Just reflecting on this building here, it is like this infrastructure has been created here and the engagement with the world beyond has had two major forms of invitations to the world: one has been through the community garden where people – particularly older women interested in new things – emerge and start to use the garden. Just today, we saw this kind of big barrier in this beautiful building penetrated by people coming in through the shop, because the shop was this open invitation- which is the second form. So there has been two kinds of major invitations to use this site, and this one is really starting to work, and now the question is who else gets invited into here. Still, it has been established through the design masterplan of AAA and so on, in a wonderful way. But it is still their plan. So how does it become a porous thing that is transitioning to self-ownership and self-organisation? The Recyclab is again at this point where the infrastructure has been built and now the question is how do people get invited into it, and what kinds of economic enterprises and so on get invited. So we have these three spaces – the big workshop space, the more pedagogical workshop space, the storage area and all the outside area; there is all these different kinds of spaces and the question is how then do they start to be used.

We started to talk about how is the economy in this little space embedded in a wider economy and how does it interact with this wider economy. One of the things we thought about was the need to assess the businesses that are around, and what other institutions are around that might be seen as part of this circle and be enrolled in the new economy that is being built here. For instance, if there was an idea to set up a café at this site, this café must not undermine the business of the café where we went to have coffee at the corner. How do we see this environment as working together? One of the ideas that came up was: maybe this café-like thing could work on Sundays when that café is closed. There are ways in which these

things could work together. We don't want to attempt a sense of producing something that would undermine their business.

So the inventory we talked about would include the businesses around, what they are offering and how do we nest in with their offerings, because we need to think about what is a market, how do we draw in a market to whatever is produced here. The other is the technical school and the schools that you can work with, which are incredible resources in terms of people, but also knowledge and teachers who are already there, that could be enrolled into this space. Then there was the discussion about the passers by and how it would be interesting to see how many people do ride their bikes passing by at different times of the week, or currently ride to go to work, even to try to intercept them at some point and say "hey, if we had fresh orange juice here would you buy it? What is it that you would really like? Would you like a repair place for your bicycle? All this to get more of a sense of where are the markets out there, what are people wanting rather than coming with our idea of what should be. Because it seems that there is already a vision of it as being a recycling spot, and there is an idea of wood-working as a primary activity that could happen here. And I guess, being the devil's advocate there was a question of: "is this a wood fetish?" Is wood really where people are at in this area, or would they be more interested in something like a bicycle repair shop, or a computer lab for kids to come and do internet stuff?

So I guess we started thinking about the way in which the space might be opened out, at least initially, before the enterprise ideas or the economic decisions about what should happen here get made. And in that opening out there might be some events, for instance this sort of flea market that was talked about that we could have open in the street, but also maybe the opportunity for this area to be offering free meals to people as a way to start to be invited into the space to see who might start to use it. So the idea that, just the way this space has started with an open invitation to use it as plots, we might think of an open invitation to use this pedagogical space as the first step and then thinking about what should happen in this workshop area, in a second step. Because it is also dependent on getting funding to set up more equipment, and funding to set up a training enterprise if that's one of the ideas that has been floating.

We could go with the bicycle kind of idea or the idea of inviting people in to build billy-carts, these carts that children can make with boxes and wheels. There could be an interesting "billy-cart day" where people can build billy-carts and raise them and have an event which would be a way to get people into this space and see what is possible. The other idea of cycling and circuits was that there could be a R-Urban tricycle with which you would offer free trips around. So again all this is so that people can see that these things are connected

and that there is a funny bicycle that goes around every now and again with old ladies being bicycled to the shop.

Kim: We were also speaking about the mutual kind of credit between projects and how to connect things like skills and designing with kind of a more material aspect, like if you come to the café can you claim something more, can you claim a bike or something like that.

Katherine: Yes so we thought of the idea of a re-vamped bike sitting out there saying "if you would like this bike, ten hours in the garden across the building will get it for you".

Kim: But also the idea of making these bikes accessible and affordable for kids who would otherwise not have one.

Katherine: So again we were thinking about where are people at with what they need and want. And would that then be a way to lead them towards talking about wood and the use of wood in different ways. I am just wondering to what extent people are into wood around here. Then the other thought was to put some notices around – at bars, all the places that you were talking about where people are already meeting – to say "is anyone a carpenter or has carpentry skills?" or "would you like to get together on a Sunday afternoon" with, perhaps the tech school, the teachers and perhaps the students, to talk about what carpentry skills are around, would you be interested in using this workshop? It seems that the tech school is a huge resource and even getting a few teachers to bring some of their kids down to see this site and to start to brainstorm around what they would like to see happening, what would be a way to begin to do this mediating. Because it seems like we have this infrastructure and we have a society, and there has to be these kinds of mediating relationships to start to see how this society wants to use this infrastructure.

Anne: It is not "Just do it" in France you know! You have a lot of intermediaries to convince people. A school teacher you invite has to ask the inspection, so it makes a circle like that and six months later they have the answer "yes, you are allowed to take your kids there"!

Katherine: Ok, is there a way around though to do that on a Sunday afternoon where they get together and talk about these things, anyone in your class or around you is welcome to come – but to do it outside of school hours? We have to think around these barriers. So I guess we were just thinking about different ways of thinking about economy around this thing.

Constantin: Another idea was to produce different devices with bikes for example, to produce energy.

Katherine: That also could be a wonderful kind of competition if you ask young fit men, to say "how fast can you bicycle, how much energy can you produce?". There is the connection

with the tennis court nearby, the stadium, there are ways that you could tap into the health thing and young people and say instead of a boxing competition let's have a bicycle competition for generating energy. To think about more carnival ways of starting to put this place on the map, rather than to come up with a plan... It is a bit like Fionn saying that in design, you have the raw materials and you have the design and many people want to start with their own material and then go to the design or go from the design to the raw materials but, what we have now is this infrastructure, so how do we come and make this happen. I guess it all comes back to the people and this is the question. Some kind of research in terms of finding more about who is around, who could be interested and then forming events takes work.

Constantin: Speaking about design, another idea was to be in connection with schools of designers, we could be teaching design, in order to capture students to produce prototypes later. And you asked about the rainwater because one of the qualities of Recyclab is to collect rainwater and we are not sure what do with this water so it could be interesting to have their input. And we were also speaking about a label, a brand with a very simple design, using raw material.

Katherine: So I guess we were thinking that, rather than immediately starting a social enterprise to set up a workshop, and taken the huge efforts to get that going, there is a sort of step before that which is enrolling the community and coming up with ideas. Then the question would be: would it be more interesting to just have interns as research designers, sitting there and being in residence, in such a way that people can come and watch and listen, talk to...? This is the question.

Doina: The designers in residency, in the programme, they have a number of mini-actions.

Constantin: Another idea which was interesting is kids – bikes and kids, because the kids they use the bikes and there could be a very futuristic bike producing light or something like that. They are very good actors or catalysers to imagine new objects. But of course in ecological ways etc...

Katherine: I mean the fact that we have that lovely road, it sorts of invites people to ride up and down, even learning how to bike.

Anne: Did you also talk about selling this building to another Commune after the three years? Yesterday, Frédéric Sarkis said to me "in three years we take back the Agrolab" because they want to make a huge urbanism development, "and Europe will sell the buildings to another

Commune to make a new experiment".

Katherine: That reminds me of the mobile kitchen we talked about as being a real big resource here, if there were to be a market to have the mobile kitchen out there showing people how it could be used and potentially saying you can come and use it here for your events, because it is a nice space, it is a beautiful space for events that people in the community might want to come and use. You could even rent eco-chairs and tables for associations' events, it could be another source of income.

But then, we can come up with a lot of good ideas but unless they are coming from, and connected with the people outside, it is not enough.

Student: But maybe it would be a good idea to make that to a kind of workshop, to make them feel it is also their place. Maybe it is more a couch place... So instead of just doing it all and then inviting them in maybe it is a good idea to open up beforehand.

Doina: I think when we think about people we have to be more careful because we can't just reach anybody in any way, it is important to work with specific groups that might create their own chair or who might have their own ideas. I think we have to target those groups that we are interested in.

Katherine: And initially in the way it was set up it seems that the groups that could be approached would be young people through the technical college and kids and biking, and the other was older men who had wood-working skills, who might want to teach those or come and use them and don't have space at their own places.

Doina: But then I think how we attract women also is important, they could use that space too.

Anne: I talked yesterday with a woman from the social housing entity who was there and she was telling me that in social housing, for instance, there is a lot of unused space. She now wants to go back to the association of tenants who could then do things in their social housing in link with here for example. For instance, sometimes in Paris you have community gardens in social housing, in spaces that were not used at all.

Katherine: In a way there are obviously multiple projects going on here, multiple things happening. Your expertise is in multiple areas but the infrastructure and the ecological side of the building and the space is one of the huge inputs here. But the idea of a community

development, community economy side of all this, it seems to me is a whole other project and it is a project that goes alongside, but to expect that you can try and do it is the hard part. I am just wondering whether there is a way of leveraging on this project some other kind of other matching project that are more about community outreach, thinking about what is happening here, in other spaces in Colombes, but it is another whole thing.

Constantin: You were also talking about Recyclab like a showroom, like an example. If we try to sell small devices like the small composter shown by Yvon and Olivier and all these people, would be using this kind of very resilient – would be showing how to have a way of life with less energy. It is important to have these kinds of people coming there in order to provoke the desire to use these kind of devices to reduce consumption.

Katherine: Well you could be just a site of prototypes, a demonstration site. That is a different project than a project that is trying to put the community at the centre and the enrolment of a whole new way of living in Colombes. The Recyclab could be a prototype site where you have a really great bicycle builder and a few designers doing interesting things and producing interesting products – it is kind of open and people could come and see it. But it is not trying to also then *develop* – that would be AAA's business then, which could be fun, rather than trying to see it as having this transition into becoming a community-led and self-organised thing. So I think we are caught between many different agendas here and, partly the fact that the thing has to be moved is why there is an imperative to say let's have the community own it, but then it is a big thing to ask the community to own something that could potentially get dissolved. The other one is could be a just a site of experimentation and display

Doina: I think we are definitely opting for a community thing because we have at the same time experimentation and a way of getting the community in too. We don't necessarily want them to take control over the whole project. And with the community, there are many different forms – Yvon has an organisation so he represents an organisation and there are other organisations also that are using the space as well as individual people, as well as a possible self-employed person...

Anne: That is a third dimension that is very important I think, in the case of Doina especially and Constantin, is what architecture can do in this? Which is another way of articulating things and having a larger ambition than just managing the place.

Katherine: But in the case what you just mentioned, Yvon isn't just an individual he is an association, which has said let's come and use this space as an opportunity. Whereas some of the women I talked to yesterday are individuals and say let's come and use this opportunity. So Recyclab could be a place for associations' users, there might be other Yvons with other associations who could be invited into this space. That would be the easiest thing in a way because the associations already have governance structures.

Anne: Yes but the problem, as far as I know, is that in France associations lack a lot of people so it is important for some community people to have both association and individuals to create a common space between those. And association people are generally more ordered than individuals.

Katherine: But then that would be saying let's put social inclusion as a primary thing. It is almost like you are trying to do everything at the same time, you are trying to do so many things and there is a need to try to do a few. But can you do everything? If it was a project all around social inclusion, it would have one direction; if it was a project all around building prototypes for ecological living and housing, it would have another direction...

Doina: I don't think that in our case this is the aim. The aim is that architecture can enable these kinds of social constructions – not only social but also economical and ecological as well – and that is why we have somehow tried to have also an economic agenda and an ecological agenda on the top of the social agenda. So it is not just a community centre that is doing social work, it is a space that creates different opportunities to live and work differently. And the architecture and the way we have approached the urban scale through this network of facilities is an enabler. It is not the scope in itself, our aim is not only to do a prototype building that would demonstrate a way of collecting water for example. It is to create a whole dynamic in a community to change lifestyles. But again we won't do it just with these three units in four years, this is only a beginning.

Katherine: I can see that and in a way, what will occur is a path-dependent process. Every time we make a decision it sets things off in one direction or another and what we are doing in this workshop is looking at the array of decisions that could be made through mixed steps on each of these themes. Fleshing-out, as much as we can, what would happen.

Constantin: Speaking about the more medium-term aim of Recyclab, we need to think about how to organise the space in order to attract people to spend more time. Because if you just

have a workshop space, probably they only come to repair something and after an hour they leave. And here in Agrocité they stay for hours everyday. So how to create conditions in order to attract them along. There was the idea to use the terrace, or the café, or the archive to attract people to stay. It is important for the exchange because you need time for change and exchange.

Kim: People have different times in which they can engage or not, so maybe spending one hour would be good for some people. It could be a commitment to spend more time for some people and that might make conflicts.

Katherine: In my neighbourhood there is that event which is only once a month for three hours in the morning, and I connect with people in my area who are interested in the bush and weeding, etc. Sometimes I just go for an hour and I am often away, but just being able to drop in and just do something produces that connection. But the idea of having another sort of activity that people could sit around and do, talking about different types of handicrafts etc. would be great. I just had a great idea – what about the guerilla knitters? People that knit covers for trees and poles, there could be a whole guerilla knitting project for that whole avenue or trees where people are invited to come and knit!

11. Conclusion

Initiée en 2008, la stratégie R-Urban a commence d'être implémentée à Colombes en 2011. Après 3 années de développement de cette stratégie de résilience urbaine participative, les différentes phases qui ont été réalisées ou commencées nous permettent maintenant de formuler une première évaluation concernant un nombre d'hypothèses initiales tout en gardant un nombre de questionnements qui devraient être explorés et réévalués dans les années à venir.

Cette période d'implémentation d'octobre 2011 à mars 2014 a permis d'initier et d'explorer une série de dimensions spécifiques pour la stratégie R-Urban :

- l'apparition d'un réseau complexe d'acteurs locaux impliqués à différents niveaux dans les

multiples activités du projet (recyclage, ateliers, agroécologie, jardinage, ferme à compost, micro-économie locale, repérage déchets, etc.)

- la mise en place d'une série d'aménagements constitutifs de la ferme d'agriculture urbaine Agrocité et d'activités spécifiques portées par des porteurs de projet locaux et franciliens (potagers, poulailler, ferme à compost, phytoépuration, serre, etc.)

- la conception et la réalisation d'une Unité dédiée à l'économie sociale solidaire et au recyclage de déchets locaux pour la réalisation d'éléments d'eco-design (Recyclab), unité pour laquelle nous développons dernièrement un modèle économique actualisé en fonction, notamment, de nouvelles politiques publiques liées à l'emploi

- le démarrage du montage de la troisième Unité Pilote dédiée à l'habitat coopératif écologique, l'EcoHab

- le démarrage d'une démarche de dissémination de la stratégie R-Urban vers de nouveaux porteurs de projets à différentes échelles (locale, régionale, nationale et internationale)

Ces premières 3 années d'implémentation de la stratégie R-Urban montrent l'importance et le rôle particulier de chaque dimension du projet dans leurs diversité : sociale, économique, méthodologique, institutionnelle et méthodologique.³¹

Une des principales difficultés dans l'implémentation de la stratégie de résilience urbaine R-Urban a été justement la remise en cause d'un bon nombre d'aspects divers des pratiques urbaines habituelles : le recyclage de déchets locaux, la revalorisation des pratiques rurales et la réduction de la consommation quotidienne des ressources, les transports verts, la dépollution des eaux grises et l'utilisation des toilettes sèches, réduire la consommation de l'eau, etc.³²

Pour surmonter ces difficultés de mise en place des processus prévus, et pour préserver un regard questionnant sur le développement du projet, le protocole choisi d'accompagner par

³¹ "R-Urban est une stratégie participative, fondée sur la connaissance (à la fois habitante, scientifique, architecturale) des cycles écologiques locaux, qui active des flux matériels (eau, énergie, déchets, nourriture) et des flux immatériels (connaissances, économie sociale, culture locale, autoconstruction, etc) entre les domaines clefs de l'activité habitante (économie de recyclage et de partage, habitat, agriculture urbaine)." cf. Petcou et Petrescu, voir p.12

³² "R-Urban est un mot en 'R'. Il se réfère directement aux trois 'R' présentés comme des impératifs dans toute approche écologique : réduire, réutiliser, recycler. Mais il suggère d'autres items : réparer, redessiner, repenser. Il indique aussi la volonté de reconnecter le rural et l'urbain à travers de nouvelles relations plus complémentaires et moins hiérarchiques. Le R de R-Urban rappelle aussi que le principal objectif de cette stratégie est la résilience." cf. Petcou et Petrescu, voir p.14

une série d'expertises internationales régulières, s'est avéré d'une efficacité remarquable. Ces séances d'expertise répétées nous ont permis de pouvoir nous distancier régulièrement d'un processus qui, par sa difficulté, risquait d'absorber trop la partie de l'équipe de recherche impliquée de manière quasi quotidienne dans le montage du projet.³³

CONTEXTE URBAIN ET SOCIAL

Les deux premières unités R-Urban sont situées dans des quartiers "sensibles" classés Politique de la Ville et les deux sites d'intervention sont paradigmatiques pour ce type de quartier dont des nombreux terrains ont des affectations incertaines et sur des durées "provisoires" qui peuvent durer longtemps. Le site de l'Agrocité est en friche depuis 2010 pour une durée indéterminée et le site du Recyclab, une ancienne voie qui est devenue une impasse à cause de la construction de l'autoroute A86, est dans cette situation depuis 20 ans – 1994. Malgré son caractère inhabituel, la proposition d'investir de manière réversible ces deux premiers sites R-Urban a été assez rapidement acceptée par l'équipe municipale de Colombes tout en donnant l'occasion à quelques attaques politiciennes de la part de certains élus moins investis dans le projet et ayant une vision standardisée des opérations urbaines.

En prenant en compte son positionnement sur la frontière entre la zone d'habitat pavillonnaire et celle de grands ensembles, le site de l'Agrocité a été le premier à être investi pour permettre au projet de "toucher" un grand nombre d'habitants provenant de populations socialement et culturellement diverses. Mis à part son caractère paradigmatique de voie de transport désaffectée, le site du Recyclab a été choisi aussi pour sa capacité d'accueillir des activités économiques (conformément au POS, il est situé entre une zone d'activités économiques et sportives). Par contre, son emplacement est éloigné des zones d'habitation et le montage des activités a dû s'appuyer sur le réseau d'usagers et porteurs de projet créé autour de l'Agrocité.

L'ordre d'investissement des sites R-Urban a pris en compte leur capacité de créer un ancrage social grâce à leur emplacement mais, en regardant à plus long terme, et prenant en compte les premiers contacts réalisés à Colombes pour initier R-Urban (octobre 2009), les premiers groupes d'habitants intéressés de s'impliquer dans le projet étaient, pour une bonne partie,

³³ Cf. les précisions de K.Gibson sur la "recherche par action", voir p29

intégrés dans deux groupes d'initiative : une AMAP et un jardin partagé en constitution sur le Bd d'Audra. Comme le remarque notre expert K. Bohn, R-Urban a démarré à Colombes, en partie, en s'appuyant sur des dynamiques et intérêts liés à la nourriture (cf. K. Bohn voir p.79). C'est d'ailleurs ces groupes d'habitants qui ont réalisé le repérage des terrains disponibles à Colombes et qui pourraient, potentiellement, être considérés comme des sites potentiels pour la stratégie R-Urban.

Au delà de ces premiers contacts, s'agissant de programmes urbains nouveaux, les unités initiés par R-Urban ne pouvaient s'appuyer que dans une mesure réduite sur des acteurs locaux existants et devraient s'ouvrir à une large catégorie d'habitants pour permettre l'émergence de nouveaux porteurs de projets compatibles avec les activités prévues par la stratégie résiliente du projet. Nous avons pu observer que la plupart des porteurs de projet ne venaient qu'en petite partie, finalement, des deux groupes de support initial du projet. La plupart des porteurs de projet émergents n'étaient pas investis initialement dans aucune activité citoyenne ou associative existante et ce qui montre une certaine stéréotypie des types d'activités associatives et citoyennes encouragés par les programmes des politiques publiques. Ainsi n'est pas mis en valeur le potentiel de changement résilient de nos villes à cause d'une certaine inertie administrative, politique et, partiellement, citoyenne.

D'autre part, le fait de ne pas pouvoir s'appuyer, que très peu, sur des acteurs locaux déjà constitués, demande la mise en place de processus de projet plus longs, en attendant que ces porteurs de projet apparaissent progressivement dans le projet. Comme le remarque l'expert australienne K Gibson, la temporalité du projet est plus longue parce que il s'appuie sur des groupes d'acteurs qui ne sont pas pré-existants, mais qui se constituent autour du projet même (cf. K Gibson, voir p.32). La mise en place successive d'une série d'ateliers pédagogiques et d'aménagements spatiaux a permis, parallèlement, de suggérer les activités potentielles qui sont promues par R-Urban.

R-Urban apparaît ainsi avec clarté dans une de ses dimensions principales qui est celle de construire son contexte, et par des multiples dimensions nécessaires au projet : sociale, économique, urbaine, pédagogique, etc. R-Urban s'appuie en fait sur un processus à tiroirs dans la construction de ce contexte complexe : initiation d'une série d'activités novatrices pour le contexte urbain d'intervention (ateliers d'agroécologie et permaculture, de recyclage et d'activités économiques autour des déchets, etc.), aménagements des espaces nécessaires

pour accueillir ces activités, initiation de partenariats et de modèles économiques permettant la durabilité du projet. Des retards inévitables apparaissent à cause de cet enchaînement qui est nécessaire pour permettre la sensibilisation des habitants avec des problématiques souvent nouvelles pour eux, et l'apparition des porteurs de projets locaux à la suite.

Les collectifs qui émergent grâce à la démarche R-Urban sont constitués à partir de populations d'origines culturelles et d'horizons sociaux différents. Comme le remarque K. Gibson, R-Urban n'est pas basé sur des collectifs de personnes identiques ou similaires mais bien au contraire, sur des groupes qui doivent être négociés et vécus, parfois dans une condition éphémère qui peut aspirer au durable (cf. K. Gibson, voir p.32). La démarche proposée par R-Urban est basée sur des projets qui favorisent l'émergence de groupes socialement ouverts à la diversité, tout en étant orientés vers des champs d'intérêt clairement définis (écologie, recyclage, résilience, etc.). Ce sont ces intérêts transversaux culturellement et socialement (écologie, résilience, ressources, etc.) qui devraient permettre, la constitution d'un groupe d'habitants hétérogènes culturellement et socialement pour l'unité EcoHab, tout en étant réunis par ces valeurs communes nouvelles. Pour répondre à une des remarques de l'expert berlinois Mathias Heyden, nous pourrions arriver, de cette manière, à un habitat sans conflit structurel tout en évitant un collectif trop homogène (Cf. M Heyden, voir p.60).

Des tendances de résistance à l'émergence de ce processus apparaissent aussi, parfois à cause d'anciennes références auxquelles les gens sont plus habitués (comme les jardins ouvriers qui existent à Colombes) ou, souvent, pour des raisons individualistes comme bénéficier d'un espace ou d'un "service", supposé offert par la Mairie, et pour lequel les gens ne devraient prendre aucune responsabilité de gestion, d'entretien, etc. D'autres acteurs locaux, par contre, saisissent l'occasion pour s'impliquer de plus en plus, prendre des responsabilités, initier d'autres activités, transmettre leurs savoirs, devenir les promoteurs du projet, etc. Une des personnes les plus investies demandait récemment, par exemple, si c'est possible d'initier une autre Agrocité dans la commune voisine où elle habite et où elle pourrait s'impliquer davantage.

Un grand changement, qui demande la construction de relations de confiance à longue durée, est le développement de relations de réciprocité et de solidarité nécessaires pour ce type de projet (mutualisation de ressources, réduction de la consommation, recyclage et ré-emploi, etc.). Comme mentionné dans le texte Petcou, Petrescu p6, et en faisant référence aux travaux

de Lazzarato et Tarde, ces relations de réciprocité manquent dans l'environnement urbain aujourd'hui en étant remplacées par des relations de compétitions et d'indifférence. R-Urban est construit, lentement, sur la reconstruction des relations de coopération, d'échange, d'aide et de confiance. Nous nous inscrivons, de ce point de vue, dans les démarches contemporaines qui essaient de construire de nouvelles attitudes et relations basées sur l'éthique du « care ».

Nous constatons que la mise en place de la stratégie R-Urban est basée, d'une manière fondamentale, sur l'émergence de porteurs de projet et la mise en place de groupes de responsabilité, de gestion et d'initiative. Ce sont, comme les définissent Kathrin Gibson (Cf K. Gibson, voir p.32), des "communautés opérationnelles" qui apparaissent accompagnant les logiques de montage du projet, dans sa complexité (jardiniers, composteurs, recyclage, poules, couture, cuisine, etc.).

R-Urban contribue ainsi à l'émergence d'un contexte social dynamique, proactif, orienté vers des activités et valeurs de résilience, d'économie locale, d'écologie du quotidien ; d'un milieu social prêt à auto-questionner nos modes de vie actuels. La stratégie R-Urban a été conçue et initiée à partir du 2008, juste avant de la reconnaissance officielle, et la médiatisation envers le grand public, de la plupart des crises qui ébranlent la société contemporaine (crise climatique, énergétique, économique, de ressources, alimentaire, etc.). La force de changement de R-Urban est due, en grande partie, à la conscientisation générale de ces crises, à l'absence d'action claire pour endiguer et résoudre ces crises, et, implicitement, par l'auto-responsabilisation de chacun de nous envers les générations futures. Le temps semble avoir joué en faveur de la stratégie R-Urban ; mais, malheureusement, c'est parce que le temps joue en défaveur de la planète, et de ses habitants.

POLITIQUE URBAINE PARTICIPATIVE

De la même manière que dans d'autres projets développés par AAA antérieurement (EcoBox et Passage56, cf. <http://www.urbantactics.org/projectsf/projectsf.html>), le projet R-Urban est développé, en partie, sur des terrains qui sortent, temporairement, de la logique de spéculation du marché foncier. Investir ces terrains de manière temporaire, sans avoir à payer

des loyers lourds grâce à leur statut temporaire, constitue déjà une démarche alternative à celle, classique, des investisseurs qui doivent trouver du profit pour rembourser leur investissement et prise de risque. C'est, donc, une manière de les sortir de la logique spéculative foncière, d'initier une démarche foncière alternative basée sur le temporaire (cf. EcoBox) et sur le "pas assez constructible" (cf. "Passage56").

Mais, avec R-Urban, les démarches initiées par AAA ont franchi un pas de plus, celui de développer, des activités encore plus diverses (habitat, économie, agriculture, pédagogie, etc.) qui ne sont pas basées sur la compétition et le profit mais sur la coopération, l'échange et la mutualisation. Comme le remarque aussi Kathrin Gibson (voir p.29), la stratégie R-Urban promeut ainsi des espaces urbains en dehors du marché (espaces d'économie sociale et solidaire, « espaces non-marché », habitat non spéculatif, co-working collaboratif, coop maraîchage, magasin non-consumériste, etc.).

R-Urban commence à créer ainsi des nouvelles références pour des types d'espace urbain innovants et résilients : collaboratifs, non-consuméristes, autogérés collectivement, etc. Certains ateliers de fabrication et de transfert de savoirs faire ont été développés aussi sur des critères similaires, en contribuant clairement à la diffusion des idées et concepts collaboratifs dans le milieu populaire du quartier Fossés-Jean à Colombes (cf. les ateliers coordonnés depuis 5 mois à l'Agrocité par la "designer de services" italienne Daniela Dossi).

Pour initier la démarche R-Urban, l'équipe de projet de AAA a dû s'appuyer à la fois sur des décisions nécessaires pour générer des processus top-down (conventions d'usage de terrain, financements spécifiques, etc.) tout en étant ouverts et permettant le déclenchement de processus initiés par des dynamiques bottom-up. Comme dans d'autres projets participatifs initiés antérieurement, la pratique de AAA est construite par le croisement de plusieurs types de dynamiques : ce sont des projets structurés par des dynamiques transversales.³⁴

Ce type de dynamiques sont propres aux démarches exploratoires de recherche et, suivant notre propre expérience, sont au fondement des projets de recherche-action. Elles assurent un va et vient entre les hypothèses initiales, les expériences de terrain, et le moment d'évaluation nécessaire pour recommencer le même cycle. C'est un dialogue entre déduction et induction, entre pratique et théorie ; un processus que Ch. Peirce appelle abduction et qu'il conclut fondamental pour les méthodologies de recherche.

³⁴ Voir aussi les remarques de K Bohn à ce sujet : "Infrastructural, as well as individual food-productive projects need parallel top-down and bottom-up initiatives, design and planning", voir p.78

Ce type de dynamique transversale est d'ailleurs nécessaire pour des projets ayant un caractère d'infrastructure et impliquant, implicitement, un nombre d'institutions publiques.³⁵ La démarche R-Urban, par sa complexité et échelle, devrait inclure dès le départ des institutions spécialisées (Mairie, Département, Région, Centre Technique Municipal, Régie de Quartier, etc.).

Et, pour arriver à cette capacité de changement, un élément important a été la capacité de représentation et de visualisation d'une stratégie autrement fortement abstraite. Comme le remarque l'experte britannique Kathrin Bohn, cette capacité a été "suffisamment forte pour obtenir le financement européen, le soutien de la municipalité et l'enthousiasme des habitants" (cf. K. Bohn, voir p.80).

Cette capacité de communiquer, à travers des images et des références à des projets déjà réalisés, pour dynamiser des facteurs d'action de différentes natures et à différentes échelles a été primordiale pour déclencher des processus pour lesquels il y a peu de références et, implicitement, peu de crédibilité à priori. C'est ce que K Bohn définit comme étant la capacité de la "pratique professionnelle d'architecte ou de designer à devenir un « agent de changement »". (cf. K. Bohn, voir p.80).

DE LA PARTICIPATION À LA CITOYENNETÉ ACTIVE

La démarche participative développée par AAA à travers ses différents projets s'appuie notamment sur la création d'opportunités diverses (spatiales, activités, équipements, rencontres, réseaux, etc.) permettant un éveil et un processus de résubjectivation conforme à des nouvelles valeurs, activités et aspirations. C'est une participation d'"empowerment" et de transmission réciproque de savoirs et savoirs faire proche de l'« école mutuelle » analysée par A Querrien à plusieurs reprises.³⁶ C'est aussi une démarche d'auto-questionnement de ses propres pratiques quotidiennes, une démarche d'apprentissage pour se réinvestir dans son milieu urbain, une démarche de reterritorialisation et de pratique de l'exercice de la démocratie via une diversité d'activités collectives. Comme le remarque K Gibson, il s'agit, dans ces processus générés par R-Urban, "d'apprendre à devenir un citoyen actif, d'apprendre

³⁵ cf. K. Bohn : "more infrastructural a project is, such as a CPUL, the more interdependencies it needs and creates. (negotiation processes with those entities that govern their lives", voir p.78

³⁶ cf. notamment Anne Querrien, L'école mutuelle: Une pédagogie trop efficace ?, éd. Les Empêcheurs de Penser en Rond, 2005

par la pratique“. (voir K. Gibson p.32).

La démarche participative de R-Urban va plus loin que l'investissement actif dans la construction et la gestion d'un projet (comme c'était le cas à EcoBox et Passage56). C'est une démarche de remise en cause du quotidien de chacun de nous par des nouvelles pratiques collectives basées sur la mutualisation, l'échange, la co-production, le recyclage, etc. C'est une « pédagogie du quotidien » (et du « faire ») pour ré-activer le quotidien et trouver un équilibre résilient des modes de vie urbains. C'est une démarche qui conduit vers la co-construction active d'un « droit à la ville » plutôt que d'une revendication de ce droit pour être reconnu et offert ; c'est un « droit à la ville » construit par une dynamique bottom-up et par une citoyenneté active, et non pas la réclamation d'un « droit à la ville » à obtenir du haut. Comme l'a remarqué C Attlani lors des 6 mois passés à l'intérieur du projet R-Urban, “les concepteurs de R-Urban croient fortement que les citoyens ne peuvent pas attendre que les gouvernements agissent sur ces processus, et plus encore qu'ils ont un rôle important à jouer en les installant dans leurs modes de vie“. C'est un constat aussi des réalisations de la Théorie de la Transition : “Grâce à des pratiques de niches, qui sont souvent participatives, les individus et les communautés peuvent profiter en termes d'un plus grand pouvoir, de confiance, de compétences et d'une plus grande capacité pour des actions communautaires ultérieures.“ (Seyfang & Smith 2007, p. 595, in C Attlani, ci-dessus p.120).

C'est cette construction “ex-nihilo“ d'une “collectivité opérationnelle“ et active qui devrait assurer la durabilité du projet et des processus développés dans le cadre de la stratégie R-Urban ; une collectivité dont les valeurs et directions d'action devraient se diversifier et avoir encore plus d'importance, à moyen et long terme. C'est, d'ailleurs, cette vision à long terme qui, dépassant les temporalités politiques et administratives, devraient assurer la pérennité et les objectifs de résilience proposés par R-Urban.

STRATEGIE INTERSTITIELLE DURABLE

Par des procédures administratives simplifiées (baux temporaires, des financements réduits par rapport aux opérations urbaines habituelles), R-Urban a permis l'apparition de programmes innovants tout en impliquant des populations habituellement invisibles dans les interfaces sociales (conseils de quartier, associations, etc.). Par l'implication active de ces populations habituellement “invisibles“ dans nos démocraties et par le caractère modeste et

facilement reproductible des unités réalisées, R-Urban pourrait initier des phénomènes de résistance à la gentrification, qui paraît, autrement, inéluctable à toute opération urbaine.³⁷

En créant des opportunités pour la transition écologique, mais aussi pour des pôles d'exploration et dissémination de nouveaux modes de vie résilients, la démarche R-Urban essaie d'obtenir et d'offrir des espaces urbains généreux pour créer des lieux d'exploration de la résilience et l'écologie urbaine sans provoquer des effets de gentrification. Nous sommes proches, de ce point de vue, des mouvements plus ou moins récents comme « Droit à la Ville » et Occupy, mouvements qui devraient intéresser les architectes, urbanistes et autres chercheurs, au moins pour leurs objectifs primordiaux : donner la parole et la place en ville à ceux qui la constituent.

Par son niveau particulier d'ouverture à une diversité d'usagers, et par la démarche de gestion collective mise en place, R-Urban essaie de créer une nouvelle infrastructure des « communs », à la fois par leur réappropriation et par leur invention : des équipements et des services autogérés facilitant la production de connaissances et de compétences collectives, la formation de groupes et de réseaux, etc.³⁸

Par la création et l'exploration de 3 petits projets à la place d'un seul plus grand, nous avons pu assurer une diversification des populations impliquées, des types d'activités explorées, nous avons créé l'opportunité de faire émerger une "biodiversité urbaine, économique, sociale et culturelle" et, finalement, de donner plus de chance à un développement urbain durable.³⁹

S'ouvrir à cette "biodiversité urbaine, économique, sociale et culturelle", implique de "de travailler avec les gens déjà là, en partant de là où ils en sont » cf K Gibson ci-dessus p.32. Mais, à la fois, c'est "faire avec ce qu'il y a" qui explique aussi les retards relatifs dans l'implémentation du projet (c'est un "faire avec" qui s'applique également aux usagers, porteurs de projet, aux collaborateurs, aux politiques et à l'administration).

GOUVERNANCE

³⁷ voir aussi à ce sujet K Gibson, cf. p.29

³⁸ cf Petcou & Petrescu, voir p.22

³⁹ cf K Gibson ci-dessus p.29

À travers le “faire avec le local (tel qu’il est)”, R-Urban cartographie et dynamise cette capacité locale d’invention et de transformation, ainsi que, en parallèle, les contraintes administratives qui la bloquent, en proposant des moyens de surmonter ces blocages, et de renouveler les politiques urbaines existantes.⁴⁰ Cette dynamisation est construite, dans le cas des usagers du projet, par des responsabilités collectives, des attributions de clés pour l’usage des espaces extérieurs et/ou bâtis, etc., et, dans le cas des contraintes administratives, nous essayons de dynamiser et d’obtenir, avec succès la plupart de fois, des dérogations, des conventions temporaires, des partenariats de longue durée, etc.

Il s’agit, à travers ces dynamiques, d’une autre manière de gouverner le territoire urbain : plus partagée, plus transversale, plus diversifiée, plus directe, plus collective. David Harvey estime, à ce sujet, que la transformation de l’espace urbain est un droit commun plutôt qu’individuel parce qu’un pouvoir collectif est nécessaire pour reconfigurer les processus urbains.⁴¹ R-Urban permet ainsi de mettre en place des espaces de gouvernance collective autour des unités créées, ces espaces de décision, importants pour K Gibson qui rappelle que “Jane Jacobs est consciente que ce qui distingue les communautés humaines des communautés naturelles est le moment éthique et politique – l’espace de décision”.⁴²

Nous pouvons aussi, suivant les analyses de K Gibson, imaginer que ces espaces constituent, de manière implicite, un transfert de la gouvernance territoriale à partir des promoteurs immobiliers envers les habitants et porteurs de projets locaux (ex : les Unités, l’Ecohab, la SCIC foncière, etc.).⁴³

Des nouveaux lieux de gouvernance collective peuvent émerger dans le milieu urbain, des lieux de gouvernance des communs urbains : ressources, espaces, biodiversité, nourriture, savoirs, etc.

⁴⁰ cf Petcou Petrescu voir p.19

⁴¹ cf Petcou Petrescu voir p.19

⁴² cf K Gibson voir p.33

⁴³ cf K Gibson voir p.30

RE-DEFINIR L'ECHELLE LOCALE

L'espace urbain d'échelle locale est souvent vidé de sens, d'identité et de valeurs à partager. La stratégie R-Urban permet une co-production de « lieux » (dans le sens anthropologique), offrant une identité forte et nouvelle aux quartiers, une identité basée sur des valeurs actualisées : écologiques, de résilience, culturelles, d'économie solidaire et locale (monnaie locale, SEL, etc).⁴⁴

En proposant de développer des réseaux d'interdépendance à multiples échelles, R-Urban reprend de la Regional City de Patrick Geddes l'idée de dynamique régionale, et territoriale, mais basée ici sur les initiatives des habitants.⁴⁵

Par sa structuration fondée sur l'autogestion collective des usagers, R-Urban donne à tous ceux qui sont impliqués dans le projet les moyens d'agir localement, en ouvrant aussi des possibilités pour des liens de partenariat avec la sphère des institutions.⁴⁶ R-urban est, de ce point de vue, une porte d'accès vers les institutions démocratiques qui gèrent le milieu de vie de ces habitants, créant ainsi les conditions d'un dialogue permanent entre les populations les plus diverses et les institutions qui doivent les représenter (ce qui est, de plus en plus, difficile, à cause de dynamiques contradictoires à tous les niveaux sociaux et institutionnels).

Tout en résistant à une vision strictement "localiste" de la sociologie urbaine, des auteurs comme Plumwood soulignent que le sentiment d'appartenance à un lieu est lié au sentiment de se sentir "à sa place", quelque part où notre existence est soutenue et peut évoluer.⁴⁷ D'où l'importance du mode de fonctionnement en réseau de R-Urban, permettant ainsi une condition locale durable, connectée et évolutive pour ses usagers. C'est ce que nous définissons comme étant une dimension territoriale « trans-locale ».⁴⁸

⁴⁴ cf K Gibson voir p.30

⁴⁵ cf Petcou, Petrescu voir p.17

⁴⁶ cf Petcou, Petrescu voir p.20

⁴⁷ cf K Gibson voir p.33

⁴⁸ une lecture rapide de la démarche R-Urban risque de comprendre cette stratégie comme] "localist self-sufficiency ; various kinds of local and non-local cycles", cf K Gibson voir p.33

L'ÉCONOMIE URBAINE LOCALE ET CITOYENNE

Les activités économiques à l'Agrocité ont commencé sous une forme de don de temps ; une "ressource importante" dans les quartiers ZUS qui entourent cette unité R-Urban, mais une ressource peu valorisée habituellement par manque d'outils et de flux d'échange et de reconnaissance. Offrir l'opportunité pour que ce temps, mal qualifié autrement, devienne un temps de richesse sociale et culturelle, et même un recommencement de vie économique locale, constitue un premier pas vers une société localement résiliente. Dans ce sens, K Gibson affirme : "les dons de la nature et l'ingéniosité et la créativité de l'effort humain sont des démarreurs de la circulation de l'énergie dans l'économie...Le ressourcement continu d'un système contribue à sa résilience."⁴⁹

À travers la stratégie R-Urban sont créés des conditions pour que des gens au chômage deviennent autoentrepreneurs, et, ainsi, porteurs de dynamiques micro-économiques locales. C'est ce que K Gibson définit comme étant un mouvement de "repandre l'économie pour le peuple et pour la planète".⁵⁰ Ceci implique de changer de mentalités (de demandeurs d'emploi vers créateurs d'emploi, autoentrepreneurs micro-économiques locaux), d'explorer un type d'économie en équilibre avec l'écologie (recyclage, local, mutualisation, non-consumériste, etc.) et de tester d'autres pactes sociaux (re-distribution locale, gouvernance collective des commons, etc.). Comme le précise l'économiste féministe K Gibson, nous devrions s'orienter vers un nouveau "développement économique, motivé par des décisions éthiques et l'interdépendance des uns et des autres".⁵¹ Et, pour s'orienter dans cette direction inhabituelle pour nos sociétés industrielles, parfois il faut lutter contre les logiques économiques individualistes installées depuis longue date et proposer des nouvelles modes économiques: espaces de coworking, shop non-consumériste, travail collaboratif, etc.

R-Urban permet d'envisager aussi une économie intimement liée à l'écologie, ce qui est, aujourd'hui, encore très rare et difficilement envisageable. Comme le précise K Gibson, cette économie devrait impliquer une « configuration particulière de relations écologiques entre certains humains et un mode transformé en ressources pour leur usage instrumental ».⁵² R-

⁴⁹ cf K Gibson voir p.33

⁵⁰ cf K Gibson voir p.32

⁵¹ cf K Gibson voir p.33

⁵² cf K Gibson voir p.33

Urban pourrait permettre d'apercevoir et expérimenter les aspects durables d'une économie sociale-écologique structurée par le « care » ; par le soin de partager, de coopérer, de ne pas épuiser, de réalimenter, d'assurer le recyclage – une « care-économie ».

Comme le précise aussi l'artiste-chercheur K Böhm,⁵³ R-Urban pourrait préserver et renforcer les types d'économies qui englobent des dimensions culturelles et sociales, dimensions qui sont fragilisées par les principes de l'économie ultralibérale d'aujourd'hui et qui sont, paradoxalement, fondamentales pour structurer durablement nos sociétés. Par le type de fonctionnement mis en place dans ses unités, R-Urban permet, dans ce sens, de contourner partiellement l'économie de marché en incluant des valeurs non-consuméristes (mutualisation, durabilité, éthique, production collaborative, ...) et en inventant des nouveaux modèles économiques (hybrides, culturels, sociaux, ...).

Pour avancer dans cette directions, nous devrions, comme le précise The New Economic Foundation, "nous réapproprier le langage de l'économie en usage tous les jours et nous réapproprier sa signification et sa fonction pour la petite échelle, les économies humaines et non monétaires. Le but est de faire de l'économie une partie intégrante de ce que nous faisons tous les jours plutôt que quelque chose que quelqu'un d'autre fait pour nous."⁵⁴ R-Urban propose de créer les conditions pour assimiler de manière critique, pour interroger le langage et les règles économiques. Ne pas faire de la résistance mais assimiler et développer des nouvelles règles de micro-économie circulaire, d'utilisation des ressources locales, d'équilibre entre consommation et production.⁵⁵

ÉCOLOGIE MULTIDIMENSIONNELLE

La mise en place d'une stratégie de résilience urbaine implique le renforcement structurel de toutes les dimensions écologiques d'un territoire : flux, réseaux et cycles de production-consommation seront formés à l'intérieur de chaque unité R-Urban et entre les unités de nature différentes (habitat/économie, agriculture/commerce, transport/recyclage, etc.), avec

⁵³ cf K Böhm voir p.83 : "to reclaim trade as a socio-cultural space through art and as public realm."

⁵⁴ Cf K Böhm, voir p.83

⁵⁵ cf André Gorz, *Ecologica*, éd. Galilée, 2008

l'intention de développer des circuits courts de petite échelle, dans la mesure du possible, Il ne s'agit pas d'interpréter la notion de circuits courts exclusivement de manière matérielle ; la relation production-consommation devrait inclure des aspects culturels, cognitifs et affectifs.⁵⁶

De manière plus fondamentale, les principes écologiques développés par R-Urban proposent d'inclure, comme le précise K Gibson en référence à B. Latour, Deborah Bird Rose, Freya Mathews et Val Plumwood, l'«interdépendance avec les êtres terrestres plus qu'avec les humains.⁵⁷ Les unités R-Urban prennent en compte une écologie urbaine incluant les couloirs de biodiversité, la récupération des eaux pluviales, la phytoépuration des eaux grises, la fabrication de compost avec des vers de terre, le rapport entre l'apiculture et la flore urbaine, la gestion et réduction des déchets, etc. C'est une écologie qui dépasse parfois des incompatibilités apparentes comme celles annoncées à plusieurs reprises entre agriculture et biodiversité : en fait, en s'appuyant sur des principes d'agroécologie et permaculture, ces deux domaines apparemment irréconciliables peuvent très bien coexister et, au contraire, mettre au profit leur proximité.

Comme une partie des aspects promus par la stratégie R-Urban, et à cause d'aléas imprévisibles dans le déroulement du projet,⁵⁸ cette co-présence entre agriculture et biodiversité a pris du retard et a été testée seulement de manière partielle. Mais, même de manière partielle, ces tests semblent confirmer la possibilité d'une co-présence bénéfique entre agriculture et biodiversité, à condition de bien choisir les temporalités agricoles, les variétés de légumes, les techniques d'irrigation, etc.

Suivant cette direction, la stratégie R-Urban essaie de participer à une reconnexion, de rééquilibrage, de réciprocité entre les activités humaines et l'environnement : une « écologie participative » et une « écologie des commons »

DES UNITÉS PILÔTES ET PIONNIÈRES DE LA « TRANSITION ACTIVE »

R-Urban incorpore un bon nombre des principes du mouvement Transition Town. Cependant la résilience dans R-Urban n'est pas comprise comme un impératif pour conserver l'existant

⁵⁶ cf Petcou, Petrescu, voir p.14

⁵⁷ cf K Gibson, voir p.26

⁵⁸ notamment la démolition massive du fond construit sur un tiers du périmètre du site de l'Agrocité qui a affecté les abords du site qui sont dédiés, notamment, à l'accueil de la biodiversité

mais comme une nécessité de transformer et d'inventer de nouvelles possibilités et lieux collectifs, fonctionnant un moteur de créativité collective.⁵⁹

Ces lieux de « production active du quotidien » doivent être des lieux appropriés pour l'agir, pour une « transition active ». Pour instant, R-Urban a permis la mise en place de deux unités dédiées à cette « transition active » :



AGROCITÉ

Comme remarqué par la spécialiste en agriculture urbaine K Bohn, l'«*Agrocité* est plus qu'un espace pour cultiver de la nourriture ; il crée une vision sensible du paysage, de la productivité et des styles de vie dans la ville. »⁶⁰ Cette unité est appropriée aussi pour « explorer d'autres formes d'agriculture urbaine, en utilisant des terrains ou des structures existantes pour s'installer ou à partir d'une variété de tests pour des parcelles verticales ou hors sol »⁶¹ Conformément à l'analyse de K. Bohn, l'Agrocité pourrait apporter encore plus de résultats en étant intégrée dans un plan régional de politique liée à la production agricole.⁶² Mais, contrairement à d'autres pays, ce type de politique régionale semble manquer à cette échelle

⁵⁹ cf Petcou, Petrescu, voir p.17

⁶⁰ cf K. Bohn, voir p.81

⁶¹ cf K. Bohn, voir p.81

en France. Nous devrions vérifier les politiques agricoles existantes à échelle régionale et départementale (pour instant nous avons eu à faire avec beaucoup d'opacité dans ce sens, malgré des contacts répétés avec les institutions qui devraient être impliquées).

Conformément à l'analyse de K Bohn, "R-URBAN sera un prototype innovant, participatif et durable pour une production de paysage productif urbain et pour un avenir européen qui produira une vie plus riche avec moins de consommation".⁶³

Pour instant, l'équipe des porteurs de projet pour l'Agrocité devrait se concentrer sur les potentialités de complémentarité avec les autres sites et unités R-Urban (en commençant avec Recyclab).

RECYCLAB

En analysant le bâtiment réalisé pour accueillir le Recyclab, et en s'appuyant sur la méthodologie Lifecycle Analysis (LCA), F Stevenson remarque plusieurs caractéristiques exemplaires d'un point de vue de l'éco-construction et éco-architecture : énergie incorporée minimale, réemploi et recyclage d'un grand pourcentage des parties construites, CO2 incorporé, possibilité de réversibilité accrue, dépollution interne des eaux grises, etc.⁶⁴ L'ensemble du bâtiment doit pouvoir être démonté facilement et avec une consommation réduite d'énergie.⁶⁵ L'usage des déchets doit suivre aussi des principes comme celui de Hiérarchie des déchets : "un autre outil d'évaluation de l'usage durable des produits et des matériaux quand on développe des relations étroites entre activités rurales et urbaines est connu sous le nom de Hiérarchie des déchets".⁶⁶

Le groupe bruxellois Rotor a analysé les capacités d'utilisation des déchets locaux pour une petite production d'éco-design qui devrait être initiée prochainement au Recyclab. De ce point de vue, pour Rotor c'est très important d'"orienter utilement et efficacement les prospections vers des sources pertinentes" (ce que nous avons fait à la suite avec succès en utilisant des sources possible d'être trouvés en grande quantité : planches de contreplaqué, menuiseries,

⁶² cf. K Bohn, the Policy Guide on Community and Regional Food Planning APA 2007 voir p.80

⁶³ KBohn voir p.84

⁶⁴ cf F. Stevenson voir p.49

⁶⁵ cf F. Stevenson voir p.52

⁶⁶ cf F. Stevenson voir p.52

planches de séchage du béton, etc.).⁶⁷

Des directions intéressantes restent à être explorées et développées à la suite dans le cadre de l'unité Recyclab dont, celle d'une cartographie des déchets locaux (cette cartographie a été commencée récemment, en étant accompagné par une analyse de certains paramètres spécifiques : les possibilités de transformation par requalification, le niveau de préparation nécessaire, les capacités de transport et stockage nécessaires, etc. Cette cartographie pourrait évoluer à la suite dans un Catalogue Biorégional incluant des lieux ressources, des acteurs économiques impliqués dans la réduction des déchets, des acteurs citoyens participants à une politique régionale liée au recyclage, etc.⁶⁸

ECOHAB

L'EcoHab est la troisième unité R-Urban en cours de montage financier et administratif. Ce montage est plus complexe et long que prévu à cause d'une législation défavorable pour ce type de programme résidentiel. Nous avons pu examiner ainsi toute une série de politiques publiques pour promouvoir l'habitat coopératif dans d'autres pays comme l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, etc.⁶⁹

En France nous avons constaté seulement des initiatives pionnières et, actuellement, une loi nouvelle en préparation pour 2014 (après une proposition de 2009 qui fait référence à R-Urban / Ecobox).

Un des aspects clé dans le montage d'un habitat coopératif est la constitution du groupe d'habitants qui veulent partager certains de leurs espaces de vie. Habituellement, la constitution de ces groupes peut connaître différentes démarches dont "l'idée de faire un camp d'été pour stimuler le projet du groupe en conjonction avec la programmation et la construction rapide d'un bâtiment temporaire, réalisé pour vivre pendant cette période".⁷⁰

Dans le contexte de R-Urban, la stimulation est venue par des présentations débats et, surtout, en découvrant des nouveaux modes de vie à l'Agrocité (co-organiser, co-produire, etc.) ; les usagers et porteurs de projet de l'Agrocité ont commencé, de manière spontanée, à s'intéresser aux possibilités d'habiter sur des principes coopératifs dans l'unité EcoHab. De

⁶⁷ cf. rotor voir p.57

⁶⁸ cf. F. Stevenson, 'Bioregional Directory' voir p.47

⁶⁹ cf. M. Heyden voir p.67

⁷⁰ cf. M. Heyden voir p.62

cette manière, nous avons trouvé de manière indirecte une réponse à la question posée par M Heyden au début du projet R-Urban : “comment trouver des centres d’intérêt pour développer la confiance mutuelle entre les habitants et les autres usagers”⁷¹ Ce processus commence actuellement de manière complètement spontanée, suite à la mise en place et à la participation intense aux activités de l’Agrocité.

POST-RECHERCHE

“R-urban est ambitieux, innovant, optimiste, inclusif, alternatif, écologique”, note K Böhm.⁷² Elle saisit ici un des objectifs fondamentaux de la stratégie R-Urban : celui de donner envie à d’autres d’initier et de s’impliquer dans ce type de pratiques et modes de vie (avec l’optimisme et l’horizon d’attente nécessaire pour que chacun puisse se décider de faire des changements radicaux dans leurs modes de vie).

Et, comme l’a constaté aussi C Attlani, “pendant les interviews avec les jardiniers un thème était récurrent. La plupart indiquaient qu’ils se battraient si nécessaire pour que Agrocité reste, ce qui peut être perçu comme un indicateur d’implication”⁷³ Attlani continue : “R-urban est un succès en offrant un espace pour que des désirs individuels et des visions pour le futur émergent, mais potentiellement il peut aussi faciliter l’émergence d’une vision partagée du futur de la communauté.”⁷⁴

Nous pouvons conclure en affirmant que “pour stimuler l’engagement démocratique du plus grand nombre des habitants nous avons besoin d’outils, de connaissance, et de lieux pour tester les nouvelles pratiques et les initiatives collectives, et pour faire la démonstration à petite échelle des résultats et des bénéfices de la transformation résiliente de la ville. Ici les architectes ont un rôle à jouer.”⁷⁵

⁷¹ cf. M. Heyden voir p.60

⁷² cf. KBöhm, voir p.91

⁷³ cf. C. Attlani voir p.116

⁷⁴ cf. C. Attlani voir p.118

⁷⁵ cf. Petcou, Petrescu, voir p.16

C'est, peut être, la seule modalité pour remettre en cause le système social et économique existant et construire de nouvelles hypothèses pour une société résiliente, pour un milieu urbain et des modes de vie durables.

12. Bibliographie

- AAA (2010) *Trans Local Act. Cultural Practices Within and Across*, published by, Paris,
- Appadurai, A. (2004). The capacity to aspire. In V. Rao, & M. Walton (Eds.), *Cultural and public action* (pp. 59–84). Stamford, CT: Stamford University Press.
- Birkland, J. (2008) *Positive Development: From Vicious Circles to Virtuous Cycles Through Built Environment Design*, Earthscan, London
- Bradley, W., Hannula, M., Ricupero, C. Superflex (Eds) (2006) *Self Organisation/ counter-economic strategies*, produced by NIFCA, Sternberg Press,
- Brass, C., Bowden, F., & McGeevor, K. (2011). *Co-designing urban opportunities* (SCIBE Working Paper No. 4). Retrieved 14 February 2013 from <http://www.scibe.eu/wp-content/uploads/2010/11/04-PSI.pdf>
- Brown, M.T. and Buranakarn, V., (2003) *Emergy Indices and Ratios for Sustainable Materials Cycles and Recycle Options, Resources, Conservation and Recycling* 38
- Carn, R. (2012) *Occupy Wall Street and a New Politics for a Disorderly World* <http://www.thenation.com/article/166122/new-politics-disorderly-world>
- Cameron, D. (2011). *PM's speech on Big Society*, 14 February 2011. Retrieved 15 February 2013 from <http://www.number10.gov.uk/news/speeches-and-transcripts/2011/02/pms-speech-on-big-society-60563>
- Chapman, J., (2005) *Emotionally Durable Design: Objects, Experiences and Empathy*, Earthscan, London.
- Clément, G. (2004). *Manifeste du tiers paysage [Manifesto of the Third Landscape]*. Paris: Éditions Sujet/Objet.
- Deleuze, G., & Guattari, F. (1980). *Capitalisme et schizophrénie 2: Mille plateaux [A Thousand Plateaus: Capitalism and Schizophrenia]*. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Geddes, P. (1904). *City Development: A Study of Parks, Gardens, and Culture Institutes. A Report to the Carnegie Dunfermline Trust.*

- Geddes, P. (1915). *City in Evolution* London: Williams & Norgate
- Gibson, K., Cahill, A. And McKay, D. (2010) *Rethinking the dynamics of rural transformation: performing different development pathways in a Philippine municipality* Transactions of the Institute of British Geographers 35,2: 237-255
- Gibson-Graham, J.K. (1996) *How do we get out of the capitalist place?* Chapter 4 in *The End of Capitalism (As We Knew It)*.
- Gibson-Graham, J.K. and Miller, E. (2011) *Economy as ecological livelihood* chapter in *An Ethics for the Anthropocene* edited by K. Gibson and D. Rose (under review with University of Minnesota Press).
- Gibson-Graham, J.K. (2011) *Reading for difference* chapter in *An Ethics for the Anthropocene* edited by K. Gibson and D. Rose (under review with University of Minnesota Press).
- Gibson-Graham, J.K., Cameron, J and Healy , S. (2012) *Take Back the Economy, Any Time, Any Place* University of Minnesota Press (forthcoming probably not till 2013)
- Gorz, A. (2008). *Manifeste utopia [Manifeste Utopia]*. Brest, France: Edition Parangon.
- Halliday, S. (2008) *Sustainable Construction*, Butterworth Heinemann, Oxford
- Hardt, M., Negri, A., (2009) *Commonwealth*, Harvard University Press, Cambridge
- Hardt, M., & Negri, A. (2004). *Multitude: Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire [Multitude: War and Democracy in the Age of Empire]*. Paris: La Découverte.
- Harvey, D. (2008). The right to the city. *New Left Review*, 53(9–10), 23–40.
- Hebert, S., Szefer, A. (2013) *Self Organised, , Occasional Table*, Open Editions,
- Holloway, J. (2002). *Change the world without taking power*. London: Pluto Press.
- Holloway, J. (2006). Un mouvement “contre-et-au-delà”: À propos du débat sur mon livre *Changer le monde sans prendre le pouvoir [Change the world without taking power]*. *Variations: Revue internationale de théorie critique*, 18(04), 15–30.
- Hopkins, R. (2008). *The transition handbook: From oil dependency to local resilience*. White River Junction, VT: Chelsea Green Publishing.
- Hopkins, R. (2010). *What can communities do*. Retrieved 14 February 2013 from <http://www.postcarbon.org/Reader/PCReader-Hopkins-Communities.pdf>

- Hopkins, R. (2009). *Resilience thinking*. Resurgence, 257,12-15.[n/a1]
- Hornborg, A. (2009). *Zero-sum world: Challenges in conceptualizing environmental load displacement and ecologically unequal exchange in the world-system*. International Journal of Comparative Sociology, 5(3-4), 237-262.
- Howard, E. (1902) *Garden Cities of To-morrow*. London: Faber and Faber, [1946]
- Ingels, B. (2010). *The joys of ecolomy: How to make sustainability a haven of hedonism*. In I. Ruby & A. Ruby (Eds.), *Re-inventing construction* , Berlin: Ruby Press. 55-66.
- Jacobs, J., (1961) *The Death and Life of Great American Cities*, Random House, New York,
- Kestler, K.,(2004)*Conversation Pieces*, , University of California Press,
- Lazzarato, M. (2002). *Puissance de l'invention: La psychologie économique de Gabriel Tarde contre l'économie politique [Powers of Invention: Gabriel Tarde's Economic Psychology Against Political Economy]*. Paris: Les Empêcheurs de penser en rond.
- Lazarus, N., (2002), *Construction Materials Report: Toolkit for carbon Neutral*
- Lefebvre, H. (1996). *Writings on cities*. New York: Blackwell.
- Developments - Part 1. Beddington Zero (Fossil) Energy Development, BioRegional,Surrey
http://www.energiecites.eu/IMG/pdf/bedzed_construction_materials_report.pdf
- Lewandowska,M., Ptak,L., (2013)*Undoing Property?* , Sternberg Press
- Maguire, B., & Cartwright, S. (2008). *Assessing a community's capacity to manage change: A resilience approach to social assessment*. Retrieved 14 February 2013 from
http://adl.brs.gov.au/brsShop/data/dewha_resilience_sa_report_final_4.pdf
- Marazzi,C., (2011) *The Violence of Financial Capitalism*
- Miller, E. (2012) *From community economy to solidarity economy (and back again)* paper presented at the Assoc. of American Geographers Conference February, New-York.
- Morgan, C. and Stevenson, F., (2005), *Design and Detailing for Deconstruction: SEDA Design Guide No.1*, Scottish Ecological Design Association, Edinburgh.
- Ockman,J. (Ed.), (2000), *The Pragmatist Imagination*, Princeton Architectural

Press

- Pelsmaker, S.(2012) *The Environmental Design Pocketbook*, RIBA, London
- Rancière, J. (1998). *Au bord du politique [On the Shores of Politics]*. Paris: La Fabrique Éditions.
- Ravel, J., & Negri, A. (2008). *Inventer le commun des hommes [Inventing the Common]* (Multitudes No. 31). Paris: Éditions Amsterdam.
- Scott, J., (2010) Anarchism, Agriculture, Anthropology <http://www.theory-talks.org/2010/05/theory-talk-38.html>
- Sennet, R., (15/01/2013) *Saving the Highstreet*, Guardian
- Sharzer,G. (2012) , *No Local zero kooks*, Winchester, UK
- Sholette,G., Kessler,O. (2013) *It's the Political Economy Stupid* , Pluto Press
- Steel, C. (2009) *Hungry City Vintage*, London
- Stevenson, F. and Ball, J. (1998), *Sustainability and Materiality: The Bioregional and Cultural Challenges to Evaluation, Local Environments*, pp: 191-209
- Stevenson, F., Jones, M., and Macrae, J. (2002), *Sustainable Buildings: Meanings, Processes and Users, Built Environment*, pp: 33-45, ISSN 0263-7960
- Stiglitz, J. (2010). *Freefall: Free markets and the sinking of the global economy*. New York: Norton & Company.
- Tyszczyk, R., Smith, J., Clark, N., & Butcher, M. (2012). *ATLAS: Geography, architecture and change in an interdependent world*. London: Black Dog Publishing